

1999

Rapport annuel

Chiffres clés

(en millions d'euros)

	1999	1998
Contrats signés	31 800	29 526
Dans l'Union européenne	27 765	25 116
A l'extérieur de l'Union européenne	4 035	4 410
• Pays candidats à l'adhésion (dont mécanisme préadhésion)	2 373 (1 467)	2 375 (1 370)
• Pays Méditerranéens (hors Chypre)	802	886
• Afrique, Caraïbes, Pacifique, PTOM	341	560
Afrique du Sud	150	135
• Amérique latine, Asie	310	362
• Balkans occidentaux	60	92
Prêts approuvés	35 117	33 369
Dans l'Union européenne	30 380	28 246
A l'extérieur de l'Union européenne	4 732	5 123
Versements effectués	27 612	27 993
Sur ressources propres	27 449	27 792
Sur d'autres ressources	163	201
Ressources collectées	28 355	30 098
En monnaies communautaires	19 658	23 395
En monnaies non communautaires	8 697	6 703
Encours		
Prêts sur ressources de la Banque	178 775	155 333
Garanties	277	347
Financements sur ressources budgétaires	2 352	2 360
Emprunts à long, moyen et court terme	146 223	123 767
Fonds propres	20 494	19 306
Total du bilan	201 104	176 544
Capital souscrit au 31.12	100 000	62 013
Dont libéré et versé	6 000	4 652

1999

Rapport annuel



42^{ème} Rapport annuel

Banque européenne d'investissement



	<i>Pages</i>
<i>Message du Président</i>	4
<i>1999 : Vue d'ensemble</i>	6
<i>Plan d'activité de la Banque</i>	8
<i>Au service de l'intégration européenne</i>	11
Développement régional	11
Capital humain	16
Infrastructures européennes de communication	18
Environnement naturel et urbain	22
Maîtrise de l'énergie	25
Compétitivité industrielle	26
PME	28
<i>En appui aux politiques de coopération avec les pays tiers</i>	33
Pays candidats à l'adhésion	35
Pays du Partenariat euro-méditerranéen	39
Afrique, Caraïbes et Pacifique, PTOM	41
Afrique du Sud	42
Amérique latine et Asie	43
<i>Les ressources empruntées</i>	47
Les opérations d'emprunt sur les marchés financiers	47
Gestion des liquidités	58
Résultat de la gestion des liquidités	59
<i>Les organes de décision et le fonctionnement de la BEI</i>	63
Les organes de décision	63
La structure des services	68
Le fonctionnement de la BEI	71
<i>Section financière</i>	75
Résultats de l'exercice	77
Etats financiers	78
Rapport du réviseur d'entreprises	99
Déclaration du Comité de vérification	100
<i>Annexes</i>	
Les prêts dans l'Union européenne	103
Les prêts à l'extérieur de l'Union européenne	116
Annexe statistique	123



Banque européenne d'investissement

Message du Président



Au service de l'Union, la Banque européenne d'investissement a, en 1999 encore, pleinement assumé sa mission d'orientateur d'épargne au soutien de projets qui favorisent l'intégration européenne et améliorent la qualité de vie des citoyens de l'Union.

Agissant en complémentarité du secteur bancaire européen, la Banque a accordé 28 milliards d'euros de prêts pour renforcer la cohésion interne et soutenir l'activité économique de l'Union. Les projets que nous avons financés au cours de l'année ont une valeur qui représente plus de 5 % de l'investissement total en Europe ; ils sont localisés en priorité dans les zones moins favorisées de l'Union qui bénéficient de près de 70 % de nos concours. Dans ce cadre, la BEI a également mobilisé autour de ses interventions les quelque 180 banques qui sont ses partenaires pour soutenir près de 30 000 investissements de PME et de collectivités locales en Europe et mettre en place 40 opérations de capital-risque assurant l'apport de fonds propres à des PME innovantes.

La Banque s'est également consacrée au financement de dizaines de projets de grande envergure et de centaines d'infrastructures de moyenne dimension dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ces réalisations préparent l'avenir de nos sociétés et procurent de l'activité à de nombreuses entreprises ; elles bénéficient, grâce au soutien de la BEI, d'une source fiable de financements bancaires facilitant la constitution de tours de table solides, particulièrement lorsqu'il s'agit d'opérations de partenariat public-privé.

Enfin, parce qu'une économie moderne requiert des voies de communication efficaces et doit respecter l'environnement, la BEI a poursuivi ses efforts dans ces deux domaines. Depuis près d'une décennie déjà, la Banque s'est affirmée comme la première source de financement bancaire des réseaux transeuropéens qui, depuis leur identification par le Conseil européen d'Essen en 1994, ont mobilisé plus de 65 milliards d'euros de la Banque. Cette action va de pair avec le financement d'investissement dédiés à la préservation du milieu naturel ou urbain, un domaine qui mobilise en moyenne le tiers de nos interventions.

Premier emprunteur non gouvernemental en Europe, la BEI appuie également la réalisation des objectifs de l'Union par son activité d'emprunt sur les marchés des capitaux. C'est ainsi que, dès 1996, elle a préparé le lancement de la nouvelle monnaie unique par l'émission anticipée de produits libellés en euros et, depuis lors, elle a constitué une « masse critique » de dette en euros dépassant les 60 milliards. Dans ce cadre, la BEI a offert au marché aussi bien des opérations structurées répondant à des besoins spécifiques d'investisseurs, qu'un contrat cadre pour ses émissions de référence en euros.

Au soutien des politiques d'aides et de coopération de l'Union envers quelque 150 pays dans le monde, la Banque a consacré 4 milliards en 1999 sous forme de prêts à long terme, de financements subordonnés ou de capitaux à risques. La « part du lion » de cette activité est, naturellement, allée aux pays des zones limitrophes au sud et à l'est de l'Union, d'une part, en appui aux objectifs du « Processus de Barcelone » en Méditerranée et, d'autre part, en prélude à l'élargissement de l'Union aux pays candidats.

Dans ces derniers, où la BEI est de loin la première source de financement multilatéral, la Banque opère pour une large part à ses propres risques par le biais de son « Mécanisme préadhésion ». Elle démontre ainsi sa volonté d'apporter une contribution directe, sans peser sur les finances publiques, à la modernisation de ces économies ; cette action est conduite dans une perspective de transfert de l'« acquis communautaire », particulièrement

pour des projets industriels ou de qualité de vie qui représentent à présent plus de la moitié de l'encours de nos prêts en Europe centrale et orientale.

Ce bilan 1999 illustre pleinement l'action de mon prédécesseur, Sir Brian Unwin, qui a su faire de la BEI une banque non seulement désireuse, mais surtout capable, par sa solidité financière et son partenariat avec la collectivité bancaire, d'appuyer d'une manière déterminante la réalisation des objectifs de l'Union. Il n'est d'ailleurs pratiquement plus de Conseils des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union qui ne fasse appel à notre capacité d'intervention ou d'innovation pour soutenir une variété de missions participant au développement harmonieux de l'économie européenne.

C'est ainsi que, pour soutenir les orientations du Conseil européen de Lisbonne en vue de développer la « Société de la connaissance et de l'innovation », la Banque mettra en œuvre un programme baptisé « Innovation 2000 Initiative » regroupant de nouvelles actions dans le domaine des réseaux de l'information, de l'enrichissement du capital humain et de l'investissement immatériel des entreprises. Ces investissements, dont nous évaluons le montant à quelque 40 milliards d'euros sur les trois années à venir, contribueront à jeter les bases d'une croissance dynamique en Europe, fondement d'une société plus ouverte, où l'accès de chacun à la connaissance sera facilité.

Cette « Innovation 2000 Initiative » ainsi que la mise en œuvre de notre nouveau « Mécanisme préadhésion » pour les pays candidats seront les priorités opérationnelles de la Banque au cours de la période 2000-2002. Elles devront être concrétisées dans un environnement changeant, notamment marqué par l'introduction de l'euro, et demanderont de la BEI un effort accru pour développer de nouveaux produits répondant toujours mieux aux besoins spécifiques de ses clients.

Je vous souhaite une agréable lecture au cœur de la BEI, au cœur de l'Europe.



Philippe Maystadt

Président de la Banque et de son Conseil d'administration



Le Comité de direction
de la BEI



1999 :

Vue d'ensemble

La BEI, dont le capital souscrit est depuis le 1^{er} janvier 1999 de 100 milliards d'euros, a poursuivi son action au service des grandes politiques de l'Union européenne, en maintenant notamment à un niveau élevé ses financements en faveur du renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union, en préparant les pays candidats à l'adhésion et en développant sa stratégie volontariste d'emprunts en euros. Sa contribution à la réalisation des objectifs de l'Union a été soulignée par le Conseil européen de Berlin (24 et 25 mars 1999) puis de Cologne (3 et 4 juin 1999).

Le total des prêts signés par la Banque a atteint 31,8 milliards, contre 29,5 milliards l'an dernier. Cette activité traduit l'ampleur et la diversité des missions de la BEI ; elle s'est développée dans la continuité de l'action entreprise en 1998.

Les versements s'élèvent à 27,4 milliards dont 24,6 milliards dans les pays membres. Les quelque 310 projets d'investissement évalués par les équipes de la Banque en 1999 se sont traduits par 35,1 milliards d'approbations, soit un niveau supérieur à celui de 1998 (33,4 milliards).

Fin 1999, l'encours total des prêts sur ressources propres et des garanties atteint 179,1 milliards. L'encours total des emprunts s'élève à 146,2 milliards et le total du bilan à 201,1 milliards.

Promoteur actif de l'euro

La BEI a poursuivi son rôle de promoteur actif de la monnaie unique européenne, introduite

le 1^{er} janvier : près de 45 % des émissions de la Banque ont été libellées en euros, ce qui a contribué à la création d'une importante « masse critique » d'instruments libellés dans la nouvelle monnaie. En outre, plus de la moitié de la collecte en euros s'est effectuée à travers le programme EARN (Euro Area Reference Note). Ce contrat-cadre d'émission, lancé en mars 1999, assure aux investisseurs liquidité, transparence et régularité ; il a été déployé en association étroite avec de grandes banques internationales. Le montant des signatures des opérations d'emprunts a ainsi atteint 29,3 milliards d'euros, en légère baisse par rapport à l'année précédente ; ce montant intègre près d'un milliard émis dans le cadre du programme d'échange d'obligations existantes contre de nouvelles obligations en euros.

Soutien à la cohésion économique et sociale de l'Union

Dans l'Union européenne, le total des contrats signés se monte à 27,8 milliards, en progression de 10,5 % par rapport à 1998 ; 71% des concours de la Banque répondent à l'objectif de politique régionale favorisant la cohésion de l'Union et renforçant l'Union économique et monétaire. Les investissements pour les réseaux transeuropéens de communication, le soutien aux PME et les prêts dans les secteurs de l'éducation et de la santé, venant à l'appui de la résolution sur la croissance et l'emploi adoptée par le Conseil européen d'Amsterdam, ont constitué les grands axes des financements de la Banque.

Sauf indication contraire, les montants, dans ce Rapport, sont exprimés en millions d'euros



Soutien renforcé aux PME et aux hautes technologies

Le Conseil européen de Cologne s'est prononcé pour le développement, pendant la période 2000 – 2003, des activités de la Banque au soutien de l'investissement et de l'emploi, notamment au moyen de capital-investissement. Dans ce contexte, les gouverneurs ont approuvé la libération de la deuxième tranche de 500 millions prélevée sur l'excédent de gestion de la Banque en 1998, transférée à la réserve du PASA (Programme d'action spécial d'Amsterdam). Cette réserve, ainsi portée à 1 milliard, est destinée à couvrir le risque lié aux opérations de capital-risque. Dès mai 1999, le Conseil d'administration avait autorisé le doublement de 125 millions à 250 millions de la dotation de la BEI au Mécanisme européen pour les technologies (MET), que le Fonds européen d'investissement (FEI) gère sur mandat de la BEI. La Banque s'est ainsi donné les moyens de jouer un rôle d'entraînement significatif sur le marché du capital-risque européen. De plus, le développement continu des financements dans les domaines de l'éducation et de la santé a conduit les gouverneurs à intégrer ces secteurs dans l'activité normale de la Banque, alors que la décision du PASA de 1997 limitait leur éligibilité à une période de trois ans.

Toujours pour donner une réponse immédiate aux conclusions du Conseil européen de Cologne, les gouverneurs ont invité la Banque à renforcer son action en faveur des projets de réseaux de haute technologie et à poursuivre le financement des réseaux transeuropéens de communication, y compris au moyen d'opérations en partenariat public-privé.

Préparer l'élargissement

L'activité de la BEI à l'extérieur de l'Union s'est consolidée à hauteur de 4 milliards, soit en retrait de 8,5 % par rapport au dernier exercice. Les montants mis en œuvre dans les 10 pays candidats d'Europe centrale et orientale et Chypre se sont maintenus à un niveau significatif (2,4 milliards), qui représente plus de la moitié du total des prêts conclus hors de l'Union européenne.

Les gouverneurs ont approuvé le principe du renouvellement, à compter du 31 janvier 2000, de l'actuel Mécanisme préadhésion pour la période 2000-2003, dont le montant est substantiellement augmenté à 8,5 milliards.

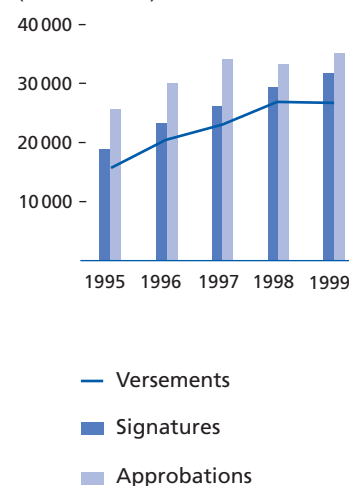
Un cadre renouvelé pour les actions à l'extérieur de l'Union

Les financements à l'extérieur de l'Union ont totalisé plus de 4 milliards. L'expiration début 2000 des mandats définissant le cadre des opérations de la Banque en soutien aux politiques de coopération et d'aide au développement de l'Union a conduit le Conseil, le 22 décembre 1999, à décider d'une nouvelle garantie pour les prêts extérieurs de la BEI. Cette garantie globalisée couvre la période 2000-2007 et porte sur un montant total de prêts de 18,41 milliards à réaliser dans les pays d'Europe centrale et orientale, en Méditerranée, en Amérique latine et Asie, ainsi qu'en Afrique du Sud.

Par ailleurs, les négociations déjà bien avancées fin 1999 d'une nouvelle Convention régissant les relations avec les ACP ouvrent la perspective d'un rôle accru de la Banque dans ce domaine.

Versements, contrats signés et projets approuvés (1990 – 1999)

(millions d'euros)





Le Plan d'activité de la Banque (PAB)

Afin de mieux cibler les interventions de la Banque au soutien des politiques communautaires tant externes qu'internes, le Conseil d'administration a adopté en janvier 1999 le premier Plan d'activité de la Banque (« PAB »), qui couvre la période 1999-2000. Ce Plan, qui se situe dans la lignée du Cadre de stratégie adopté par le Conseil des gouverneurs le 5 juin 1998 en annexe à sa décision d'augmenter le capital souscrit de la Banque, est à horizon mobile : lors des exercices ultérieurs, il sera possible, sur la base de l'expérience acquise, de lui donner une durée d'application plus longue.

Les objectifs de politique générale :

A l'intérieur de l'Union, constituent une **priorité absolue** :

- la promotion du développement régional et de la cohésion de l'Union, grâce notamment à une coopération étroite avec la Commission, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2000 ;
- le capital humain (santé, éducation), qui devient une priorité de la Banque dans le cadre normal de ses activités sur l'ensemble du territoire de l'Union ;
- le financement des PME en capital-risque, en coopération avec le secteur financier de l'Union et le FEI.

Une **priorité élevée** continuera d'être accordée :

- aux réseaux transeuropéens (RTE) et à l'environnement, un accent particulier étant mis sur des adaptations d'ordre qualitatif ;
- à la poursuite d'une étroite coopération avec le secteur bancaire. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que, dans un contexte d'importantes mutations, l'introduction de l'euro appelle une étroite collaboration entre la BEI et les banques sur les marchés des capitaux.

Les prêts en faveur des entreprises situées en dehors des zones aidées feront l'objet d'une approche sélective, fondée sur la définition de critères d'éligibilité permettant de mieux cerner la valeur ajoutée de l'intervention de la Banque. En outre, la Banque envisagera d'apporter certaines adaptations aux modalités de financement des PME.

A l'extérieur de l'Union, où les activités traditionnelles réalisées sur mandats de l'Union et des Etats membres continueront de former l'essentiel des opérations, les axes prioritaires de l'action de la Banque seront les suivants :

- poursuite de la transposition de l'« acquis communautaire » pour les pays candidats à l'adhésion grâce au renouvellement du mécanisme de préadhésion ;
- soutien au développement et à la privatisation du secteur productif ;
- appui renforcé aux secteurs bancaires locaux.

Dans tous ces domaines, la réalisation des objectifs du « PAB » passe par le renforcement des relations avec la Commission

Cet ancrage communautaire de la Banque se traduira par la recherche de synergies et de complémentarités avec les actions et politi-



ques menées par la Commission, tant dans l'Union qu'à l'extérieur de celle-ci.

Les trois piliers de la « valeur ajoutée »

Les décisions de financement reposeront sur trois critères :

- la cohérence entre chaque opération et les objectifs prioritaires de l'Union ;
- la qualité et le bien-fondé de l'investissement considéré ;
- l'intérêt financier particulier que présente le recours aux ressources de la BEI.

La Banque contribuera à l'amélioration des projets d'investissement en mettant à profit son savoir-faire et l'expérience concrète qu'elle a accumulés. Elle s'attachera à présenter des solutions nouvelles et à diffuser les meilleures pratiques en vigueur dans ses domaines de compétence. Son rôle de conseiller dans des montages financiers complexes (partenariat public-privé pour le financement d'infrastructures) sera appelé à encore se développer.

Présence sur les marchés des capitaux

Pour favoriser la réalisation de ses objectifs, la Banque continuera de mettre à profit sa cote de crédit AAA et d'offrir son savoir-faire sur les marchés des capitaux. Elle poursuivra son action de promotion de l'euro, de soutien au développement des marchés des capitaux dans les pays candidats ainsi que sa politique de présence diversifiée sur les marchés des capitaux. Par ailleurs, elle recherchera une meilleure adéquation des besoins de ses emprunteurs et de ses investisseurs, en particulier, par le développement de produits innovants.

Fin 1999, il était d'ores et déjà possible d'identifier un certain nombre de mesures prises par la Banque dans les domaines prioritaires, qui s'inscrivent dans le cadre du « PAB ».

- Politique régionale : dès le 19 janvier 2000, un nouvel accord cadre a été signé avec la

Commission, fixant les principes d'une coopération renforcée dans la mise en œuvre des Fonds structurels. La Banque a en outre fait part de sa disponibilité à jouer un rôle de support dans la mise en œuvre du nouvel instrument financier de l'Espace économique européen.

- Capital humain : les secteurs de la santé et de l'éducation ont été intégrés à l'activité normale de la Banque ; la coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est traduite par l'organisation d'un séminaire commun sur les systèmes de santé.
- Capital-risque : la Banque se prépare à proposer à son Conseil d'administration et au Conseil des gouverneurs durant le premier semestre 2000 le doublement de ses ressources affectées au « guichet PME », ce qui concrétise son rôle croissant sur le marché européen du capital-risque. Elle est devenue membre de l'EVCA (European Venture Capital Association).
- Réseaux transeuropéens : la Banque a encore accru son engagement dans le financement de projets en partenariat public-privé. Elle a aussi soutenu plusieurs études préparatoires à des projets d'infrastructure ou d'environnement.
- Environnement : les possibilités de mise en œuvre opérationnelle des accords de Kyoto sont étudiées avec la Commission.

En termes qualitatifs, le « PAB » a confirmé les objectifs traditionnels de la BEI en les assortissant de priorités ; il a défini les trois piliers de la « valeur ajoutée » des opérations de la Banque et a insisté sur la coopération avec la Commission.

Les financements de la BEI visent en premier lieu la cohésion de l'Union





Au service de l'intégration européenne

Par ses prêts à long terme, la Banque européenne d'investissement renforce l'intégration, le développement équilibré ainsi que la cohésion économique et sociale des Etats membres de l'Union, contribuant ainsi à relever les défis de l'Europe de demain.

La Banque accomplit ses missions à l'appui des politiques communautaires ; elle s'attache à promouvoir prioritairement les régions moins favorisées, tout en soutenant les autres priorités économiques définies par son Conseil des gouverneurs et les Conseils européens. Ses financements, accordés à des projets économiquement justifiés, intéressent un grand nombre d'objectifs : réseaux de communication et infrastructures de base, environnement naturel et urbain, PME, éducation et santé, énergie ainsi qu'industrie et services.

Développement régional

Le renforcement de la cohésion économique et sociale, visant un développement harmonieux des régions de l'Union, est identifié comme un axe prioritaire des politiques communautaires par le Traité d'Amsterdam. Il confirme ainsi l'ambition d'un développement équilibré inscrit dans le Traité de Rome, dès 1958, qui confiait à la Banque européenne d'investissement comme mission essentielle le soutien à des projets contribuant à la mise en valeur des régions moins développées. L'élargissement des domaines d'activité de la Banque, tant en fonction de la diversification des politiques de l'Union que par l'adhésion de nouveaux Etats membres, n'a affaibli ni ce rôle spécifique, ni cette priorité donnée au développement régional.

Le cadre stratégique pour l'activité de la Banque, défini par le Conseil des gouverneurs en juin 1998, mis en œuvre au travers du « PAB », confirme au premier rang des priorités d'action de la BEI la concentration de ses efforts sur les zones économiques défavorisées et périphériques. Dans ce cadre, l'action de la Banque vise le renforcement du tissu productif des régions de l'Union qui accusent un retard. Ses prêts y soutiennent le renforcement des infrastructures de base dans les domaines des communications, de l'environnement ou de l'énergie et développent les infrastructures sociales dans le but de fournir un cadre capable d'induire et de soutenir le développement de l'activité économique.

La nouvelle programmation des Fonds structurels, fondée sur les décisions de l'« Agenda 2000 », renforcera encore le rôle et la mission de la Banque dans l'action structurelle communautaire. A cet effet, en janvier 2000, un accord de coopération entre la Commission, représentée par le Commissaire Barnier, et la BEI a été signé à Luxembourg. Il a pour but d'accroître l'efficacité des interventions structurelles de la Communauté et de renforcer la complémentarité des soutiens budgétaires avec les opérations de la Banque, au cours de la période 2000 – 2006.

Photo pleine page :
Développement des transports
à Hambourg (Elbtunnel), Allemagne



Développement régional Répartition par secteur (1999)

	(millions d'euros)	
	montant	Total %
Energie	1 820	14
Communications	7 389	57
Gestion des eaux et divers	1 071	8
Aménagements urbains	402	3
Industrie, agriculture	1 394	11
Education, santé	391	3
Autres services	411	3
Total prêts individuels	12 877	100
Prêts globaux	4 650	

Plus des deux tiers des prêts individuels pour les régions défavorisées

Selon cet accord, la Commission pourra avoir recours à l'expertise de la BEI pour l'évaluation de projets d'investissement susceptibles d'être financés non seulement par le Fonds de cohésion, comme c'est déjà le cas, mais aussi par le Fonds européen de développement régional (FEDER) sur le territoire de l'Union ainsi que par l'instrument structurel de préadhésion (ISPA) dans les pays candidats. Pour chacun de ces instruments, la Commission et la BEI échangeront régulièrement des informations afin d'assurer une bonne programmation de leurs interventions respectives et évaluer à un stade précoce la faisabilité des projets. La BEI pourra faire bénéficier la Commission de son expertise à cet égard, à la fois pour l'instruction des projets faisant l'objet de cofinancements entre la Banque et le budget communautaire, ou pour le compte de la Commission, si un cofinancement de la BEI n'est pas envisagé.

En 1999, les **prêts individuels** de la BEI dans les régions défavorisées de l'Union se montent à **12,9 milliards**, soit 71 % du total des prêts individuels, en ligne avec les objectifs du « PAB » qui accorde à ces opérations une priorité absolue chiffrée aux deux tiers de l'activité dans l'Union.

En plus de cette activité, il convient de prendre en compte l'impact des prêts globaux en cours en faveur d'investissements de petite et moyenne dimension situés dans les zones de développement régional, soit **4 650 millions**.

Globalement, le **total des interventions** de l'exercice en faveur du développement régional atteint donc **17,5 milliards**.

48 % des prêts « développement régional » en faveur des régions de l'objectif 1

En 1999, les régions en retard de développement, **objectif 1**, ont bénéficié de **6 208 millions de prêts individuels**, en nette reprise par rapport à 1998 (4 600 millions). Les Länder orientaux d'Allemagne ont bénéficié de 839 millions, les pays de la cohésion (Espagne, Portugal, Irlande et Grèce) de 4 075 millions et le Mezzogiorno italien de 600 millions.

Les infrastructures de communication et les réseaux d'énergie ont constitué 66 % du total des concours, contribuant ainsi à atténuer les effets de l'éloignement géographique de ces régions. 13 % ont soutenu l'amélioration de l'environnement naturel et urbain. L'industrie et les services ont attiré 15 % des prêts, l'éducation et la santé 6 %.

Afin d'aider à la reconstruction des équipements détruits par le tremblement de terre de septembre dans l'agglomération d'Athènes, la BEI a accordé un prêt de 300 millions, faisant partie d'un contrat cadre de 900 millions sur une période de deux à trois ans.

Accélérer l'ajustement économique

Dans les régions affectées par le déclin industriel (**objectif 2**) et dans les zones de reconversion rurale (**objectif 5b**) ou faiblement peuplées (**objectif 6**), les **prêts individuels** ont totalisé **3 663 millions**.

Dans ces zones, la répartition sectorielle montre la prédominance des infrastructures de transport (45 %) ainsi que l'importance accordée à la protection de l'environnement naturel et urbain (18 %). L'industrie et les services ont bénéficié de 15 % du montant.

Soutenir le financement de réseaux

Un montant de 3 000 millions a soutenu le financement d'infrastructures de réseaux inté-



ressant plusieurs régions assistées, ou un pays dans son ensemble, dans le domaine des postes et télécommunications, des transports et de l'interconnexion électrique.

Mécanisme financier EEE

La BEI continue à gérer le Mécanisme financier de l'Espace économique européen (EEE), financé par la Commission et les pays AELE – EEE. L'enveloppe disponible de 1,5 milliard de prêts bonifiés et de 500 millions pour des subventions définie en 1994 a été totalement engagée pour des projets en Grèce, au Portugal, dans l'île d'Irlande et en Espagne. La mise en œuvre de ces projets s'est poursuivie en 1999.

Bilan des interventions de la BEI depuis la réforme des Fonds structurels en 1989

Depuis la mise en œuvre de la réforme des Fonds structurels en 1989, les **prêts individuels** accordés par la BEI pour le financement de projets situés dans des zones de développement régional se sont élevés à **104,4 milliards**, représentant 70 % des prêts individuels.

Passant de 5,4 milliards en 1989 pour atteindre 12,9 milliards en 1999, les prêts en faveur du développement régional ont connu une

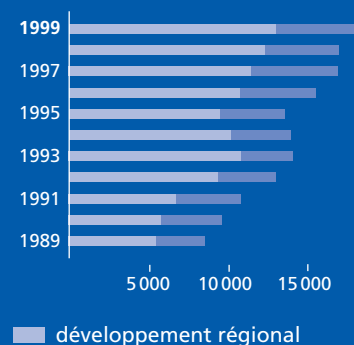
croissance moyenne de 9 % par an, supérieure à celle de l'ensemble des prêts signés (8 % par an).

En plus de cette activité, il convient de prendre en compte l'impact des **prêts globaux** en cours en faveur d'investissements de petite et moyenne dimension dans le domaine des infrastructures et des PME situées en zone de développement régional. Une estimation faite en pondérant le montant des prêts globaux signés par pays par le pourcentage de la population en zone éligible conduit à un résultat de quelque **28,5 milliards**.

Globalement, les interventions de la BEI de 1989 à 1999 en faveur du développement régional atteignent donc **133 milliards**.

Cette action s'est effectuée dans le cadre d'une étroite coopération entre la Banque et les instances communautaires, notamment la Commission qui met en œuvre les instruments budgétaires d'ajustement structurel de ces régions.

Prêts individuels développement régional : 1989 – 1999 : 104 milliards



De 1989 à 1999,
les prêts individuels en faveur
du développement régional
totalisent 104 milliards.

Leur progression
annuelle (9 %) est supérieure
à celle de l'activité
de la Banque

Prêts individuels financés au titre du développement régional de 1989 à 1999 : 104 milliards

	1989 – 1993		1994 – 1999	
Activité de la BEI dans les Etats membres (prêts individuels)	55,5	100 %	94,5	100 %
Développement régional dont :	37,8	68 %	66,5	70 %
* zones objectif 1	21,3	56 %	30,6	46 %
* zones objectifs 2, 5b et 6	12,8	34 %	23,7	36 %
* zones d'actions spécifiques communautaires ou bénéficiant de régimes nationaux d'aide ; projets pluri-régionaux concernant plusieurs zones éligibles (*)	3,8	10 %	12,2	18 %

(*) essentiellement, réseaux de communication



Bilan de la période 1994 – 1999

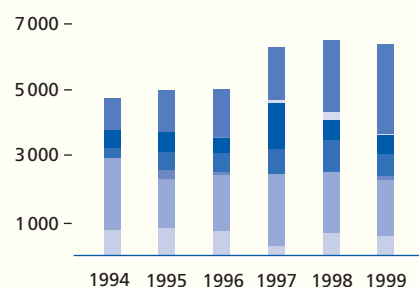
Au cours de la 2^{ème} période d'application des Fonds structurels, de 1994 à 1999, les prêts individuels consentis par la Banque en zone de développement régional se sont élevés à 66,5 milliards. Ils ont concerné, toute localisation confondue, les transports (25 milliards), l'énergie (11,8 milliards), les télécommunications (11 milliards), l'environnement (7,7 milliards), l'industrie et les services (9,4 milliards) et le capital humain (1,7 milliard). De plus, les prêts globaux signés bénéficiant à ces zones, s'élèvent à quelque 19,5 milliards en faveur de PME et de petites infrastructures d'intérêt local.

L'action de la BEI dans les zones en retard de développement, **zones objectif 1**, s'est élevée à 30,6 milliards de prêts individuels. Elle s'est concentrée sur le renforcement des infrastructures de base -transport (40 %), télécommunications (8 %), réseaux d'énergie (24 %) - afin d'atténuer les inconvénients liés à l'éloignement géographique. Elle a également

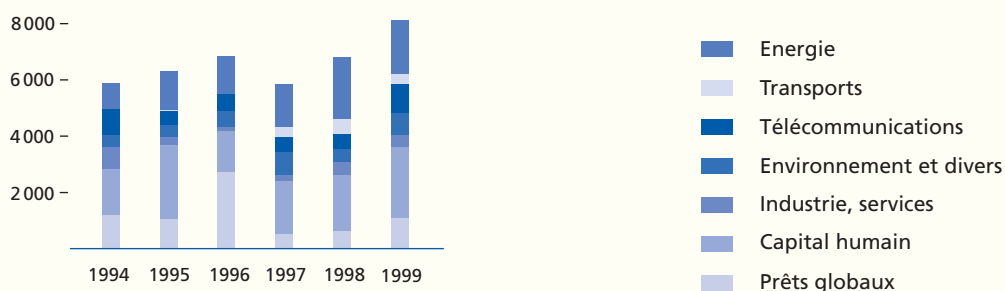
soutenu dans ces zones, et depuis la mise en œuvre du PASA (novembre 1997), un volume croissant d'opérations des secteurs de l'éducation et de la santé (4 %).

Dans les régions relevant des **objectifs 2, 5b et 6**, aux prises avec une restructuration économique ou caractérisées par une très faible densité de population, l'activité au titre des prêts individuels représente 23,7 milliards. La Banque a prioritairement visé l'ajustement économique par la mise à niveau des infrastructures de transport (46 %), de transfert d'énergie et de protection de l'environnement (16 % chacun).

Ventilation par secteur des prêts dans les régions relevant des objectifs 2, 5b et 6



Ventilation par secteur des prêts dans les régions relevant de l'objectif 1





Les orientations de l'action future de la Banque en faveur du développement régional

Les interventions de la BEI en faveur du développement régional au cours des prochaines années vont s'inscrire dans le cadre d'action des politiques structurelles et de cohésion de l'Union, couvrant la période 2000 – 2006, afin de renforcer les efforts de la Communauté en faveur de la cohésion économique et sociale.

Cette action sera menée par la BEI en étroite **coopération** avec la Commission, mais également en **complémentarité** conformément aux conclusions du Conseil européen de Cologne, des 3 et 4 juin 1999, qui a invité la BEI à « appuyer et compléter les mesures d'encouragement structurelles et régionales de la Communauté, notamment dans les domaines qui ne pourront plus bénéficier d'une aide à l'avenir ».

Cette complémentarité s'exercera dans deux domaines :

- **complémentarité géographique** : en faveur de certaines régions qui, du fait de leur meilleure santé économique, vont perdre à terme le bénéfice des soutiens structurels ou vont voir ceux-ci se réduire fortement.
- **Complémentarité sectorielle** : pour des projets appartenant à des secteurs où les revenus dégagés par l'investissement seront suffisamment significatifs pour ne pas justifier l'emploi de subventions publiques, malgré l'importance de leur rôle pour le développement régional. C'est le cas, notamment, de certaines infrastructures de communication, d'énergie ou d'assainissement.

Sur ces bases, la BEI compte développer son action autour de deux axes principaux :

- **stimuler l'implantation locale des activités productives dans les zones défavorisées**
 - en apportant un soutien accru aux entreprises innovantes et aux infrastructures ainsi qu'aux services de la société de l'information,
 - en améliorant le cadre de vie urbain et en renforçant la potentialité des villes,
 - en soutenant les actions d'éducation et de formation,
 - en continuant à fournir à ces régions le niveau d'équipement de base en infrastructures de l'énergie, des communications et de l'environnement, nécessaires à leur développement.
- **Poursuivre l'intégration des régions défavorisées et périphériques**
 - en améliorant non seulement les réseaux transeuropéens (RTE) mais aussi les portions de réseaux nationaux permettant d'y accéder, ainsi que les mesures globales de protection de l'environnement,
 - en développant les infrastructures de réseaux permettant la diffusion de l'information, ainsi que des services qui y sont liés.

En parallèle à ces actions, la Banque attachera bien sûr une attention particulière à préparer l'accession des pays candidats. Elle le fera d'une part, en renforçant ses interventions directes avec les mêmes objectifs que pour les Etats membres et, d'autre part, en aidant les institutions communautaires à identifier les opérations les plus prioritaires et économiquement justifiées pour un soutien budgétaire.

***Coopération et
complémentarité
avec la Commission***





Capital humain (éducation, santé)

Suite à la résolution sur la croissance et l'emploi du Conseil européen d'Amsterdam (juin 1997), et avec la mise en œuvre du PASA, les secteurs de la santé et de l'éducation sont devenus éligibles à un financement de la BEI pour une période de trois ans.

Le Conseil européen de Cologne (juin 1999) a demandé à la BEI de « poursuivre et développer l'octroi des prêts dans les domaines de... l'éducation et de la santé... » au-delà de l'an 2000. A partir de juillet 1999, les projets relevant du secteur de la santé sont donc, tout comme ceux du domaine de l'éducation, éligibles de plein droit sur tout le territoire de l'Union, comme participant de la promotion et de la préservation du capital humain.

Mettant à profit l'expérience acquise au cours des exercices antérieurs, la Banque a pour politique, tant dans le secteur de l'éducation que dans celui de la santé, d'intervenir sur base d'une solide connaissance du contexte national et en accord avec les cadres d'investissement spécifiques élaborés par les organes de décision nationaux et régionaux.

L'intervention de la Banque au soutien de ces projets prend donc en compte le contexte économique et social du pays ou de la région considérés y compris l'objectif de permettre aux populations des zones périphériques ou touchées par des problèmes sociaux d'avoir un meilleur accès à des infrastructures de santé ou d'éducation de qualité comparable à celle du reste de l'Union.

Depuis le début de ses interventions dans le domaine de la santé et de l'éducation, la BEI a renforcé son expérience en organisant des conférences et en développant des contacts avec les réseaux européens de professionnels de la santé et de l'éducation, comme par exemple l'Observatoire européen des systèmes de santé, mis sur pied conjointement par la BEI, l'OMS, la Banque mondiale, les gouvernements espagnol et norvégien et les London Schools of Economics and Hygiene and Tropical Medicine, ainsi que par des relations étroites avec l'OCDE. Ces contacts permettent à la BEI d'avoir accès à des données et compétences spécialisées et l'aident à affiner ses méthodes d'instruction de projets.

En 1999, les **prêts individuels** accordés par la Banque pour des projets relevant du capital humain, bénéficiant d'une priorité absolue dans le « PAB », se sont élevés à **571 millions**. Ils ont concerné la construction d'hôpitaux en Espagne, en Allemagne et en Italie et d'établissements d'enseignement en France, en Allemagne, en Suède, en Espagne et en Italie.

De plus, de nombreux établissements scolaires ou hospitaliers ont été financés par le biais des prêts globaux, essentiellement en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique. D'après les données fournies par les intermé-

diaires, ces **crédits sur prêts globaux** se montent à **626 millions**.

Fin 1999, et depuis 1997, ce sont **1,8 milliard de prêts individuels** qui ont été signés dans huit pays, 778 millions dans le domaine de l'éducation et 1 milliard dans celui de la santé.

Ces projets sont localisés à raison de 91 % en zone de développement régional.

Depuis le lancement du programme PASA en 1997, les approbations se chiffrent à 4,5 milliards, pour 32 projets localisés dans onze pays de l'Union.



Les approbations de 1999 portent sur :

- dix projets dans le domaine de l'éducation. On peut retenir, à titre d'exemple, l'Ecole cinématographique de Babelsberg, en Allemagne, qui représente un cas intéressant d'engagement de la Banque dans un projet d'éducation très spécialisé, les établissements scolaires de Glasgow,

Stoke-on-Trent et Sheffield au Royaume-Uni, dans le cadre d'un partenariat public-privé, ainsi que des universités à Turin, Valencia et Athènes.

- dans le domaine de la santé, les deux projets approuvés ont concerné la modernisation de centres hospitaliers dans le Land de Sachsen-Anhalt et en Autriche.

91 % des projets

d'enrichissement du

capital humain financés

depuis 1997 sont

localisés en zone de

développement régional

Programme d'action spécial d'Amsterdam (PASA) : Rappel des spécificités

Elaboré à la suite de la résolution sur la croissance et l'emploi du Conseil européen d'Amsterdam (juin 1997), le Programme d'action spécial d'Amsterdam conférait à la Banque de nouvelles tâches dans la mobilisation de ressources additionnelles devant contribuer à la croissance économique et, de cette manière, stimuler l'emploi.

Ce programme, d'une durée initiale de trois ans (septembre 1997 – 2000), consistait en trois éléments (description précise pages 16 et 17 du Rapport annuel 1998) :

- un « guichet PME » destiné à offrir de nouveaux instruments de capital-risque pour le financement en fonds propres de PME de haute technologie et à forte croissance. Les risques liés à ces opérations sont adossés à une provision constituée par le recours jusqu'à concurrence d'un milliard, aux excédents annuels de la Banque. Les résultats sont développés dans la section « Financements aux PME », pages 29 à 30.
- le développement des financements accordés par la Banque dans le domaine de l'éducation et de la santé ; ces objectifs étant devenus, en juillet 1999, des objectifs à part entière, le sous-chapitre ci-dessus leur est consacré.
- l'intensification du soutien déjà substantiel que la Banque apporte aux investissements en faveur des RTE et d'autres grands réseaux d'infrastructures, ainsi qu'aux investissements dans le domaine de l'environnement urbain et de la protection de l'environnement. L'activité répondant à ces divers objectifs est détaillée pages 19 à 24. Ce soutien peut aussi se concrétiser par le financement d'études préparatoires ou de faisabilité à des projets de RTE dans les domaines des transports et de l'environnement.





Les infrastructures européennes de communication

Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées, la Banque participe activement, depuis son origine, au développement des réseaux d'infrastructures d'intérêt communautaire dans le domaine du transport, des télécommunications et du transfert d'énergie.

La réalisation des RTE est un élément essentiel de l'intégration économique de l'Union comme du développement de l'activité dans les régions défavorisées. Une attention particulière est accordée aux zones excentrées ou isolées ainsi qu'à la résorption de certains goulets d'étranglement provoqués par des infrastructures obsolètes, notamment dans les régions en instance de reconversion industrielle ou dans les agglomérations urbaines.

Le Rapport sur le pacte européen sur l'emploi, annexé aux conclusions du Conseil européen de Cologne, a souligné que « l'infrastructure européenne doit s'améliorer grâce aux réseaux transeuropéens -en particulier, les projets prioritaires dans le domaine des transports ainsi que le développement de projets liés aux télécommunications et à la technologie de l'information pour améliorer l'innovation et la concurrence- et grâce à l'aide apportée par la BEI ».

La communication de la Commission, relative au financement des projets du réseau transeuropéen de transport par des partenariats public-privé (PPP), a été favorablement accueillie en janvier 1999 par le Parlement européen. Il a estimé que le recours à cette forme de financement constituait la clé de voute de la mise en place des réseaux transeuropéens.

Pour l'ensemble des projets liés aux infrastructures européennes de communication, la Banque a fourni un appui important aux PPP. L'expérience acquise au fil des années continue de constituer un apport additionnel de la BEI, notamment dans le secteur des transports où la politique communautaire a pour premier objectif l'intégration des pays de l'Union et l'amélioration des liaisons avec les pays tiers, principalement les pays candidats à l'adhésion.

Dans le domaine des télécommunications, ouvert dans l'ensemble des pays de l'Union à la libéralisation et à la concurrence, la Banque soutient, non seulement les investissements de capacité, mais également l'élargissement de la gamme des services offerts et les potentialités des réseaux à soutenir les nouveaux développements permettant de tirer avantage de l'avènement de la société de l'information.

En 1999, les prêts en faveur des infrastructures européennes de communication s'élèvent à **10 269 millions**.

Ils représentent 56 % du total des prêts individuels à l'intérieur de l'Union. Ils sont localisés pour 70 % en zone de développement régional.

Durant les cinq dernières années, ce sont quelque 40,8 milliards qui ont soutenu cette

activité primordiale, élément essentiel du développement équilibré des différentes régions de l'Union, 30 milliards pour les transports et 10,8 milliards pour les réseaux de télécommunication.

Augmentation des transports

Les prêts dans le domaine des transports (7,9 milliards) enregistrent une forte hausse et



Infrastructures européennes de communication (1999)

(millions d'euros)

Transports	7 887
Ouvrages exceptionnels (*)	547
Chemins de fer	1 736
Routes et autoroutes	3 541
Transports aériens et maritimes	2 064
Postes et télécommunications	2 382
Réseaux et centraux	1 702
Téléphonie mobile	424
Postes	256
Total	10 269

(*) Grand Belt et Oresund

dépassent ainsi le chiffre très élevé atteint en 1997 (6,8 milliards). Cette augmentation est imputable à l'activité soutenue dans le domaine des autoroutes et du transport aérien.

Les financements pour le **transport ferroviaire** (1 736 millions) reflètent l'achèvement de grands projets (TGV belge ; TGV Méditerranée), alors que d'autres projets démarrent à peine. Les prêts signés en 1999 concernent notamment les sections Bologne-Florence et Rome-Naples du réseau italien à grande vitesse ; la mise à niveau technique de la ligne de la côte ouest reliant Londres à Glasgow ; les programmes de modernisation en Finlande et en Espagne.

Les prêts aux **transports routier et autoroutier** (3 541 millions) sont en nette augmentation. Outre la construction de nouvelles sections d'autoroutes en Allemagne, dans les pays de la cohésion, en France et en Norvège, les prêts ont porté sur la modernisation de parties du réseau en France et en Italie.

Le secteur des **transports aériens et maritimes** (2 064 millions) connaît également un fort accroissement. Les prêts intéressent, pour plus de la moitié, le renouvellement et l'ex-

pansion des flottes aériennes de sept pays de l'Union (1 148 millions), puis la construction ou l'agrandissement des aéroports de Nürnberg et Köln/Bonn, d'Athènes, de Madrid, de Mulhouse/Bâle, de Milan-Malpensa, de Rome-Fiumicino et de Londres-Heathrow. En outre, des travaux d'aménagements portuaires ont fait l'objet de financements à Kotka, en Finlande et à Liverpool.

Dans le même temps, la BEI a continué sa participation au financement des deux importants liens fixes, Grand Belt et Oresund.

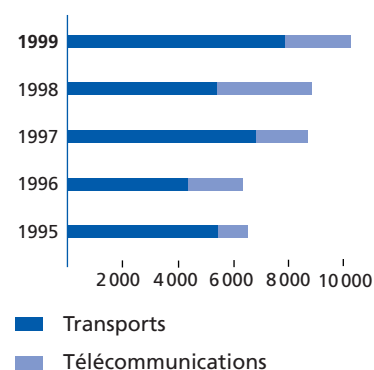
Tassement des télécommunications

Les financements, en 1999, (2 126 millions) retrouvent un niveau proche de celui de 1997. Ils intéressent pour 1 702 millions des projets d'extension de **réseau classique** au Danemark, en Espagne, en Italie, en Finlande et au Royaume-Uni et pour 424 millions le développement de la **téléphonie mobile** en Grèce et au Portugal. En outre, 256 millions soutiennent la rationalisation des **services postaux** en Allemagne, au Danemark et en Suède.



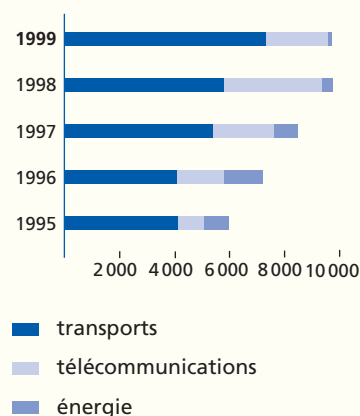
Sur 5 ans, les prêts aux infrastructures européennes de communication totalisent 40,8 milliards, pour l'essentiel en zones de développement régional

Infrastructures européennes de communication : 1995 – 1999 : 40,8 milliards



Depuis 1993,
la BEI a approuvé
65 milliards au soutien
des RTE et de
leur prolongement en
dehors de l'Union

Réseaux transeuropéens :
1995 – 1999 :
41 milliards de prêts signés



Financer les réseaux transeuropéens

Depuis 1993, suite aux travaux du groupe à haut niveau présidé par le Commissaire Christophersen et leur identification par le Conseil européen d'Essen de décembre 1994, la Banque a développé son activité en faveur des réseaux transeuropéens (RTE) de transport, d'énergie et de télécommunications ainsi que leur extension vers les régions limitrophes de l'Union, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion.

Dans ce contexte, elle a approuvé depuis 1993 dans l'Union et à l'extérieur de l'Union, des prêts pour 65 milliards, le coût total des projets pouvant être estimé à quelque 206 milliards.

Fin 1999, les approbations pour dix des quatorze **projets prioritaires de transport**, retenus par le Conseil européen d'Essen de décembre 1994, s'élevaient à 13,5 milliards. Le montant des prêts signés pour ces mêmes projets atteignait 9,8 milliards, dont 1,6 milliard signé au cours de l'année 1999.

Pour sept des dix **projets prioritaires du secteur de l'énergie**, les approbations totalisent plus de 2,5 milliards, les signatures se montant à 2,2 milliards.

Sur la période 1995 – 1999, dans l'Union européenne, les projets RTE approuvés se montent à 42 milliards : 28 milliards en faveur des réseaux de transport, 3 milliards en faveur des réseaux de transfert d'énergie et 11 milliards pour les infrastructures de télécommunications. Sur ce total, 36 milliards ont déjà fait l'objet de signatures de prêts.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les pays du pourtour méditerranéen, 6 milliards ont été approuvés pour des projets de réseaux de transport ainsi que pour des liaisons électriques et gazières et pour le développement des télécommunications. Le montant des projets signés s'élève à 5 milliards.

Passant de 6 milliards de signatures en 1995 à 9,7 milliards en 1999, les prêts en faveur des réseaux transeuropéens ont connu une croissance moyenne par an de 13 %, nettement supérieure à l'accroissement moyen des prêts de la Banque.

La répartition sectorielle de ces signatures sur l'ensemble de la période montre la prééminence des prêts pour des réseaux de transport qui représentent 65 % des concours. Le développement des réseaux de télécommunications représente 26 % du total et le transfert d'énergie 19 %.



Pour adapter ses conditions d'interventions aux besoins spécifiques des investissements de ces réseaux -opérations de grande ampleur, d'un coût important et dont la réalisation s'échelonne sur plusieurs exercices- et pour accélérer leur finalisation, la BEI a mis en place, dès 1994, un ensemble

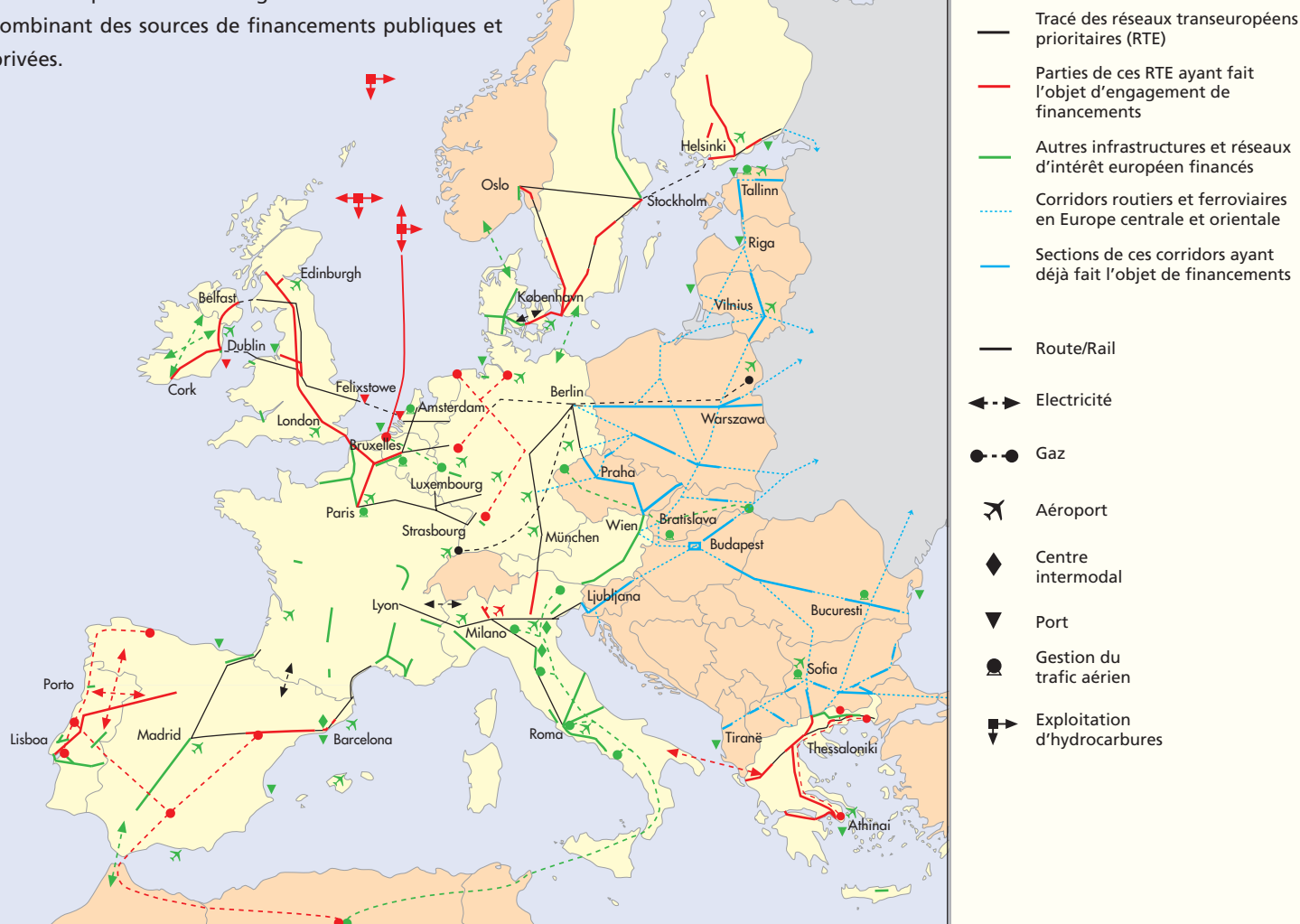


de mesures spécifiques reprises sous le terme « Guichet RTE ». Outre un renforcement de son implication au tout début des projets pour en affiner le montage financier, la Banque a fait un effort continu pour allonger la durée de ses prêts et de leurs différés de remboursement.

De même, elle a pris une part active au développement des partenariats public-privé au soutien du développement de ces réseaux. Parmi les projets les plus significatifs, on peut noter l'aéroport d'Athènes, la liaison à grande vitesse Londres – Tunnel sous la Manche, la liaison de l'Öresund et le nouveau tunnel sous l'Elbe près de Hamburg, l'autoroute E18 en Norvège, financée au titre de l'article 18, ainsi que plusieurs sections d'autoroutes au Royaume-Uni et au Portugal.

Pour répondre à l'invitation du Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin, elle continuera à coopérer avec la Commission et les Etats membres pour promouvoir la mise sur place de montages financiers novateurs combinant des sources de financements publiques et privées.

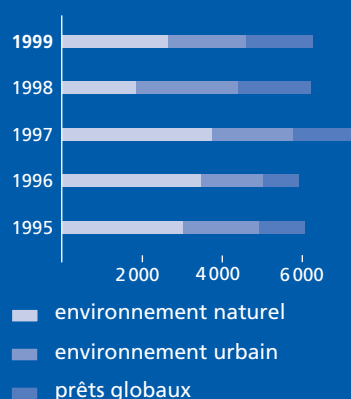
Les interventions de la BEI en faveur des réseaux transeuropéens et des corridors routiers et ferroviaires dans les pays limitrophes 1993-1999





Château d'eau à Rome

**Environnement naturel
et urbain : 1995 – 1999 :
31,5 milliards**



Station d'épuration à
Wuppertal



Environnement naturel et urbain

La BEI apporte, depuis de nombreuses années, une contribution très concrète aux politiques environnementales de l'Union non seulement par des financements en faveur de projets spécifiques de protection de l'environnement, mais encore en incluant des considérations environnementales dans l'instruction de l'ensemble des projets mis à l'examen. Le respect des normes environnementales en vigueur et la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement les plus adaptées constituent une condition nécessaire et préalable à l'octroi d'un prêt de la part de la BEI.

Le champ d'intervention de la Banque en matière environnementale comprend tant l'environnement naturel -protection et gestion des eaux, traitement des déchets, protection des sols et de l'air- que l'environnement urbain -système de transport collectif en site propre et rénovation urbaine-. Cette dernière composante a d'ailleurs été identifiée, par les Conseils européens d'Amsterdam et de Cologne, comme élément porteur d'une dynamique économique nouvelle et créatrice d'emplois.

Le Conseil européen de Cologne a invité la Banque à « poursuivre et développer l'octroi de prêts dans le domaine de la rénovation urbaine ainsi que de la protection de l'environnement naturel, y compris la promotion des énergies renouvelables ». Le Conseil européen de Cologne a également souligné le souhait de l'Union de se conformer aux engagements souscrits à la Conférence de Kyoto sur les changements climatiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de permettre l'entrée en vigueur du Protocole. Ainsi se trouve confirmé l'engagement du Conseil de prendre en compte la dimension environnementale dans la définition des autres politiques de l'Union.

Accompagnant la mise en œuvre des priorités de la politique environnementale de l'Union, la Banque a maintenu, au cours des cinq années écoulées, un niveau élevé de financements en soutien à la protection de l'environnement représentant en moyenne quelque 30 % des prêts accordés dans l'Union européenne, les financements en faveur des énergies renouvelables représentant une réduction des émissions de CO₂ de quelque 23 millions de tonnes par an.

Par ailleurs, la BEI accorde une attention toute particulière aux problèmes environnementaux à l'extérieur de l'Union. Dans cette optique, elle a mis en place, depuis 1990, conjointement avec la Banque Mondiale, un Programme d'assistance technique pour l'environnement en Méditerranée (METAP), avec l'appui financier de la Commission euro-

péenne et du Programme des Nations Unies pour le développement.

Le mécanisme préadhésion qu'elle a mis en place en 1998 en faveur des pays candidats d'Europe centrale et orientale ainsi que de Chypre (et de Malte à partir de 2000) prévoit un soutien renforcé à des projets environnementaux ou dans lesquels la composante environnementale joue un grand rôle.



En 1999, les **prêts individuels** en faveur de la protection de l'environnement naturel et urbain enregistrent une progression par rapport à 1998 (+ 4,8 %) et se montent à **4 577 millions**. Ils représentent 25 % de l'activité des prêts individuels.

A ce chiffre, il convient d'ajouter quelque **1 650 millions** de crédits accordés sur des **prêts globaux** traditionnels, essentiellement en Allemagne, en faveur de petits projets d'assainissement des eaux et d'aménagements urbains. Ceci porte le **total des concours** en faveur de l'environnement à **6,2 milliards**, chiffre identique à celui de l'année passée.

La répartition entre l'environnement naturel et l'environnement urbain s'est inversée par rapport à 1998. En effet, 42 % des prêts individuels ont soutenu les transports et aménagements urbains, contre 58 % l'année précédente. Cette activité reste malgré tout supérieure à ce qu'elle était de 1995 à 1997 où elle ne représentait que 35 % des projets environnementaux.

Au total, de 1995 à 1999, l'environnement urbain a représenté 41 % de l'activité au titre de l'environnement.

Augmentation des projets de gestion des eaux et de traitement des déchets

Le traitement des eaux usées et l'approvisionnement en eau potable ont représenté 32 % des concours, en très nette progression par rapport à 1998 (881 millions et 20 %).

Des projets dans ce domaine ont été soutenus en Autriche, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suède.

Des prêts pour le traitement des déchets solides, d'origine urbaine, ont été financés en Autriche, en Allemagne, au Danemark, en France, au Portugal et en Suède. Cette inci-

nération des déchets s'accompagne généralement de production de chaleur et d'électricité redistribuées en zone urbaine.

Réduction des émissions nocives

Les prêts en faveur de la réduction de la pollution atmosphérique intéressent le secteur industriel, essentiellement la chimie et la pétro-chimie, en Autriche, en Allemagne, en Italie et en Suède.

Soutien constant aux transports urbains

Les projets en faveur des transports collectifs urbains représentent 27 % de l'activité environnementale et se situent au même niveau qu'en 1998. Ils intéressent des réseaux ferroviaires urbains et suburbains en Allemagne, au Danemark, en Espagne, en Grèce ainsi qu'un tramway en France.

L'activité en faveur des aménagements urbains est quant à elle en baisse, certains projets de grande ampleur étant arrivés à leur terme. On peut toutefois citer des projets de réhabilitation de logements sociaux au Portugal et au Royaume-Uni et l'amélioration de l'environnement urbain de Bastia et de Lyon en France, de Bologne et de Venise, en Italie qui ont fait l'objet de nouveaux financements.



Environnement naturel et urbain (1999)

	(millions d'euros)
	Total
Environnement naturel	2 640
Protection et gestion des eaux	1 465
Gestion des déchets	656
Lutte contre la pollution atmosphérique	519
Environnement urbain	1 937
Transports urbains et suburbains	1 200
Aménagements urbains	737
Total prêts individuels	4 577
Prêts globaux	1 650

Amélioration de l'environnement urbain à Malmö



Tramway à Manchester

Avec 10 milliards sur cinq ans, les prêts pour l'environnement urbain représentent 41 % des financements de la BEI pour des projets environnementaux

Financements en faveur de l'aménagement urbain (1995 – 1999)

-  transports urbains
-  contournements, périphériques
-  chauffage urbain et/ou incinération de déchets
-  aménagements urbains
-  logements sociaux
-  eau urbaine
-  eau programme régional

Financer un développement urbain viable

Une organisation efficace d'agglomérations urbaines contribue à la création d'emplois et améliore la qualité de la vie d'une grande partie des citoyens de l'Union.

Depuis 1987, les investissements relatifs aux systèmes de transports urbains, à des projets de rénovation de voirie et à la protection des sites appartenant au patrimoine historique, culturel et architectural, peuvent bénéficier de prêts de la BEI sur l'ensemble du territoire de l'Union. Le Conseil européen d'Amsterdam (juin 1997) avait demandé à la BEI d'intensifier ses financements en faveur de la rénovation urbaine, secteur qui fut intégré dans le PASA en étendant l'éligibilité des financements aux domaines du logement social et de la réhabilitation des centres-villes. Cette recommandation a été confirmée lors du Sommet de Cologne des 3 et 4 juin 1999.

Durant les cinq dernières années, 1995 – 1999, les projets en faveur de l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain ont mobilisé 10 milliards. Ils ont, en premier lieu, concerné le développement des **transports urbains** et des services qui s'y rattachent directement -lignes de métro, tramways et bus, trains de banlieue, aménagement de parkings-, ainsi que la construction de contournements de villes, de boulevards périphériques et de tunnels.

De nombreuses villes ont bénéficié de travaux de **rénovation urbaine** : aménagement de nouveaux quartiers, création de parcs et d'équipements sportifs, rénovation de logements sociaux, mise en valeur du patrimoine culturel. Des usines **d'incinération des déchets** ménagers, avec production et distribution de chaleur et d'électricité, ont également été financées, ainsi que de nombreux réseaux **d'approvisionnement, de collecte et de traitement des eaux usées**, faisant généralement partie de programmes plus vastes intéressant l'ensemble d'une région.



Maîtrise de l'énergie

Au cours de l'année 1999, l'Union européenne a poursuivi la réalisation des trois grands objectifs de la politique énergétique communautaire : la sécurité d'approvisionnement, la libéralisation du marché intérieur de l'énergie et le développement durable.

La mise en place des réseaux transeuropéens de gaz et d'électricité demeure certes une priorité, mais les grands projets prioritaires et les interconnexions majeures ont pour l'essentiel été réalisés. En revanche, la promotion des économies d'énergie, ainsi que de nouvelles technologies efficaces, y compris le recours aux énergies renouvelables, sont appelés à prendre de plus en plus d'importance.

Le nouveau programme pluriannuel pour l'encouragement de l'efficacité énergétique a été approuvé en décembre. Il vise à encourager l'utilisation rationnelle et efficace des ressources énergétiques en stimulant les mesures en matière d'efficacité énergétique dans tous les secteurs, rejoignant ainsi les objectifs souscrits par l'Union à la Conférence de Kyoto.

En 1999, les prêts individuels financés par la BEI s'élèvent à **2 571 millions**, maintenant ainsi le niveau atteint en 1998 et en 1997.

Priorité à l'utilisation rationnelle

Les prêts en faveur de l'utilisation rationnelle constituent 83 % du montant. Ils intéressent, en presque totalité, des projets énergétiques : distribution de chaleur et d'électricité en Autriche, au Danemark, en Espagne, en Finlande, en France, en Italie, au Portugal, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Suède ; centrale à cycle combiné en Grèce.

Dans l'industrie, ils portent sur la modernisation d'une raffinerie de pétrole et sur la recherche dans le secteur de l'ingénierie métallurgique en Autriche, ainsi que sur des investissements dans deux raffineries en Suède.

Ils ont régulièrement augmenté, passant de 41 % du total des prêts énergétiques en 1995 à 57 % en 1997 pour atteindre 83 % en 1999.

Valorisation des ressources

Le développement des ressources internes porte sur le financement de centrales hydro-électriques en Autriche et au Portugal et sur la mise en valeur de deux gisements d'hydrocarbures en Italie.

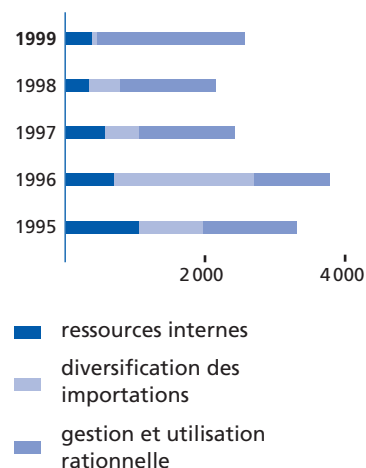
Enfin, les concours pour la diversification des importations appuient l'achèvement de l'introduction du gaz naturel au Portugal et en Allemagne.

Objectifs énergétiques (1999)

(millions d'euros)

Ressources internes	367
Hydrocarbures	200
Hydroélectricité	167
Diversification des importations	71
Gaz naturel	71
Gestion et utilisation rationnelle	2 133
dans l'énergie	2 014
dans l'industrie	119
Total	2 571

Objectifs énergétiques : 1995 – 1999 : 14,3 milliards



De 1995 à 1999, 52 % des financements à finalité énergétique ont été consentis à des projets d'utilisation rationnelle de l'énergie



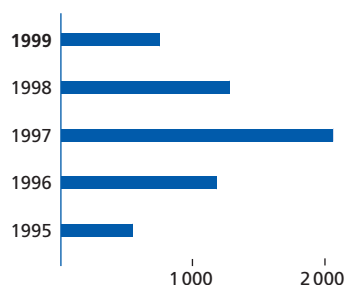
Compétitivité industrielle

La Banque soutient, par ses prêts individuels, le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire. L'appui de la BEI à des projets industriels s'inscrit dans le cadre des objectifs industriels de l'Union, notamment l'ajustement structurel et le renforcement de la productivité des régions en retard de développement, la promotion des hautes technologies dans les secteurs à fort potentiel de croissance et l'encouragement du savoir-faire dans les secteurs parvenus à maturité, tout comme l'amélioration du rendement énergétique.

En réponse à une demande formulée au Conseil européen de Vienne (décembre 1998), le Conseil « Industrie » a adopté, le 29 avril 1999, ses « Conclusions sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans la politique industrielle de l'Union ».

Conformément aux objectifs fixés dans le « PAB », la BEI a fait preuve de sélectivité dans le choix des entreprises industrielles financées. En effet, pour l'année 1999, la quasi-totalité (94 %) du montant a soutenu des entreprises localisées en zone de développement régional.

1995 – 1999 : 5,8 milliards



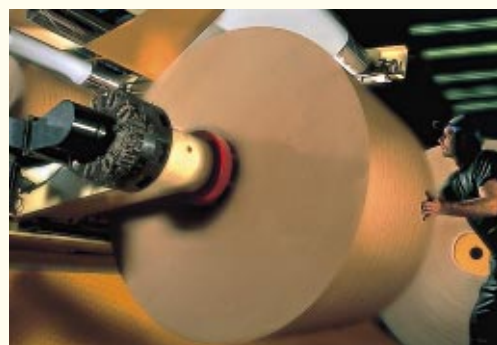
En 1999, les **prêts individuels** soutenant la compétitivité internationale de l'industrie communautaire se sont élevés à **749 millions**. Ce résultat est cohérent avec la moindre priorité donnée à cet objectif dans le « PAB » et avec la sélectivité accrue recherchée en dehors des zones aidées.

Diversité des secteurs financés

Les projets, situés dans sept pays différents, concernent la fabrication d'équipements électriques, électroniques et électro-ménagers en Allemagne et en Italie, l'industrie chimique et des matières plastiques en Allemagne et en Belgique, la modernisation d'unités de fabrication de papier et pâte à papier en Italie, en Allemagne, en Suède et en Finlande d'usines de pâtes alimentaires en Grèce et en Italie.

De plus, des projets de recherche-développement dans l'ingénierie métallurgique et dans la production de vapeur à usage industriel ont été financés en Autriche.

Ces investissements concourent également à la protection de l'environnement par l'introduction de technologies moins polluantes.





Coopération accrue avec le secteur bancaire

La coopération avec le secteur bancaire est un objectif prioritaire et constant de la Banque. Elle est indispensable pour que la BEI :

- * optimise son activité sur les marchés des capitaux ;
- * contribue au financement de projets individuels importants, puisque nombre d'entre eux sont portés à la connaissance de la BEI par des banques, une partie de leur financement étant susceptible d'intermédiation ;
- * puisse recourir aux garanties adéquates pour le financement de projets individuels privés, le tiers des garanties offertes à la Banque l'étant par des banques ou institutions financières ;
- * puisse assumer son rôle de catalyseur dans la mise en place de « tours de table » solides, permettant le financement de projets dans les meilleures conditions de taux et de durée.

Soucieuse d'améliorer l'environnement financier des PME ou des collectivités locales, la BEI renforce les disponibilités du secteur bancaire en mettant à disposition de celui-ci ses prêts globaux pour le financement de PME ou de petites infrastructures. Cette collaboration, instaurée en 1968, exprime le principe communautaire de la subsidiarité et s'est régulièrement élargie. A l'heure actuelle, près de 180 institutions financières ou banques commerciales, disposant des réseaux ou de l'expertise appropriés, sont ou ont été associées à la mise en œuvre des prêts globaux de la Banque.

Elargissement des critères d'intervention des prêts globaux

Prévus initialement en faveur des petits investissements des entreprises situées dans des zones d'aide au développement régional, les prêts globaux ont vu progressivement s'étendre leur champ d'application à l'ensemble des PME afin de s'adapter à l'évolution des besoins des entreprises et à la diversification des politiques économiques communautaires et nationales. Ils ont aussi été étendus (en 1979) aux petites infrastructures promues par les collectivités locales, aux projets à vocation environnementale (en 1986) et, tout récemment, au capital humain (éducation, santé). Le secteur des infrastructures représente désormais environ la moitié de l'activité sur prêts globaux.

Les extensions successives du champ d'application des prêts globaux ont été détaillées dans le Rapport annuel 1998, page 28.

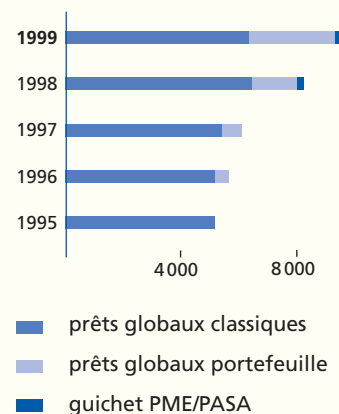
Diversification des intermédiaires et des instruments de prêts

La Banque s'attache à diversifier son réseau de banques intermédiaires afin d'offrir aux bénéficiaires finaux un choix croissant d'interlocuteurs et de produits financiers. En 1999, 23 nouveaux instituts ont été ainsi sélectionnés, dont dix à vocation nettement régionale.

Pour faciliter la mise en œuvre de ses prêts globaux par des partenaires bancaires confirmés, la BEI a également développé, depuis 1996, une approche nouvelle : le financement sur portefeuille. Le financement de projets se fait, non plus sur une base individualisée, mais sur la base du portefeuille de prêts de l'institut concerné et de sa qualité. Des opérations de ce type ont été conclues en France et en Allemagne.

Parallèlement, dans le cadre du Programme d'Action Spécial d'Amsterdam, la BEI a mis en œuvre, conjointement avec le secteur bancaire, un « Guichet PME ». Ces opérations, comportant un partage de risques, ont pour objet le développement d'instruments de capital-risque pour le financement de PME de hautes technologies et à forte croissance (voir page 29).

**Prêts globaux
dans l'Union européenne :
1995 – 1999 : 34,7 milliards**



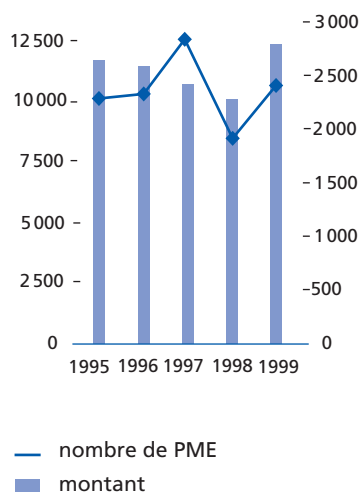


Le financement des PME

Concourir au développement des PME par l'amélioration de leur environnement financier est depuis plus de 30 ans une des priorités de la BEI. Le soutien apporté aux activités des petites et moyennes entreprises revêt en effet une importance cruciale : elles représentent plus de 18,5 millions d'entreprises, soit 99 % de l'ensemble des entreprises privées en Europe. Elles occupent plus de 70 millions de personnes contre 38 millions pour les grandes entreprises et elles jouent par ailleurs un rôle fondamental dans l'introduction des technologies avancées.

Le Conseil européen d'Amsterdam (juin 1997) avait demandé à la BEI de développer de nouveaux instruments de capital-risque pour le financement de PME de haute technologie et à fort potentiel de croissance en prenant en compte les besoins et spécificités nationaux ou régionaux. C'est ce qu'elle a fait en mettant en place son « Guichet PME » (voir page 29). Le Conseil européen de Vienne (décembre 1998) a donné une nouvelle impulsion à cette initiative en invitant la Banque à accélérer le rythme d'octroi des fonds pour les opérations de capital-risque. Enfin, le Conseil de Cologne (juin 1999) a encouragé la BEI à intensifier son action en faveur des PME.

55 000 PME financées de 1995 à 1999



Financements des PME par le biais de prêts globaux « classiques »

Ces prêts globaux sont mis en œuvre avec les instituts financiers partenaires, à vocation nationale ou régionale.

Sur base des données fournies par les instituts intermédiaires, on peut estimer à quelque 11 500 le nombre de PME financées en 1999 par recours aux prêts globaux de la BEI pour 2 800 millions.

Au cours des cinq dernières années, 12,8 milliards ont soutenu la création, la modernisa-

Investissements de petites et moyennes entreprises

Crédits accordés sur des prêts globaux classiques en cours

	1999		(millions d'euros)	
	nombre	montant	nombre	montant
Belgique	488	224	2 605	1 175
Danemark	24	12	814	193
Allemagne	510	410	3 888	1 958
Grèce	15	42	98	165
Espagne	2 274	567	4 987	1 262
France	5 644	356	30 128	2 001
Irlande	387	85	652	161
Italie	599	463	3 866	3 289
Luxembourg	2	2	6	5
Autriche	180	107	479	246
Pays-Bas	27	24	459	363
Portugal	85	45	345	171
Finlande	1	1	85	57
Suède	1	1	57	16
Royaume-Uni	1 234	461	5 931	1 670
Total	11 471	2 799	54 400	12 731

tion ou l'agrandissement de quelque 55 000 PME des secteurs productifs. 8,6 milliards ont appuyé des projets d'investissements dans l'industrie et l'agriculture et 4,2 milliards ont bénéficié aux activités de services.

La répartition sectorielle de ces crédits fait apparaître l'importance des concours en faveur de la construction mécanique et du travail des métaux (22 %), de l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction (16 %), de la fabrication de papier et de pâte à papier (12 %) ainsi que des industries agricoles et alimentaires (11 %).

Le capital-risque

La Banque a développé depuis 1997 une activité tendant à renforcer les structures de capital-risque dans l'Union européenne. Ce « Guichet PME », qui constitue l'élément le plus novateur du PASA, a pour but le financement en fonds propres ou quasi fonds propres de PME de haute technologie et à fort potentiel de croissance en prenant en compte les spécificités nationales. Ce dispositif est mis en œuvre en coopération étroite avec le Fonds européen d'investissement (FEI) et la collectivité bancaire et financière dans les Etats membres, dont la participation assure un effet multiplicateur notable aux interventions de la Banque. La couverture du risque lié à ces opérations est assurée par le recours, jusqu'à concurrence d'un milliard, aux excédents de gestion de la Banque.

Le « Guichet PME » revêt deux formes :

- la Banque a directement mis en place des opérations qui ont donné lieu, en 1999, au financement de 17 fonds d'investissement en capital-risque, soit un résultat globalement similaire à celui de 1998 (19 opérations). Parmi les nouvelles opérations conclues ou approuvées en 1999 figurent notamment des fonds de haute technologie, par exemple Merlin European Biosciences Fund, (le premier fonds paneuropéen auquel participe la Banque) à concurrence de 50 millions et Equitec Technology Mezzanine Fund, en Finlande, à concurrence de 17 millions.
- la Banque a confié au FEI, qui joue ainsi le rôle de « fonds de fonds », une enveloppe de 125 millions qui a contribué à la création du Mécanisme européen pour les technologies (MET 1). A la fin 1999, le MET a engagé 85 millions dans 19 fonds situés dans 10 pays de l'Union. Un deuxième mandat (MET 2 de 125 millions au maximum) a été conclu avec le FEI le 22 octobre 1999. La Banque et le FEI ont entrepris de donner une nouvelle forme à leurs relations afin d'optimiser la complémentarité de leurs instruments respectifs en faveur des PME et notamment ceux du capital-risque. Cette évolution aura entre autre pour objet d'étendre la couverture géographique des investissements réalisés et de favoriser le développement du marché du capital-risque dans les pays de la cohésion.

Les services aux entreprises ont bénéficié de 22 % des crédits, le commerce de 15 % et le secteur des loisirs et du tourisme de 10 %.

Le montant moyen du financement en faveur d'une PME se monte à 230 000 euros, montant bien adapté aux besoins des PME.

Un examen de la taille des entreprises financées fait ressortir l'importance des plus petites d'entre-elles. Celles employant moins de 50 personnes ont bénéficié de 85 % du total des concours. De plus, 69 % du volume des crédits a été accordé pour des projets situés dans les régions défavorisées.

**De 1995 à 1999, les prêts
globaux ont concerné
55 000 PME, dont 85 % de
moins de 50 salariés**





Depuis le début de ses opérations sur capital-risque jusqu'à fin 1999, la Banque a approuvé 39 investissements dans 14 Etats membres pour un montant total de 775 millions, dont 477 millions ont été signés (hors MET 1 et 2). La taille moyenne des investissements signés est de 19 millions, les montants unitaires s'échelonnant entre 5 et 51 millions.

Ces opérations contribuent le plus souvent à créer des sociétés de capital-risque avec des institutions financières. Elles ont également permis la mise à disposition d'instruments de garanties à des sociétés de capital-risque existantes.

Généralement, la couverture géographique des fonds soutenus par la Banque va potentiellement au-delà d'un seul Etat membre, même si certains fonds ont une spécialisation régionale (comme par exemple le Midland Enterprise Innovation Fund au Royaume-Uni ou le Regionaler Beteiligungsfonds Süd en Allemagne).

Il est encore trop tôt pour dresser un bilan significatif de ces financements en terme d'emplois créés. Ce paramètre fait toutefois l'objet d'un suivi par la Banque et les premières observations de l'impact de ces opérations de capital-risque en termes d'emploi sont encourageantes.

A la fin 1999, le montant total des opérations approuvées sur la « réserve » PASA (1 milliard au maximum, déjà affecté à partir des excédents de 1996, 1997 et 1998) s'élevait à 775 millions, auxquels s'ajoutent 250 millions réservés aux opérations du MET. Le pourcentage d'imputation de chaque opération dépend de son profil de risque.

On prévoit en conséquence qu'il sera nécessaire, d'ici la fin du premier semestre 2000, de libérer des ressources supplémentaires à prélever sur l'excédent de gestion de la Banque pour l'exercice 1999, afin de permettre la poursuite de son action dans le domaine du capital-risque.

Financement d'investissements et création d'emplois dans l'Union

Le soutien aux investissements créateurs d'emplois (Initiative « croissance et emploi » du Conseil européen d'Amsterdam – juin 1997), figure parmi les priorités de la BEI tout comme d'autres objectifs dont l'effet sur l'emploi peut être négatif, tels la compétitivité industrielle de l'Union, l'utilisation rationnelle de l'énergie ou la rationalisation des modes de production en faveur de l'environnement. Par ailleurs, d'autres objectifs, tels que la constitution de réseaux européens de communication, ne trouvent leur justification finale que dans l'effet indirect qu'ils ont sur l'emploi. Dès lors, l'évaluation de l'effet des financements de la BEI sur l'emploi ne peut être que globale et placée dans la perspective du soutien à l'investissement pour renforcer l'activité économique.

L'impact des activités de la Banque au soutien de l'activité économique est non négligeable : la valeur totale des projets financés en 1999 représente 5,1 % de l'investissement en Europe, mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF), avec un impact beaucoup plus élevé en zones de développement régional : 6,2 % en Allemagne orientale, 10,5 % dans les pays de la cohésion.

Un examen, au moyen de modèles d'entrées sorties, de l'impact sur l'emploi de chaque milliard d'euros investi, permet de déduire les données macro-économiques suivantes.



Les financements dans le secteur des infrastructures

Ils représentent l'essentiel des financements de la Banque : 21 milliards en 1999.

Les emplois concernés pendant la **période de construction** sont relativement indépendants des secteurs économiques dans lesquels l'infrastructure est réalisée ; le quart des emplois visés l'est en général dans le secteur des services en raison des retombées chez les fournisseurs. Si on estime qu'un milliard d'euros investi génère 20 000 emplois pendant la période de construction d'une infrastructure et qu'en moyenne les projets financés par la BEI nécessitent une période de 3 à 3,5 années de construction, quelque 6 à 7 000 emplois sont directement ou indirectement concernés chaque année par milliard d'euros investi par la Banque. Dès lors, avec 21 milliards consacrés aux infrastructures, les financements de la Banque soutiennent quelque 125 000 emplois en 1999 pour la construction d'infrastructures. La Banque finançant en moyenne 33 % du coût total des projets d'infrastructure, on peut considérer que la valeur totale des projets soutenus par la BEI en 1999 conforte quelque 380 000 emplois par an.

Les effets directs et indirects sur l'emploi pendant la **phase d'exploitation** des infrastructures financées peuvent être estimés par le ratio emplois/stock de capital. En prenant une estimation basse, on peut considérer que un milliard d'euros investi dans les infrastructures induit une activité économique concernant quelque 3 000 emplois. Dès lors, il peut être calculé que les activités induites directement ou indirectement par les infrastructures financées par la Banque en 1999 généreront une fois réalisés c'est-à-dire en moyenne dans trois ans/trois ans et demi, quelque 190 000 emplois durables.

Les financements dans le secteur industriel

Ces dix dernières années, le nombre d'emplois créés par des PME (+ 260 000 emplois/an) a compensé les pertes d'emplois dues à la rationalisation des projets industriels de grande dimension (- 220 000 emplois/an).

En 1999, la Banque a orienté 2,8 milliards au soutien de 11 500 PME, localisées à 70 % en zone de développement régional. Si l'on admet que le ratio emplois/stock de capital dans le secteur manufacturier est de l'ordre de 8 000 emplois par milliard d'euros investi et si l'on tient compte de ce que les financements sur prêts globaux correspondent en moyenne à 45-50 % du financement externe de l'investissement des PME, on peut déduire que la valeur totale des projets de PME cofinancés sur prêts globaux de la Banque en 1999 a conduit à conforter ou créer 40 000 emplois durables.

S'agissant des actions au titre du « guichet PME » du PASA (477 millions signés depuis 1997), il convient de souligner que celles-ci ont pour objet de renforcer des fonds de capital-risque qui soutiennent des PME innovantes ou en forte croissance. Toutefois, parmi les entreprises soutenues, une part risque de ne pas survivre (d'où la réserve PASA de 1 milliard d'euros constituée par recours aux résultats de la BEI pour couvrir le risque lié à ces investissements) et/ou de faire l'objet de fusions-acquisitions en cours de développement, c'est à dire de voir l'emploi ainsi créé rationalisé ou précarisé. En revanche, d'autres entreprises pourront se développer d'une manière satisfaisante et être réellement créatrices d'emplois. C'est pourquoi toute évaluation de l'effet sur l'emploi des actions de la BEI au titre du « guichet PME » ne pourra être effectuée qu'après une période de cinq à dix années ayant permis de mesurer le devenir de l'ensemble des investissements réalisés.



Un cadre renouvelé pour les actions futures hors de l'Union



En appui aux politiques de coopération avec les pays tiers

En 1999, la Banque a conduit ses opérations à l'extérieur de l'Union en vertu :

- d'un mandat unifié de prêts conféré par le Conseil pour la période triennale allant du 31.01.1997 au 31.01.2000 et portant sur :

- les pays d'Europe centrale et orientale	3 520 millions
étendu en mai 1998 à l'ARYM	150 millions
et en décembre 1998 à la Bosnie-et-Herzégovine	100 millions
- les pays du Bassin méditerranéen	2 310 millions
- les pays d'Amérique latine et d'Asie	900 millions
- l'Afrique du Sud	375 millions

(période de validité : 3 ans à partir du 1^{er} juillet 1997)
- d'un mandat à long terme au titre de la Convention de Lomé IV, dont le second protocole financier (2 658 millions dont 1 milliard de capitaux à risques) couvre la période 1998 – 2000 applicable dans les 71 pays ACP. Des financements à hauteur de 65 millions (dont 30 millions de capitaux à risques) sont prévus durant la même période pour les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) dépendant de certains Etats membres.

Ces opérations sous mandats sont soutenues par un système de garanties budgétaires globalisées, destinées à couvrir les risques inhérents aux opérations dans ces pays. Dans le cadre de certains mandats, les budgets de l'Union ou des Etats membres fournissent des bonifications d'intérêt liées aux prêts de la Banque ou des capitaux à risques administrés et prêtés directement par la Banque.

Par ailleurs, la Banque met en œuvre, depuis 1998, un **mécanisme de préadhésion** d'un montant maximal de 3 500 millions au bénéfice de Chypre et des dix pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion. Opérant sur ressources propres de la Banque, ce mécanisme ne bénéficie pas de garanties provenant du budget communautaire ou des Etats membres.

Fin 1999, la quasi-totalité des montants disponibles au titre du mandat unifié et du mécanisme préadhésion étaient approuvés.

D'un montant de 4 035 millions en 1999, les **financements à l'extérieur de l'Union** européenne portent sur 3 834 millions de prêts sur ressources propres et 201 millions de capitaux à risques sur ressources budgétaires de l'Union ou des Etats membres.

Le tableau H, page 131, détaille les conventions, protocoles financiers et décisions qui régissent l'activité de la Banque à l'extérieur de l'Union.

La liste des financements figure aux pages 103 à 121.

Photo pleine page :
Port de Klaipeda, Lituanie



Le cadre renouvelé pour les actions futures

Soucieux de voir l'Union continuer à apporter son assistance financière à l'extérieur de l'Union, le Conseil a décidé, le 22 décembre 1999, d'une nouvelle garantie pour les prêts de la BEI. Cette nouvelle garantie s'appliquera aux prêts accordés à compter du 1^{er} février 2000 (1^{er} juillet 2000 pour la République sud-africaine). Il prévoit l'octroi, jusqu'au 31 janvier 2007, sur le budget général de la Communauté, d'une garantie globalisée de 65 % au titre du montant total des prêts jusqu'à concurrence d'un plafond global de 18,410 milliards.

Les montants se répartissent ainsi :

- pays d'Europe centrale et orientale	8 680 millions
- pays du Bassin méditerranéen	6 425 millions
- pays d'Amérique latine et d'Asie	2 480 millions
- Afrique du Sud	825 millions

D'autre part, en novembre 1999, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé un **nouveau mécanisme préadhésion d'un montant indicatif de 8 500 millions** pour la période 2000 – 2003. Il fera l'objet d'un examen périodique. Entièrement financé sur les ressources propres de la Banque, il est destiné au financement de projets dans les dix pays candidats d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre et à Malte et ne bénéficie pas de la garantie communautaire. Il a été approuvé par le Conseil des gouverneurs le 4 janvier 2000.

Le Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999 a décidé d'ouvrir également les négociations d'adhésion avec la Bulgarie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie ainsi qu'avec Malte, et de reconnaître la Turquie comme pays candidat.

Afin d'aider à la reconstruction dans les zones dévastées par les tremblements de terre en Turquie, la BEI a accepté un mandat spécial de 600 millions sur trois ans (voir encadré page 40).

Pays candidats à l'adhésion

En 1999, les activités de la Banque dans les pays candidats à l'adhésion ont été effectuées d'une part dans le cadre du mandat général qui couvre l'Europe centrale et orientale (3 520 millions, expirant le 31 janvier 2000), ainsi que dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen en ce qui concerne Chypre et, d'autre part, au titre du mécanisme de préadhésion (3 500 millions, expirant également le 31 janvier 2000).

Ce mécanisme, en doublant les ressources disponibles, a permis à la BEI de jouer un rôle important dans les onze pays candidats et de contribuer ainsi, dans une perspective de développement régional, aux efforts engagés, notamment en matière de protection de l'environnement, d'extension des réseaux de communication et d'énergie et d'amélioration de la compétitivité industrielle.

Le Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin 1999 a reconnu le rôle croissant de la BEI dans l'aide apportée aux pays qui préparent leur entrée dans l'Union, ainsi que l'importance de cette action pour l'Union elle-même. Dans les conclusions de cette réunion, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité la Banque à « accompagner la stratégie de préadhésion de la Communauté en développant l'octroi de crédits aux pays ayant présenté une demande d'adhésion », en particulier lorsque ces derniers ont besoin d'accélérer leur processus d'intégration. Les investissements financés dans le cadre du Mécanisme préadhésion II appartiendront en priorité à des domaines relevant d'objectifs-clés des politiques de l'Union européenne -communications, énergie, environnement, politique industrielle et PME, et, autant que possible, éducation et santé-. Une grande attention sera accordée aux projets favorisant le développement régional.

Afin d'assurer une répartition optimale des ressources, la Banque continuera de conduire son action en étroite synergie avec la Commission. Elle poursuivra également sa coopération avec les autres institutions financières multilatérales, les organismes des Etats membres actifs dans la région ainsi que les institutions bancaires nationales et internationales.

En 1999, les prêts dans les pays candidats à l'adhésion se montent à 2 373 millions, niveau identique à celui de 1998 (2 375 millions). 1 467 millions proviennent des fonds disponibles au titre du mécanisme préadhésion ; 906 millions ont été réalisés au titre des mandats.

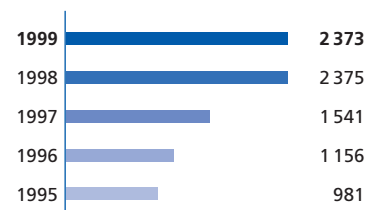
Soutien accru aux transports

La répartition sectorielle des projets financés en 1999 confirme la priorité que les pays bénéficiaires et l'Union accordent à ce secteur. Dès 1994, la conférence paneuropéenne des

transports, tenue en Crète, avait défini des corridors routiers et ferroviaires s'inscrivant dans la continuité des réseaux transeuropéens.

En effet, un réseau de transport efficace, aussi bien au niveau national, régional ou transeuropéen, est nécessaire au développement du marché intérieur de ces pays et à leur intégration dans l'Union.

Pays candidats à l'adhésion : 1995 – 1999 : 8,4 milliards





Dix ans de présence en Europe centrale et orientale

Lorsque, dans le courant de l'année 1989, les changements politiques se sont accélérés en Europe centrale et orientale, l'Union européenne s'est rapidement mobilisée pour apporter une aide financière aux pays de la région confrontés à une situation économique difficile. C'est ainsi que la BEI a accordé, dès 1990, ses premiers prêts en faveur de projets d'investissement en Hongrie et en Pologne. Dès le début, la Banque a concentré ses prêts sur les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications, domaines prioritaires nécessitant impérativement des travaux de remise en état ou de modernisation pour permettre à ces pays de transformer leur système économique et de bâtir une base industrielle compétitive. C'est également en 1990 que les premiers prêts globaux ont été accordés à des banques de ces pays pour qu'elles puissent fournir des fonds à des petites et moyennes entreprises.

La BEI est devenue, très rapidement, la source la plus importante de financements internationaux pour des projets en Europe centrale et orientale. Les mandats de prêts successifs que la Banque a reçus de son Conseil des gouverneurs ont englobé non seulement les dix pays candidats à l'entrée dans l'Union, mais aussi l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Un effort particulier en faveur des projets liés aux transports

À la fin de 1999, la Banque avait prêté au total près de 11 milliards en faveur de projets situés dans douze pays d'Europe centrale et orientale : Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. Près de la moitié de ce total est allée à des projets dans le domaine des transports, dont 1,5 milliard pour les réseaux ferroviaires. Les projets aux secteurs de l'industrie, de l'environnement et des télécommunications ont absorbé chacun près de 15 % du total, ceux liés à l'énergie ayant reçu les 6 % restants.

Contribution à l'amélioration de la qualité de vie urbaine

Pour pouvoir entrer dans l'Union, les pays candidats devront également respecter les normes européennes en matière d'environnement. Nombreux sont les projets financés par la Banque dans les secteurs des transports et de l'énergie qui ont déjà contribué à améliorer l'environnement naturel et urbain. La Banque a amplifié cette action en finançant de grands projets touchant aux transports publics urbains de Bucarest et de Cracovie pour contribuer à offrir une alternative au développement du transport individuel. En outre, elle a instruit, dans de nombreuses municipalités, des projets environnementaux dans le but de préserver ou d'améliorer la qualité de vie en milieu urbain. À cet égard, un prêt important à la ville de Budapest a contribué à financer le remplacement de tramways vétustes et bruyants, la remise en état de réseaux d'assainissement, la construction d'installations d'incinération de déchets solides, l'aménagement de parcs, de terrains de jeux et de thermes ainsi que d'autres équipements collectifs pour éliminer les goulets d'étranglement et soulager les pressions pesant sur l'environnement.





Expiration des anciens mandats et approbation des nouveaux mandats

Le mandat général de la BEI en faveur de l'Europe centrale et orientale, d'un montant de 3,5 milliards, ainsi que le mécanisme préadhésion de 3,5 milliards destiné aux dix pays candidats de la région et à Chypre ont expiré le 31 janvier 2000. Un nouveau mandat de 8,68 milliards couvrant, pour la période 2000 à 2006, les dix pays candidats ainsi que l'Albanie, l'ARYM et la Bosnie et Herzégovine a été approuvé par le Conseil des gouverneurs de la Banque. Ce dernier a également approuvé un nouveau mécanisme préadhésion, d'un montant indicatif de 8,5 milliards, destiné à être utilisé dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale ainsi qu'à Chypre et à Malte au cours de la période 2000 à 2003.

Alors que le montant annuel des prêts en Europe centrale et orientale s'est élevé en moyenne à 1 milliard environ ces dix dernières années et à plus de 2 milliards ces deux dernières années, les décisions qui ont déjà été prises permettront de porter, au cours des sept prochaines années, le montant annuel de ces prêts à hauteur de 3,5 à 4 milliards.

Apport conjoint de subventions et de prêts de l'UE, cofinancements avec des banques de développement

En apportant son assistance financière aux Pays d'Europe centrale et orientale, l'Union s'efforce d'associer, de la manière la plus efficace possible, les aides sous forme de subventions et sous forme de prêts afin d'assurer l'utilisation optimale des ressources bancaires et budgétaires de l'Union. Le choix de cette combinaison d'instruments est le fruit d'une étroite collaboration entre la BEI et la Commission européenne, cette dernière étant chargée de gérer l'aide non remboursable et les programmes visant cette région : PHARE, ISPA et SAPARD. En outre, la BEI s'associe, chaque fois que l'intérêt des projets le requiert, à d'autres institutions multilatérales de financement intervenant dans la région, en particulier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale.

Le développement des marchés des capitaux en Europe centrale et orientale

Dès 1996, la BEI a commencé à emprunter des monnaies des pays d'Europe centrale et orientale, sur l'eumarché, par des émissions obligataires en couronnes tchèques puis en couronnes estoniennes et slovaques et par des opérations synthétiques en zloty polonais. Ces obligations ont contribué à orienter de l'épargne occidentale vers cette région. A partir de 1997, la Banque a mis en place des contrats-cadres d'émission en forint hongrois puis en couronnes tchèques, lui permettant d'être présente sur le marché domestique de la Hongrie et de la République tchèque et d'établir ainsi des valeurs de référence à long terme pour ce segment du marché tout en aidant à canaliser une épargne locale vers des projets productifs. D'une manière générale, la Banque a pu, lorsque la législation nationale l'autorisait, proposer des crédits dans les monnaies locales et éliminer les risques de change pour les emprunteurs.



Pays candidats à l'adhésion : prêts accordés en 1999

(millions d'euros)

Roumanie	396
Slovénie	375
Pologne	347
République tchèque	270
République slovaque	270
Hongrie	170
Bulgarie	128
Lettonie	98
Lituanie	84
Estonie	35
<i>Europe centrale et orientale</i>	<i>2 173</i>
Chypre	200
Pays candidats *	2 373

* dont mécanisme préadhésion :
1 467 millions

Les financements en faveur des infrastructures de **transport** ont atteint 1 543 millions. Ils se répartissent entre 55 % pour l'amélioration du réseau routier et autoroutier, 32 % pour l'amélioration du réseau ferré et 13 % pour d'autres types de transport, urbain, aérien et maritime.

La modernisation de liaisons ferroviaires a ainsi été soutenue en Pologne, en République slovaque, en Bulgarie, en Lituanie ainsi que la modernisation, l'extension et la rénovation de tronçons routiers et autoroutiers -notamment sur les corridors IV et V- en Roumanie, en Slovénie, en République tchèque, en Estonie et à Chypre.

Améliorer l'environnement et la production d'énergie

Des projets concernant la remise en état et l'agrandissement de réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ainsi que l'amélioration d'infrastructures urbaines (119 millions) ont été financés en République tchèque (Prague), en Bulgarie (Bassin de la Maritsa), en Lettonie et en Lituanie. 139 millions ont soutenu la construction de centrales de production combinée de

chaleur et d'électricité en Hongrie, la réhabilitation d'un réseau de chauffage urbain en Roumanie et l'extension d'une centrale électrique à Chypre.

Appui au secteur industriel

En Hongrie, une usine de fabrication de pompes à injection et une usine de cokéfaction ont bénéficié de 85 millions, tandis que 40 millions ont soutenu la construction d'une usine automobile à Bratislava, en République slovaque. De plus, 312 millions destinés au financement de petites et moyennes entreprises ont été accordés à des instituts financiers partenaires, établissements bancaires de l'Union implantés dans la région ou établissements nationaux.



L'équipe spéciale pour les Balkans

Signataire du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la Banque a constitué, dès juin 1999, une équipe spéciale pour les Balkans, chargée d'identifier, en vue d'un financement rapide de la BEI, les infrastructures devant être construites en priorité dans les régions dévastées par le conflit dans les Balkans occidentaux.

Cette équipe spéciale est également responsable de la coordination des activités par la BEI dans la région avec celles la Commission européenne, du coordinateur pour le Pacte de Stabilité et des autres institutions financières internationales qui œuvrent à la reconstruction dans les Balkans.



Pays du Partenariat euro-méditerranéen

Le Partenariat euro-méditerranéen a reçu, en 1999, une nouvelle impulsion lors de la conférence euro-méditerranéenne des Ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Union européenne et de ses partenaires méditerranéens qui s'est tenue à Stuttgart les 15 et 16 avril et à laquelle la Lybie participait pour la première fois comme invitée spéciale de la présidence.

Tout en réaffirmant les priorités établies lors de la conférence de Barcelone de novembre 1995 (définition d'un espace commun de stabilité, construction d'une zone de prospérité au moyen d'une zone de libre échange et développement d'un partenariat social entre les peuples), les ministres sont convenus de donner une nouvelle impulsion à leur partenariat en améliorant en particulier la coopération intrarégionale et sous-régionale.

Le Parlement a recommandé pour sa part, le 11 mars, que les pays tiers méditerranéens qui ne participent pas actuellement au processus de Barcelone y soient associés.

En 1999, les prêts dans les pays partenaires du bassin méditerranéen (hors Chypre) se sont élevés à 802 millions, dont 56 millions de capitaux à risques.

Ils se décomposent en 655 millions de prêts individuels et 147 millions de prêts globaux à des instituts financiers partenaires pour le financement de PME, de petites infrastructures locales, de projets énergétiques ou d'environnement de petite dimension.

Priorité au soutien à l'industrie

Les secteurs de l'industrie ont fait l'objet de prêts individuels d'un montant de 330 millions pour des projets d'industrie chimique et pétrochimique en Egypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie et pour l'exploitation d'une usine de phosphates en Jordanie. De plus, dans le secteur des services, 4 millions soutiendront la modernisation de l'hôtellerie de haut de gamme en Tunisie.

Les prêts globaux, ainsi que les prises de participation dans les fonds propres d'entreprises privées ont atteint 82 millions.

Développer les communications

Le secteur des transports a bénéficié de 171 millions, pour la modernisation d'infrastructures

portuaires au Maroc, pour l'amélioration du réseau routier urbain en Tunisie, ainsi que pour l'amélioration des chemins de fer au Maroc.

Améliorer l'environnement

La Banque est intervenue dans trois pays, Egypte, Maroc et Turquie, pour la réhabilitation de réseaux de collecte et de traitement des eaux usées. A Gaza-Cisjordanie, un programme de réhabilitation de petites infrastructures pour la protection de l'environnement a également été financé.

De plus, un prêt global en Egypte permettra le financement d'infrastructures environnementales dans les zones touristiques du Sinaï et de la Mer rouge.

et la maîtrise de l'énergie

La construction d'un gazoduc, en Egypte, a fait l'objet d'un financement de 28 millions. D'autre part, un prêt global de 40 millions en Turquie permettra le financement de petites centrales à cycle combiné pour l'autoproduction de chaleur et d'électricité à destination du secteur industriel.

Pays méditerranéens : 1995 – 1999 : 4,4 milliards

1999	802
1998	886
1997	1067
1996	627
1995	1028

Pays méditerranéens : prêts accordés en 1999

	(millions d'euros)	
	Total	dont capitaux à risques
Egypte	188	
Maroc	263	2
Tunisie	132	34
Gaza-Cisjordanie	18	8
Jordanie	80	
Turquie	90	12
Liban	30	
Méditerranée	802	56



**De 1997 à 1999,
la BEI a investi plus de
900 millions dans le
développement du secteur
privé et des structures
financières innovantes
des pays méditerranéens**



L'appui au secteur financier

Le développement et la vitalité d'un secteur privé concurrentiel sont impératifs pour les pays méditerranéens, dans la perspective de la zone de libre échange avec l'Union. Cet objectif est donc prioritaire pour la Banque, qui dispose de plusieurs moyens d'action :

- les prêts globaux classiques, sur ressources propres de la BEI, qui sont des lignes de crédit à long terme mises en place auprès d'intermédiaires financiers locaux. De 1997 à 1999, quelque 255 millions ont ainsi été rétrocédés à des PME de l'industrie, du tourisme et des services, dans 8 pays méditerranéens.

En outre, la BEI a accordé 500 millions de prêts individuels à des projets du secteur industriel.

- Les capitaux à risque, financés sur ressources budgétaires de l'Union (programme MEDA), qui ont pour objectif de consolider la dotation en fonds propres des entreprises industrielles, touristiques et des services des pays méditerranéens, au moyen de prises de participation directes ou indirectes. Ce type de ressource, insuffisamment développé dans la région, permet d'adapter la rémunération et les clauses de remboursement aux résultats du projet financé, tout en confortant l'assise financière de l'entreprise qui en est le promoteur. Au total, la Banque a engagé 160 millions de capitaux à risque depuis 1997, dans les pays tiers méditerranéens ainsi qu'à Gaza-Cisjordanie ; elle a aussi participé à la création de fonds d'investissements régionaux (tel que le Mediterranean Growth Fund).

Ces concours de la Banque contribuent à la libéralisation des secteurs financiers, en mettant à leur disposition des produits financiers adaptés à la création de nouvelles structures, tels que des fonds d'investissement (Egycap Investment Fund en Egypte), des sociétés de capital-risque (SPPP au Maroc) ou de capital-développement (Lebanon Invest et Jordan Invest). Dans le cadre de la nécessaire mise à niveau des entreprises des pays méditerranéens, les capitaux à risque peuvent également servir à compenser la relative sous-capitalisation des entreprises de ces pays, qui les affaiblit par rapport aux sociétés européennes ayant une structure de bilan plus équilibrée. Enfin, dans le cadre des privatisations, - et comme cela a été le cas au Maroc ou en Tunisie -, les capitaux à risque peuvent être engagés pour consolider les fonds propres de l'entreprise privatisée ou pour accompagner les investisseurs appelés à mettre en œuvre des investissements dans le cadre de concessions de services publics.

TERRA : un mécanisme de prêts à la reconstruction en Turquie suite aux tremblements de terre d'août 1999

A la demande du Conseil des ministres et suite à l'avis favorable du Parlement européen, la BEI a accepté un mandat de 600 millions sur trois ans pour l'octroi de prêts bénéficiant de la garantie du budget communautaire destinés à la reconstruction des infrastructures de base -transport, énergie, environnement-, ainsi que des structures de logement et petites entreprises, et à la restauration du tissu industriel dans les provinces d'Izmit, d'Adapazan, de Yalova et de Bolu dévastées par les tremblements de terre d'août 1999.

Par ailleurs, la BEI a accordé un don de 1 million d'euros en faveur de la reconstruction d'un orphelinat dans la région d'Izmit.

La Banque est déjà intervenue à plusieurs reprises, soit par des prêts, soit par des dons, lors de nombreuses catastrophes naturelles et plus récemment en Pologne et en République tchèque (1997), au Honduras et au Nicaragua (1998) et en Grèce (1999).

Afrique, Caraïbes, Pacifique et PTOM

Année charnière dans l'évolution des relations de la Communauté avec les ACP, 1999 a été marquée par les négociations en vue d'un nouvel accord de partenariat pour le développement, appelé à remplacer la quatrième Convention de Lomé. Trois conférences ministérielles de négociations se sont tenues en 1999, à Dakar en février et à Bruxelles, en juillet et décembre. Un accord a été trouvé entre les parties lors de la quatrième et dernière réunion, qui s'est tenue à Bruxelles les 2 et 3 février 2000.

La nouvelle Convention, qui devrait être signée à mi année à Fidji, aura une durée de 20 ans. Le recours aux capitaux à risques sera remplacé par une Facilité d'investissement destinée à promouvoir le développement d'entreprises commercialement viables, principalement dans le secteur privé. La BEI assurera la gestion de ce nouvel instrument, doté de 2 200 millions d'euros pour les cinq premières années. Parallèlement, la BEI pourra intervenir sur ses ressources propres à concurrence de 1 700 millions.

L'activité de la Banque en 1999, 341 millions dont 145 millions de capitaux à risques, s'est effectuée dans le cadre du second protocole financier de la Convention de Lomé IV. Les financements ont accusé une forte baisse par rapport à 1998 qui avait vu l'entrée en vigueur du second protocole. Ils sont d'un niveau comparable à celui enregistré lors des années précédentes.

Dans les Etats ACP et PTOM, la Banque est intervenue dans 21 pays et a prêté son concours à la réalisation de deux projets régionaux. Les interventions se répartissent entre 242 millions de prêts individuels et 99 millions de prêts globaux pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension du secteur privé et de prises de participations dans le capital d'entreprises.

Priorité au soutien de l'industrie

Le développement industriel a bénéficié de 176 millions, soit 52 % des financements. Des projets industriels ont été financés dans 5 pays et concernent les secteurs des industries chimique, agricole et alimentaire, extractive et métallurgique. Une ferme aquacole a bénéficié d'un concours à Madagascar et une étude de

faisabilité à Trinité-et-Tobago. Des prêts globaux, favorisant les investissements privés de petite ou moyenne dimension, ont été conclus avec des établissements financiers de dix pays. Deux opérations de caractère régional permettront le financement de prises de participations en Afrique de l'ouest et aux Caraïbes.

Développement des capacités énergétiques

La production et le transport-distribution d'électricité ont bénéficié de 98 millions, notamment pour l'interconnexion des réseaux d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique.

Le reste des financements se répartit entre les infrastructures de transport et la modernisation de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement des eaux usées dans trois pays.

ACP – PTOM : 1995 – 1999 : 1,8 milliard

1999	341
1998	560
1997	60
1996	396
1995	430

ACP – PTOM : prêts accordés en 1999

	(millions d'euros)	
	Total	dont capitaux à risques
Afrique	287	114
Australe	85	42
Centrale et Equatoriale	15	10
Orientale	94	42
Occidentale	93	21
Caraïbes	28	18
Pacifique	7	7
PTOM	19	6
ACP-PTOM	341	145

Le second protocole financier de la Convention de Lomé IV est seulement entré en vigueur le 1^{er} juin 1998, ainsi que la décision du Conseil se rapportant aux PTOM. Ils portent sur un montant total de 1 693 millions sur ressources propres (dont 35 millions pour les PTOM) et de 1 030 millions pour les capitaux à risques (dont 30 millions pour les PTOM). Fin 1999, des prêts d'un montant de 441 millions sur ressources propres et de 400 millions sur capitaux à risques ont été signés.

Afrique du Sud

En 1999, l'Union européenne a renforcé ses relations avec l'Afrique du Sud, notamment par la signature d'un accord de coopération et de développement.

Les financements de la Banque se sont effectués dans le cadre du mandat spécifique de 375 millions en vigueur et se réalisent en parallèle au programme d'aide de la Commission, sous forme de dons, de 125 millions d'euros par an.

Les financements, 150 millions, ont concerné l'interconnexion entre les réseaux de transport d'électricité d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique, l'extension d'un gi-

sement de gaz et la modernisation d'un axe routier. En outre, de petites infrastructures environnementales seront financées à travers un prêt global.

Bilan des interventions en Afrique du Sud de 1995 à 1999

Les opérations de la Banque en Afrique du Sud ont débuté en 1995 pour faciliter la transition démocratique et contribuer au Programme de reconstruction et de développement.



Elles ont tout d'abord été effectuées dans le cadre d'une décision du Conseil, couvrant la période juin 1995 – juin 1997, d'un montant de 300 millions.

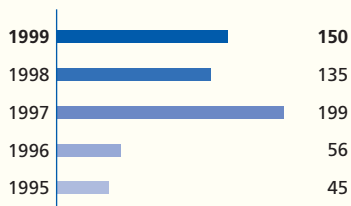
En juillet 1997, un nouveau mandat, également de trois ans et d'un montant de 375 millions a été confié à la BEI. Le 1^{er} mandat est totalement engagé et le second l'est à raison de 76 %.

Les financements (585 millions) ont concerné :

- le secteur de l'énergie, essentiellement le transport d'électricité (27 %) ;
- les infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement des eaux usées par le biais de prêts individuels -par exemple transport d'eau entre différentes régions- et grâce à des prêts globaux pour la mise en place d'infrastructures municipales (46 %) ;
- les transports, amélioration et extension d'une autoroute à péage (7 %) ;
- le financement de PME (20 %).

Depuis 1996, 246 millions ont été collectés en rand sud-africains (ZAR) pour financer une partie des prêts accordés, évitant ainsi aux emprunteurs des risques de change dans leurs emprunts.

Afrique du Sud : 1995 – 1999 : 585 millions



Pays d'Amérique latine et d'Asie

Les interventions de la Banque dans les pays d'Amérique latine et d'Asie s'inscrivent dans le cadre du mandat unifié (janvier 1997 à janvier 2000) qui définit une enveloppe de 900 millions.

En 1999, les prêts de la Banque dans les pays d'Amérique latine et d'Asie se montent à 310 millions.

Activités en Amérique latine

En Amérique latine (215 millions), les prêts ont soutenu au Brésil la modernisation de trois sites de fabrication de pneumatiques, la modernisation et l'extension d'un réseau de téléphonie mobile ainsi que des investissements de petite et moyenne dimension par le biais de prêts globaux à deux banques privées ; au Mexique, la construction d'un ré-

seau de distribution de gaz dans l'agglomération de Mexico. Un prêt global contribuera, dans les zones affectées par le cyclone Mitch, à la reconstruction ou au développement d'initiatives du secteur privé.

Activités en Asie

En Asie (95 millions), les financements intéressent la construction d'une centrale à cycle combiné en Thaïlande et l'aménagement d'une station de traitement pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de Chengdu, en Chine.

Bilan préliminaire du mandat janvier 1997 – 2000

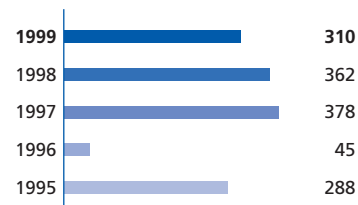
Ce mandat, définissait une enveloppe de 900 millions jusqu'en janvier 2000 pour des pays d'Amérique latine et d'Asie. Il permettait l'engagement de la BEI en faveur de projets présentant un intérêt mutuel pour le pays concerné et l'Union : coentreprises associant des opérateurs européens et locaux, transfert de technologie et de savoir-faire européens, coopération dans les domaines de l'énergie et de l'amélioration de l'environnement.

Au 31 décembre 1999, 764 millions ont été signés, le solde étant approuvé. La répartition de signatures, selon les pays et les secteurs, permet de dégager certaines grandes tendances :

Dans les pays d'Amérique latine, les financements (439 millions) ont concerné 5 pays et un financement régional. La répartition sectorielle montre l'importance des projets de télécommunication (36 %), suivi par les financements de petite et moyenne dimension par le biais de prêts globaux (21 %), l'énergie (19 %), le soutien au secteur industriel (16 %) et la gestion des eaux (8 %). En Asie (325 millions), les financements, qui ont bénéficié à 5 pays, ont été concentrés sur 3 secteurs : gestion des eaux (54 %), énergie (38 %) et transports (8 %).

Globalement, 18 projets ont été financés, 10 en Amérique latine et 8 en Asie.

Amérique latine et Asie 1995 – 1999 : 1,4 milliard

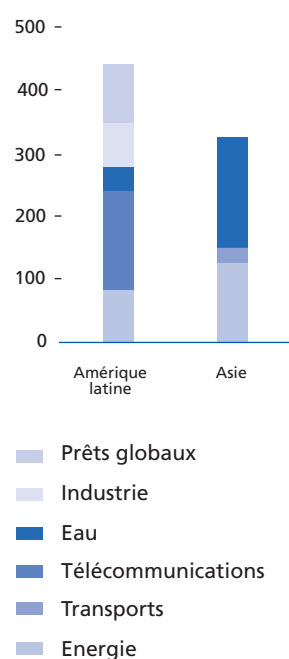


Amérique latine et Asie : prêts accordés en 1999

(millions d'euros)

Amérique latine	215
Brésil	154
Régional Amérique centrale	35
Mexique	26
Asie	95
Thaïlande	70
Chine	25
Amérique latine, Asie	310

Répartition par localisation et par secteur



L'évaluation des opérations à la BEI

En 1999, l'Unité d'évaluation des opérations de la BEI a publié deux rapports :

- une étude d'évaluation portant sur 17 projets réalisés dans le secteur de l'eau dans le bassin méditerranéen ;
- une étude sur l'impact des opérations d'emprunt de la BEI sur l'intégration des nouveaux marchés des capitaux.

Ces deux études ont une portée et un objet fondamentalement différents. L'étude sur les projets réalisés dans le secteur de l'eau en Méditerranée visait à mettre en évidence points forts et points faibles en termes de résultats et d'impact sur le développement économique et l'environnement. Il n'est pas surprenant de constater que ces projets, s'ils sont justifiés sur le plan social, environnemental et économique, présentent des faiblesses en matière de conception et gestion financière des opérations ou en matière institutionnelle. La BEI est consciente de la nécessité de continuer à soutenir ce secteur et, pour assurer son développement durable, elle doit en premier lieu s'attacher à renforcer les volets institutionnel et financier des projets.

L'étude consacrée aux activités d'emprunt constituait une innovation en ce sens que, pour la première fois, une banque internationale de développement a évalué ses activités de collecte de ressources. Cette étude, fondée sur l'expérience acquise au Portugal, en Espagne et en Grèce, conclut, d'une part, que les banques multilatérales de développement (BMD) peuvent avoir un impact non négligeable sur l'émergence de marchés nationaux des capitaux et sur leur intégration dans les marchés internationaux, et, d'autre part, qu'elles doivent aller encore plus loin dans cette direction.

Le développement régional/économique, auquel la BEI attache une importance fondamentale, reste un thème d'étude prioritaire pour l'Unité d'évaluation. Outre deux études ayant fait l'objet d'une publication, l'Unité d'évaluation a produit divers documents et rapports qui ont alimenté le débat interne à la BEI. Ainsi, dans le cadre de la réflexion en cours sur le développement régional en 1999, une importante étude de



Station d'épuration près de Barcelone



cas (portant sur deux grands projets d'infrastructure ferroviaire en Europe) a été réalisée sur la base des constatations d'études précédentes sur le sujet.

Autre question importante dans le cadre de la réflexion actuelle sur l'évolution interne : l'activité de suivi des projets à la BEI. Il est de plus en plus évident qu'un certain nombre de projets, en particulier à l'intérieur de l'Union, mériteraient de faire l'objet d'un suivi plus rigoureux après le décaissement des prêts ; le fait de renforcer le dialogue avec les promoteurs et d'améliorer la connaissance que peuvent avoir les services de la BEI des résultats et de l'impact des projets financés devrait avoir une incidence bénéfique sur les opérations futures et présenter qui plus est un intérêt pour le réexamen interne des politiques générales et de la stratégie. Consciente de l'importance de ces facteurs, la BEI prend actuellement des mesures pour renforcer ses procédures, d'une part en intégrant plus largement la fonction de suivi dans l'organisation, y compris en y associant les membres du personnel chargés de la mise au point et de la négociation des opérations – un processus dénommé « auto-évaluation » dans les institutions financières internationales – et, d'autre part, en codifiant les procédures annuelles correspondantes d'information du Conseil d'administration.

De façon à se maintenir au fait de l'évolution internationale dans le domaine de l'évaluation, la BEI a multiplié les contacts avec la Commission et avec d'autres institutions financières et elle participe en parallèle à la réflexion menée à ce sujet au sein d'instances internationales, telles que la Société européenne d'évaluation. La BEI soutient la diffusion de la pratique de l'évaluation dans les pays européens, convaincue que la transparence et le respect du principe de responsabilité sont des vecteurs indispensables pour assurer l'efficacité interne de l'activité et la qualité des opérations. Dans le même esprit, la Banque collabore sur le plan pratique et technique avec le Groupe de coopération pour l'évaluation des BMD dans le but d'aboutir à des définitions et à des procédures communes et de promouvoir la mise en place pour les banques internationales de développement d'une norme correspondant aux meilleures pratiques d'évaluation.

L'activité d'évaluation à la BEI gardera dans l'avenir toute son importance dans le processus de renforcement de la responsabilité en ce qui concerne les opérations ainsi que de leur transparence. En outre, à la lumière de l'expérience de l'an passé, le rôle moteur de cette activité pour le développement interne doit être souligné. La nécessité d'optimiser la valeur des financements et la qualité des projets sous-tend la réflexion concernant les indicateurs de résultats et de valeur ajoutée, les objectifs et les critères d'admissibilité et donc la contribution fondamentale de la BEI aux politiques européennes. L'Unité d'évaluation axera par conséquent son futur programme de travail sur ces questions, consciente de l'intérêt qu'il peut y avoir à mettre à profit dans l'activité opérationnelle les connaissances analytiques importantes que l'on retire de l'évaluation des opérations.

Une présence diversifiée sur les marchés des capitaux





Les ressources empruntées

Consolider sa position de premier emprunteur de référence non gouvernemental AAA, telle est l'ambition de la BEI, confortée par le succès de ses grands axes stratégiques, moteurs de sa politique d'emprunt depuis plusieurs années : **recherche de la liquidité et abaissement des coûts ; développement des marchés des Pays d'Europe centrale et orientale -PECO ; présence sur la majorité des marchés des capitaux. Le premier axe fut concrétisé par la levée de 90 % des ressources empruntées (28,3 milliards) dans les trois grandes monnaies principales, l'euro, la livre sterling et le dollar des Etats-Unis, et la constitution d'emprunts de référence le long des courbes de taux respectives. L'euro fut l'un des grands piliers de l'activité d'emprunt en cette année 1999 grâce à la stratégie que la Banque a mise en place dès 1996. Ainsi, le segment de l'EUR fut dominé, sur le long terme, par le lancement du mécanisme **EARN « Euro Area Reference Notes »**. La bonne tenue des marchés de la **GBP** et de l'**USD** tout au long de l'année donna l'opportunité à la BEI d'y renforcer sa position de grand emprunteur de référence et d'en faire bénéficier ses clients emprunteurs. En outre, l'offre de produits structurés répondant aux besoins de ses investisseurs institutionnels ou privés sur certains marchés domestiques lui permit, d'une part, d'abaisser substantiellement le coût de ses ressources et, d'autre part, de fidéliser une clientèle à la recherche d'instruments financiers avantageux. Le deuxième axe fut la poursuite du soutien et du développement des marchés des capitaux des PECO candidats à l'Union européenne. La Banque se distingua notamment avec la mise en place d'un contrat-cadre d'émission en couronne tchèque introduisant une nouvelle technique d'émission identique à celle de l'euro-marché, inexistante sur le marché domestique de la République tchèque ; elle initia également le segment à 10 ans de ce marché. Enfin, le troisième axe fut sa présence sur la majorité des marchés des capitaux au-delà des marchés européens et des Etats-Unis (Afrique du Sud, Asie et Australie). La réalisation des objectifs de la Banque fut également atteinte grâce à une grande maîtrise du contrôle des risques, valeur de base de la gestion de la Banque, domaine où elle a renforcé ses lignes directrices.**

En 2000, la BEI s'attachera en particulier à développer des produits innovants, à rechercher une meilleure adéquation des besoins de ses clients (emprunteurs et investisseurs), à renforcer son aide aux pays émergents -en particulier les PECO- pour les ouvrir aux grands marchés, à étendre sa couverture géographique et sectorielle. Elle optimisera par ailleurs l'utilisation des technologies modernes de communication -Internet- et apportera ainsi une valeur ajoutée et une meilleure transparence de son activité d'emprunt au service de sa clientèle.

La dette totale signée, avant échanges de monnaies ou de taux d'intérêt, s'élève à **29 295 millions**, en recul de 7 % par rapport à 1998 (31 463 millions) ; la part des monnaies UE s'affiche, comme en 1998, à 68 % et celle de l'EUR à 43 % (41 % en 1998 exprimés en

monnaies « Euro-11 »). Sur ce montant, **961 millions** ont été signés dans le cadre de la seconde offre d'échanges de la dette en euro, dont la restructuration a été entamée en juin 1998 (1 318 millions) et **28 334 millions** ont été empruntés sur les marchés des



capitaux pour financer les prêts ou les flux financiers négatifs.

La diminution des **fonds empruntés**, de 6 %, résulte notamment d'une décélération des décaissements sur prêts, d'une moindre réceptivité de certains marchés financiers qu'en 1998 et d'une certaine prudence des investisseurs à l'approche de l'an 2000. L'activité d'emprunt a été marquée par une présence importante sur les marchés des **trois monnaies principales** : l'**EUR** (41 % contre 39 % de monnaies « Euro-11 » en 1998) dont plus de la moitié entrant dans le cadre du mécanisme EARN, la **GBP** (25 %) et l'**USD** (23 %), qui ont représenté conjointement près de **90 % des émissions**.

L'avènement de l'euro a naturellement entraîné une réduction considérable du nombre de monnaies dans lesquelles la Banque emprunte. Le total des ressources empruntées se répartit néanmoins sur 16 monnaies différentes (22 en 1998) et en 120 opérations dont 64 ont été lancées sous les programmes de notes à moyen terme ou contrats-cadres d'émission et 4 à travers le mécanisme EARN (non comprise une émission lancée dans le cadre du programme d'échange de la dette en euro). Les placements se répartissent en 101 émissions publiques et 19 emprunts privés.

La **collecte de ressources après échanges** de monnaies ou de taux d'intérêt, répondant en particulier aux besoins des emprunteurs de la Banque, s'établit à **28 355 millions** (30 098 millions en 1998).

Les **trois monnaies principales**, l'**EUR**, l'**USD** et la **GBP**, se partagent **97 %** de la collecte. La part de l'**EUR** s'élève à 44 % et celle de la **GBP** et de l'**USD** dépasse la moitié du total levé en raison des conditions très avantageuses obtenues dans ces deux monnaies dont la Banque a fait bénéficier ses emprunteurs. Les **monnaies communautaires** enregistrent un recul par rapport à 1998 (**69 %** contre 78 %),

à la suite en particulier de la forte progression de l'**USD** (28 % contre 21 %).

Les fonds à **taux variable** (**21 850 millions** contre 14 141 millions en 1998), sont nettement supérieurs à ceux à **taux fixe** (**6 506 millions** contre 15 957 millions en 1998), avec une part de 77 % de la collecte globale (47 % en 1998). Cette forte croissance illustre les conditions d'arbitrage particulièrement attrayantes obtenues sur le marché des échanges et fortement appréciées des emprunteurs de la Banque, en particulier en **USD**, **EUR** et **GBP**, ainsi qu'en couronne suédoise (**SEK**), drachme grecque (**GRD**) et couronne tchèque (**CZK**).

Depuis 1995, la stratégie d'emprunt de la Banque est axée sur deux compartiments de types d'opérations : celles liées à la **recherche de la liquidité** composées en général d'emprunts de référence et celles destinées à l'**abaissement du coût de la collecte**, dites opportunistes, offrant une gamme diversifiée de produits à l'intention des investisseurs. **22 545 millions** ont été levés à travers des **emprunts liquides** ayant permis, par l'émission de tranches nouvelles ou fongibles, la constitution d'émissions de référence le long de la courbe des taux et confirmant ainsi la position de la Banque comme emprunteur de référence international AAA. Les **opérations opportunistes**, en progression régulière depuis leur instauration, représentent à présent le cinquième de la collecte globale (**5 789 millions**). Elles sont généralement lancées sous forme structurée pour répondre aux besoins d'investisseurs ciblés. Pour ce type d'émissions, la Banque exerce une vigilance extrême dans l'appréciation de leurs risques.



La **durée moyenne des emprunts** est quasi-stable par rapport à l'année précédente (**10,1 ans** contre 10,2 ans en 1998), alors que les durées individuelles s'étalent de 3 à 40 ans (contre 3 à 30 ans en 1998). En général, les durées longues sont particulièrement attribuées à des opérations en GBP (jusqu'à 40 ans), qu'elles soient structurées ou standard (« plain vanilla »). Les opérations opportunistes se distinguent par une durée moyenne considérablement allongée par rapport à 1998 (14,1 ans contre 8,7 ans), marquée par les emprunts structurés qu'ils soient liés, entre autres, à des indices boursiers ou assortis de coupon zéro.

Dans le cadre de la **gestion de sa dette**, la Banque a procédé à des **remboursements d'emprunts par anticipation et des rachats** pour **1 005 millions**.

Le **recours aux marchés des échanges** demeure élevé (**87 %** de la collecte contre 62 % en 1998). Le montant total, avant les renversements de taux variable en taux fixe, s'élève à **24 581 millions** contre 20 586 millions en 1998 et a été réalisé, comme en 1998, en 122 opérations. Cette vive croissance en volume répond à l'adaptation de la collecte aux besoins des emprunteurs, en monnaies ou taux d'intérêt et à la transformation des émissions structurées en produits simples généralement à taux variable.

La **couverture contre le risque de taux d'intérêt**, soit 16 % des montants collectés à taux fixe après échanges, s'est principalement effectuée à l'aide des échanges à taux variable renversé à taux fixe et par le recours au portefeuille obligataire de couverture constitué de titres à taux fixe de mêmes caractéristiques que les émissions lancées par la Banque et revendus au fur et à mesure des besoins de décaissements.

Eurostratégie

A la suite de la mise en place de l'euro comme monnaie unique du nouvel espace communautaire monétaire, la Banque a poursuivi et concentré son effort sur le marché financier de cette nouvelle monnaie. D'une part, elle a continué la stratégie des années précédentes et, d'autre part, elle s'est présentée au marché avec le lancement du nouveau mécanisme EARN comme un complément des émissions gouvernementales des pays de la nouvelle Union monétaire.

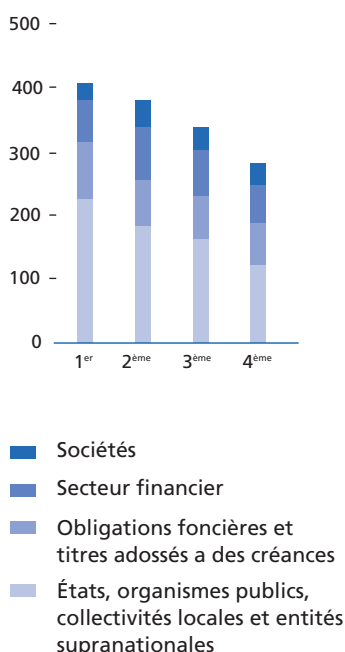
Le programme EARN

■ Caractéristiques du programme.

D'un montant maximum de 15 milliards, il fut signé en mars et prévoyait, pour l'année 1999, le lancement, pour chacun des trois trimestres, d'au moins 2 milliards d'emprunts EARN. Ces émissions pouvaient utiliser trois techniques : la mise en syndication, l'appel d'offres ou l'offre d'échanges. Elles faisaient intervenir un groupe de 10 « primary dealers » (intermédiaires financiers spécialisés) qui, sur le marché primaire, participaient aux émissions soit comme chefs ou co-chefs de file et, sur le marché secondaire, s'engageaient à assurer la liquidité du marché et à donner des cotations avec des écarts réduits entre les prix offerts et demandés tout en favorisant la création d'un marché de « repos ». Au côté de ces intervenants, un groupe de 21 « dealers » (intermédiaires financiers) prolongeaient leur action en intervenant tant sur le marché primaire où ils pouvaient participer aux emprunts de la Banque que sur le marché secondaire, en ayant la possibilité de devenir, en fonction de leur performance, « primary dealers ».



**Activité d'émission en euros
par secteur en 1999
Répartition par trimestre**



Les marchés obligataires en euros en 1999

On s'attendait à ce que l'introduction de l'euro stimule le développement des marchés européens des capitaux en réduisant leur fragmentation en fonction des monnaies nationales et en approfondissant le marché, tant sur le plan de la liquidité que de la diversité des qualités de crédit. La première année d'existence de l'euro semble avoir répondu à ces attentes. Selon Capital Data, les émissions obligataires internationales libellées en euros ont augmenté de 40 % en 1999, tandis que les émissions en dollars ne progressaient que de 12 %. La part du marché mondial occupée par les obligations libellées en euros est ainsi passée de 35 % en 1998 à 45 % en 1999, soit plus que la part de 43 % détenue par les obligations en dollars. Cet élargissement de la part de marché aurait même été plus grand si l'affaiblissement de l'euro n'en avait pas absorbé une partie. La Commission européenne estime que le total des émissions obligataires en euros (y compris les émissions intérieures) s'est monté à quelque 1,4 billion d'EUR en 1999.

Le développement du marché des obligations en euros a principalement été mis à profit par les emprunteurs basés au sein de la zone euro, ce qui est naturel puisqu'ils évitent tout risque de change lorsqu'ils émettent dans leur propre monnaie. Les emprunteurs américains ont représenté environ 10 % du montant total emprunté en euros l'année dernière. Tandis que les emprunteurs basés dans la plupart des marchés émergents ont continué à emprunter principalement en dollars, l'euro s'est néanmoins fait une place notable en tant que monnaie d'émission privilégiée pour les emprunteurs d'Europe de l'Est. Comme un grand nombre de ces pays ont une monnaie qui est liée d'une manière ou d'une autre à l'euro, les emprunts en euros constituent un bon moyen de réduire le risque de change dans la gestion de leur dette.

L'accroissement des émissions en 1999 a été inégalement réparti entre les différents segments. On observe une évolution sensible de la structure du marché obligataire européen dans le sens d'un élargissement de la part des obligations de sociétés.

- **Les émetteurs souverains** ont continué de réduire leurs émissions obligataires sous l'effet de l'amélioration des finances publiques, tant aux États-Unis qu'en Europe. Le volume total des émissions libellées en euros lancées par des États (pour la plupart au sein de la zone euro) s'est monté à 621 milliards d'EUR en 1999, en baisse d'environ 10 % par rapport à l'année précédente. Les émissions gouvernementales ont contribué à renforcer le schéma traditionnellement saisonnier des émissions obligataires en 1999, parce que les États ont groupé leurs émissions sur le premier semestre pour établir le plus tôt possible des emprunts de référence et bénéficier de taux d'intérêt plus faibles. La course au statut d'emprunt de référence n'est pas totalement achevée. Tandis que les obligations d'État allemandes paraissent avoir obtenu le statut d'émission de référence pour l'échéance à dix ans, ce sont les obligations de l'État français qui bénéficient des rendements les plus faibles pour les durées d'environ cinq à sept ans. Les tentatives visant à profiter, en Europe, d'un marché plus vaste et plus concentré ont conduit à une augmentation de la taille moyenne des émissions en 1999, en particulier celles des émetteurs gouvernementaux.



• **Les émetteurs privés** ont élargi leur part du total des émissions libellées en euros en 1999, pour la porter à un peu plus de 50 %. Dans une certaine mesure, cette évolution traduit la moindre présence des émetteurs souverains, mais l'introduction de l'euro a également facilité l'accès du secteur privé au marché obligataire international.

• **Les émetteurs financiers**, qui dominent traditionnellement le marché des obligations non gouvernementales, ont vu se poursuivre la forte croissance de leurs émissions en 1999 et, avec une part de marché de 20 %, continuent à dominer le segment non gouvernemental.

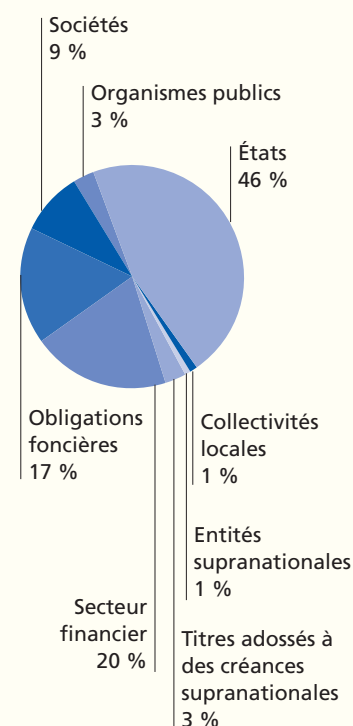
• Le segment des **obligations foncières** a connu une relative stagnation en 1999, mais sa croissance plus lente reflète en partie une position qui était déjà forte sur le marché des obligations privées, avec 17 % de l'ensemble des émissions obligataires libellées en euros. Le marché des obligations foncières s'étend maintenant au-delà de son territoire d'origine, l'Allemagne, car une nouvelle législation a facilité l'introduction de ces instruments en Espagne et en France.

• Ce sont **les émissions des sociétés** sur le marché obligataire qui ont tiré le meilleur parti de l'introduction d'une monnaie commune. Les émissions obligataires internationales lancées par des sociétés et des entreprises de services d'intérêt général ont plus que triplé, passant de 44 milliards d'EUR en 1998 à 135 milliards d'EUR en 1999, selon Capital Data Bondware. Une partie de cette forte expansion est probablement liée au gros volume d'activité au titre des fusions et acquisitions, qui résulte elle-même de l'intégration économique plus poussée découlant de l'introduction de l'euro, mais aussi des nouvelles possibilités de financement offertes par le marché financier en euros, beaucoup plus vaste.

Les changements structurels observés sur le marché des obligations en euros peuvent être envisagés sous un angle légèrement différent, celui de la qualité de crédit. Pendant de nombreuses années, le marché des obligations dans les monnaies qui ont été remplacées par l'euro a été le domaine exclusif des États et autres emprunteurs jouissant d'une excellente qualité de crédit. Pendant sa première année d'existence, le marché obligataire en euros a enregistré une baisse de la notation des nouvelles émissions. La part des émissions obligataires AAA a chuté, tandis que la part des autres émissions ayant qualité de valeur d'investissement a fortement augmenté, en particulier dans les fractions inférieures de cette catégorie de qualité de crédit. Un autre fait nouveau à noter est que la part des émissions obligataires qui ne sont pas notées officiellement par l'un des principaux organismes de notation a considérablement diminué au sein du marché obligataire européen, de plus en plus étendu et anonyme.

La plupart des faits nouveaux susmentionnés résultent d'une évolution de la demande des investisseurs. Une large part des émissions obligataires était habituellement placée auprès des petits investisseurs. Tout au long des années 90, les investissements ont eu tendance à se concentrer entre les mains de gestionnaires de portefeuilles professionnels, qui sont beaucoup moins enclins à conserver leurs placements pendant une longue période. En effet, ils se soucient généralement davantage de préserver la liquidité de leur investissement. L'arrivée de l'euro a renforcé ces caractéristiques structurelles. La taille moyenne des émissions lancées sur le marché des obligations libellées en euros a doublé en 1999 par rapport aux années précédentes, et la répartition de la taille des émissions en euros a convergé, en moins d'un an, vers celle du marché en dollars.

Répartition sectorielle du total des émissions obligataires en euros en 1999





■ Sa réalisation

Les émissions de référence lancées par la Banque en 1999 s'élèvent à 10 milliards, qu'il s'agisse d'emprunts EARN (7 milliards) d'un montant émis de 2 milliards minimum ou d'opérations de montants plus faibles augmentant l'encours d'émissions EARN existantes. Une nouvelle ligne de 2 milliards à échéance de 2006 a été lancée et des réouvertures d'émissions EARN de référence existantes ont été effectuées. A la fin de 1999, la courbe des taux des émissions de référence de la Banque était établie avec 7 emprunts à échéances de 2003 à 2009, pour un encours total de 24 milliards.

La mise en place du programme a permis que les rendements des émissions se comparent favorablement, d'une part à ceux d'autres gouvernements de l'Union monétaire autres que ceux dont les émissions constituaient la référence du marché (Etats français et allemand) et d'autre part, à ceux d'autres agences européennes.

■ L'offre d'échanges de la dette en euro

Poursuivant une action initiée l'année précédente, la Banque a proposé à ses obligataires d'émissions libellées en DEM, FRF, ITL et EUR d'échanger leurs titres contre des nouvelles obligations d'émissions EARN. Cette deuxième opération d'échanges, effectuée sur un site Internet, a permis d'augmenter l'encours des émissions EARN 2005 et 2009 respectivement de 423 millions et 538 millions.

Encours des émissions EARN au 31 décembre 1999

Coupon (%)	Echéances	Montant (millions EUR)
4,500	15.02.2003	3 160
5,250	15.04.2004	4 619
3,875	15.04.2005	2 000
4,875	15.04.2006	2 000
5,750	15.02.2007	2 578
5,000	15.04.2008	5 082
4,000	15.04.2009	4 538
		23 977

L'abaissement du coût de la collecte par la recherche des opportunités du marché

En complément du programme EARN destiné à assurer la liquidité de sa trésorerie en euro, la Banque a conclu des opérations essentiellement sous la forme structurée qui lui ont permis d'abaisser le coût global de sa collecte en euro. Représentant un montant appréciable (2,1 milliards), ces opérations ont été essentiellement réservées à une clientèle de particuliers désireuse d'obtenir éventuellement un rendement plus élevé de leurs placements tout en assumant certains risques. Revêtant des formes diverses (indexation sur des indices boursiers, step/down one coupon), elles ont nécessité de la part de la Banque une vigilance accrue dans l'appréciation des risques qu'elles comportaient.



La redénomination de la dette en cours

Initiée l'année précédente, la redénomination s'est poursuivie. Le montant total de la dette redénominée atteint, à la fin de 1999, 32 milliards soit 61 % de l'encours de la dette des monnaies de l'Union monétaire (53 milliards). La redénomination des émissions confluentes en euro a été réalisée par la création de trois souches aux échéances des 15 février, 15 avril et 15 juillet pour un montant total de 10,9 milliards. La redénomination des emprunts libellés en DEM et en IEP de même que ceux en ITL et FRF du marché domestique s'est achevée pour un total de 10,1 milliards. Les émissions en écu converties en euro atteignent 11 milliards.

Les grands marchés financiers pourvoyeurs de liquidité

Plus encore que l'année précédente, les émissions en GBP et en USD ont représenté une part très importante dans la collecte de la Banque : avec l'euro, ces monnaies ont correspondu à plus de 90 % du montant total des fonds empruntés avant échanges et 97 % après échanges.

GBP 4 617 millions avant et après échanges
(EUR 6 974 millions)

Les fonds empruntés en GBP ont correspondu à 25 % du total de la collecte de la Banque, la plaçant ainsi comme emprunteur de référence AAA dans cette monnaie. Comme par le passé, la stratégie de la Banque s'est orientée vers l'augmentation de l'encours de souches existantes ou la création de nouvelles pour des durées moyennes (échéances de 2003 à 2009) et plus particulièrement pour des durées longues (échéances 2021 et 2028) pour lesquelles elles peuvent être considérées comme le substitut des titres du Trésor britannique. La stratégie de la Banque s'est également orientée vers la diversification des

produits par la conclusion d'opérations structurées (emprunt remboursable par annuités variables en fonction de l'évolution du marché des « swaps » (échanges) ou celle des investisseurs par un placement au Japon.

USD 7 098 millions avant échanges (EUR 6 447 millions)
8 571 millions après échanges (EUR 7 825 millions)

L'USD a représenté la troisième monnaie empruntée (23 %) sur les marchés des capitaux. Sur un marché volatil et incertain où les périodes favorables étaient limitées, la Banque a poursuivi sa stratégie de constitution le long de la courbe des taux d'émissions de référence à 3, 5 et 10 ans soit en lançant de nouvelles opérations soit en augmentant des souches existantes. Cette politique a permis de porter ses encours sur le marché à USD 5,9 milliards, bien supérieur à celui des autres grands émetteurs internationaux.

En complément du lancement des emprunts de référence, des opérations d'un montant plus limité, généralement structurées, ont été conclues pour satisfaire la demande des particuliers en Europe et au Japon.



Emprunts signés en 1999

(millions d'euros)

	Avant échanges		Echanges montant	Après échanges	
	Montant	%		Montant	%

OPERATIONS A LONG ET MOYEN TERME

1. Ressources collectées

Union européenne	18 909	66,7	749	19 658	69,3
EUR	11 646	41,1	776	12 422	43,8
DKK			186	186	0,7
GBP	6 974	24,6	0	6 974	24,6
GRD	289	1,0	- 274	15	0,1
SEK			60	60	0,2
Total Pré-in	7 263	25,6		7 236	25,5
Hors Union européenne	9 425	33,3	- 727	8 697	30,7
AUD	244	0,9	- 244		
CAD	14	0,0	- 14		
CHF	622	2,2	0	622	2,2
CZK	85	0,3	0	85	0,3
HKD	514	1,8	- 514		
HUF	49	0,2	0	49	0,2
JPY	753	2,7	- 753		
NOK	190	0,7	- 190		
NZD	45	0,2	- 45		
SKK	66	0,2	- 66		
TWD	179	0,6	- 179		
USD	6 447	22,8	1 378	7 825	27,6
ZAR	217	0,8	- 101	116	0,4
TOTAL	28 334	100,0	22	28 355	100,0
- dont taux fixe	27 046	95,5	- 20 540	6 506	22,9
- dont taux variable	1 288	4,5	20 562	21 850	77,1

2. Programme d'échange de la dette en euro

EUR	961	961
TOTAL GENERAL	29 295	29 317

Le développement des marchés des pays candidats à l'adhésion et la recherche de la diversification des autres marchés

* Les marchés financiers de l'Europe centrale et orientale

Sur ces marchés, l'action de la Banque s'est principalement concentrée sur celui de la Hongrie et de la République tchèque. A l'intérieur du contrat-cadre d'émission en **CZK**, au moment de sa signature en février 1999, un emprunt de 3 milliards a été émis pour une durée de 10 ans – la plus longue proposée au marché. Toujours à l'intérieur d'un contrat-cadre d'émission, deux émissions fongibles en forint hongrois (**HUF**) à taux fixe ont été lancées constituant le premier emprunt fongible non gouvernemental de ce type émis sur le marché hongrois. Sur le marché international, ont été émises les premières opérations libellées en couronne slovaque (**SKK**).

* La présence de la Banque sur les autres marchés

Comme par le passé, la Banque a continué à émettre sur les différents marchés qui lui étaient favorables. Dans les monnaies **en dehors de l'Union monétaire**, au-delà de la GBP, son activité s'est principalement manifestée sur les marchés de la GRD, du CHF et de la couronne norvégienne (NOK). **Les marchés de l'Asie**, qui à la suite de la crise financière survenue lors du second trimestre de 1998, se sont rouverts, 7 transactions ont pu être conclues en dollar de Hong Kong (HKD) et une seconde émission en dollar de Taiwan (TWD). Quant aux monnaies du **Commonwealth**, c'est surtout dans des emprunts libellés en rand sud africain (ZAR) et en dollar australien (AUD) que l'activité de la Banque a été significative. En ZAR, 12 émissions ont été conclues permettant ainsi le versement de cette monnaie à des

emprunteurs de la Banque par l'intermédiaire d'opérations face à face. En Australie, après une absence de 7 ans, la Banque est retournée sur ce marché en signant un contrat-cadre d'émission et en lançant un emprunt à l'intérieur de ce contrat.

Emprunts signés (avant échanges) sous les programmes de notes à moyen terme ou les contrats-cadres d'émission

		(montant en millions)		
	Nombre d'opérations	Monnaie	EUR	
Total UE	12		1 828	
Euro	4	EUR	569	569
	2	GBP	635	970
	6	GRD	95 000	289
Pré-in	8		1 259	
Total non -UE	52		6 882	
	1	AUD	400	244
	1	CAD	25	14
	1	CZK	3 000	85
	7	HKD	4 250	514
	2	HUF	12 500	49
	2	JPY	85 930	753
	3	NOK	1 600	190
	1	NZD	100	45
	2	SKK	3 000	66
	20	USD	5 098	4 705
	12	ZAR	1 420	217
Total général	64		8 709	

L'évolution des marchés des capitaux en 1999

Suite à la reprise de l'économie mondiale, le cycle des taux d'intérêt est reparti en phase ascendante au début de 1999. L'inflation en Europe, mais surtout aux États-Unis, a fortement diminué sous l'effet de la vague déflationniste qui a suivi la crise asiatique. Ce facteur a apporté un soutien décisif à la croissance en Europe et aux États-Unis. Le volume net des exportations a pesé sur la croissance, mais la désinflation a permis d'opérer une énergique détente monétaire aux États-Unis et en Europe, ce qui a soutenu la demande intérieure. Aux États-Unis en particulier, il est possible que la crise asiatique ait même prolongé l'expansion économique en empêchant que le resserrement monétaire, destiné à contenir les pressions inflationnistes, n'intervienne plus tôt. Mais le rebond du taux vedette de l'inflation américaine en 1999 illustre aussi le caractère temporaire du soulagement apporté par la crise asiatique. Au milieu de 1999, la majeure partie de ces effets avaient disparu, et l'inflation revenait à grands pas vers sa moyenne historique récente, autour de 3 %, portée notamment par la hausse des prix du pétrole. Une fois disparue la déflation importée, les pressions inflationnistes intérieures sont revenues sur le devant de la scène, et rien n'indique que l'économie, tournant à plein régime, pourrait ralentir pour repasser au-dessous d'un taux de croissance de 4 %, supérieur à la tendance. En Europe, les pressions inflationnistes sont restées beaucoup plus faibles, parce que la demande intérieure y progresse plus lentement et que l'écart de production y est plus grand.

Les rendements obligataires se sont rapidement ajustés à la normalisation des conditions économiques aux États-Unis et en Europe. Aux États-Unis, le rendement des obligations d'État à 10 ans a atteint le creux de la vague, à environ 4,6 %, en janvier 1999, avant de remonter juste au-dessus de 6 % vers la fin de l'année. En Europe, les rendements se sont également redressés, en dépit d'une croissance plus lente, passant de 3,6 % en février 1999, leur point bas, à environ 5,2 % en décembre. Les reprises constatées aux États-Unis et, surtout, en Allemagne reflètent une normalisation à des niveaux d'avant la crise et n'indiquent pas de hausse notable des anticipations inflationnistes sous-jacentes. Cette analyse est confirmée par les anticipations inflationnistes que traduisent les obligations d'État indexées sur l'inflation.

Quant aux taux d'intérêt à court terme, ils sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise pour les mêmes raisons. La différence entre les États-Unis et l'Europe est toutefois plus marquée dans ce domaine ; en effet, les États-Unis n'en seraient qu'à la phase initiale d'un cycle de resserrement continu, et peut-être énergique, visant à réduire la croissance de la demande intérieure et, par là, à limiter une nouvelle hausse de l'inflation. Le taux à trois mois sur l'euromarché des titres américains a gagné 120 centièmes de point entre février et décembre, atteignant environ 6,1 %. Les taux allemands à court terme ont enregistré une augmentation plus modeste, de 90 centièmes de point, pour s'établir à 3,4 %, ce qui reste très faible. Un aspect à noter en ce qui concerne le large écart entre les taux américains et allemands (270 centièmes de point en décembre),

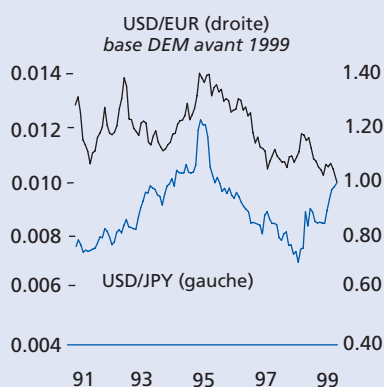
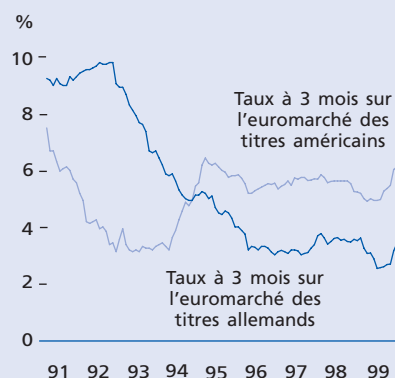
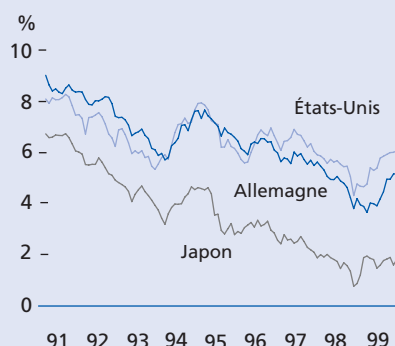
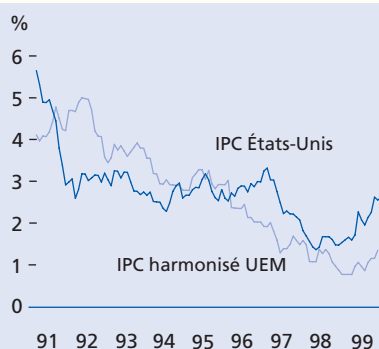




c'est sa stabilité sur les quatre dernières années, reflétant la persistance d'un différentiel de croissance entre les deux pays.

Sur les marchés des changes, le fait nouveau le plus notable en 1999 a été la disparition de la forte corrélation qui existait entre les taux de change japonais et européens vis-à-vis du dollar. Jusqu'au milieu de 1998, les mouvements des taux de change réagissaient principalement à la hausse constante du dollar. C'est ainsi que les monnaies européennes et le yen ont suivi de conserve une tendance à la baisse. Au cours de l'année écoulée, en revanche, l'euro s'est déprécié tandis que le yen japonais enregistrait une reprise remarquable.

Si la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar en 1999 a beaucoup attiré l'attention, un examen portant sur une durée plus étendue fait ressortir que le glissement de l'euro en 1999 était pour l'essentiel la poursuite d'une tendance amorcée en 1995. Pendant cette période plus longue, ce n'est pas la faiblesse de l'euro ces derniers mois qui fait figure d'aberration, mais plutôt sa brève appréciation à la fin de 1998. La plupart des estimations concernant le point d'équilibre pour le taux de change de l'euro indiquent qu'il devrait, à terme, s'établir à 1,20 EUR pour 1 USD, ce qui était le taux moyen pendant la première moitié des années 90.



Inflation (IPC) aux Etats-Unis et dans la zone euro

Rendements des obligations d'Etat à 10 ans

Taux d'intérêt à court terme

Yen et euro : le grand écart depuis le 2^{ème} semestre 1998

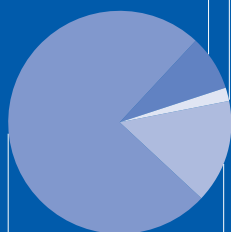


Gestion des liquidités

Gestion des liquidités

portefeuille opérationnel
obligataire (gestionnaires
externes)
2 %

portefeuille obligataire
de couverture
8 %



portefeuille
obligataire
d'investissement
15 %

portefeuille
opérationnel
monétaire
75 %

Au 31 décembre 1999, les **liquidités totales brutes** s'élèvent à quelque **16 milliards**, soit 14 milliards nets des engagements à court terme ; elles sont réparties sur 17 monnaies dont l'euro. L'euro représentait 66 % de ces liquidités totales. Les monnaies participant à l'Union européenne représentent 73 % des liquidités globales. Le niveau de liquidité globale de la Banque doit se situer dans un intervalle de 25 à 40 pour cent des flux financiers nets annuels. Les liquidités se répartissent comme suit :

Le portefeuille opérationnel monétaire s'élève à **12,2 milliards** (9,9 milliards nets des engagements à court terme) et représente la majeure partie des liquidités.

Le portefeuille opérationnel monétaire est essentiellement constitué de produits d'emprunts et d'excédents résultant du cash flow. L'objectif principal de ce portefeuille est d'assurer les besoins de liquidité courants de la Banque. Il doit être en mesure de couvrir les décaissements futurs sur prêts de la Banque.

Par définition, le portefeuille opérationnel monétaire est composé d'instruments liquides présentant des maturités courtes. Fin 1999, la majorité des liquidités était placée dans des produits de première qualité et investie en instruments monétaires mobilisables.

Le portefeuille opérationnel obligataire de couverture de risque de taux (**1,3 milliard**) est destiné à couvrir par l'achat d'obligations tout ou partie de certaines nouvelles émissions d'obligations à taux fixe lancées par la Banque. Ce portefeuille permet de conserver

en trésorerie le produit d'émissions indépendamment des besoins de versement.

Le portefeuille opérationnel obligataire (gestionnaires externes) a pour objectif de fournir une ligne de liquidité supplémentaire sous la forme d'instruments susceptibles d'offrir un meilleur rendement que les placements sur le marché monétaire. Ce portefeuille s'élève à **0,3 milliard**.

Le portefeuille obligataire d'investissement représente la seconde ligne de liquidité (2,5 milliards). Il comprend des obligations émises par des Etats de l'Union européenne et d'autres institutions publiques de premier ordre. Plus de 99 % du montant total des titres en portefeuille sont notés AA1 ou émis par des Etats membres de l'Union européenne.

Résultat de la gestion des liquidités

Globalement, les taux d'intérêt sur les marchés monétaires ont baissé en moyenne au cours de l'année 1999 par rapport aux taux d'intérêt moyens qui prévalaient en 1998. Le quatrième trimestre a été marqué par une remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires et monétaires.

La gestion des liquidités a permis de dégager un revenu net de 496 millions en 1999, soit un rendement comptable global de 3,76 %.

Les placements réalisés dans **le portefeuille opérationnel** monétaire ont dégagé 327 millions de revenus nets pour des capitaux moyens s'élevant à 8,5 milliards, soit un taux de rendement de 3,85 % dans un contexte de baisse des taux moyens à court terme par rapport à 1998.

Les placements réalisés dans le **portefeuille opérationnel obligataire (gestionnaires externes)**, entièrement dénominé en euro, ont dégagé un revenu net de 8 millions pour des capitaux moyens annualisés de 312 millions, soit un rendement net après commission de 2,73 %.

Le **portefeuille obligataire d'investissement** a dégagé un revenu total de 155 millions (y compris une plus-value réalisée sur cession de titres de 10 millions) pour des capitaux moyens de 2,5 milliards. Son rendement total s'établit à 6,18 % (5,78 % hors plus-value réalisée sur cession de titres) en 1999 contre 7,90 % en 1998. Le déclin du rendement hors plus-value de cession réalisée correspond au réinvestissement d'un montant élevé de titres échus pour une durée plus longue et à des taux nominaux plus bas. La durée moyenne de ce portefeuille est de 5,2 ans au 31 décembre 1999 contre 1,9 an au 31 décembre 1998.

Cette durée a été alignée avec l'objectif de durée des fonds propres de la Banque entre 5 et 6 ans. Enfin, la valeur de marché de ce portefeuille au 31 décembre 1999 s'élève à 2 491 millions contre une valeur d'entrée en portefeuille de 2 449 millions.

(Situation au 31.12.1999, en millions d'euros)

	1999	1998
Total des liquidités nettes des engagements		
Revenu total	496	595
Capitaux moyens	13 209	13 046
Rendement moyen	3,76 %	4,56 %
<i>dont portefeuille opérationnel monétaire net des engagements</i>		
Revenu total	327	365
Capitaux moyens	8 497	6 766
Rendement moyen	3,85 %	5,40 %
<i>dont portefeuille opérationnel en gestion externe</i>		
Revenu total	8	8
Capitaux moyens	312	174
Rendement moyen	2,73 %	4,24 %
<i>dont portefeuille obligataire d'investissement</i>		
Revenu total	155	196
Capitaux moyens	2 512	2 479
Rendement moyen	6,18 %	7,90 %

21 octobre 1999

Ouverture du Forum :

Sir Brian Unwin, Président de la BEI
et de son Conseil d'administration

**« Les défis de la zone euro :
nouveau dynamisme »**

Président de séance :

Wolfgang Roth,

Vice-président de la BEI

- **Giuliano Amato**, Ministre du Trésor, du budget et de la planification économique ; gouverneur de la BEI pour l'Italie
- **Felix G. Rohatyn**, Ambassadeur des Etats-Unis en France, ancien Directeur général de Lazard Frères and Co., New York
- **Jean-Pierre Tirouflet**, Président-Directeur général de Rhodia (France)
- **Richard Summers**, Directeur pour l'Europe continentale de 3i Group plc (Royaume-Uni)
- **Jean-Jacques Laffont**, Professeur d'économie, Université de Toulouse (France) et ancien Président de l'Association européenne d'économie

Dîner du Forum avec intervenant invité **Pedro Solbes Mira**, Membre de la Commission européenne, chargé des Affaires économiques et monétaires

Forum BEI – Les marchés de l'euro : ce qui va changer

Le cinquième Forum annuel de la BEI a rassemblé à Paris, les 21 et 22 octobre 1999, quelque 400 spécialistes des milieux bancaires, industriels et politiques, d'organisations internationales, d'établissements universitaires et des médias pour discuter des perspectives liées aux nouveaux marchés de l'euro. Ces marchés, dont la création était encore très récente lors de la tenue du Forum, ont été choisis comme thème afin de souligner l'importance de la nouvelle monnaie pour la réussite de l'Union économique et monétaire.

La première séance du Forum a été consacrée à l'étude du contexte macroéconomique, et notamment de l'incidence de l'union monétaire sur la croissance et l'emploi, s'inscrivant ainsi en quelque sorte dans le prolongement du Forum BEI de 1998 dont le thème avait été la relation entre investissement et emploi. Cette séance a également permis d'évaluer l'effet que pourrait avoir la restructuration financière en cours sur la compétitivité globale de l'Europe. Les exposés et les débats de la seconde journée du Forum ont porté, quant à eux, sur la nécessité de restructurer les établissements bancaires et sur l'évolution nouvelle du rôle des marchés des capitaux.

D'une manière générale, les orateurs ont eu tendance à souligner les points forts de l'euro, en nuancant, toutefois, leurs déclarations par l'appréciation suivante : « encore insuffisant, peut mieux faire », et en faisant observer que la reprise de la croissance économique en Europe ne pouvait pas être portée au seul crédit de l'avènement de l'euro. Pour le secteur des entreprises, le nouveau marché unifié de l'euro a été considéré comme étant particulièrement favorable au processus de restructurations et de fusions. Certains orateurs ont fait observer que les fusions et les acquisitions avaient de plus en plus tendance à devenir des opérations transfrontières, donnant naissance à de grands groupes européens capables de faire face avec succès à la concurrence internationale. Sur les marchés des capitaux, la monnaie unique a entraîné une croissance exceptionnelle des obligations libellées en euros, lancées en particulier par de grosses sociétés européennes souhaitant financer leurs stratégies ambitieuses de développement.

Les orateurs ont aussi fait remarquer, toutefois, que l'Europe n'était pas encore parvenue à créer un espace économique unifié, comparable à celui des États-Unis d'Amérique. Il

*Sir Brian Unwin
au Forum BEI
à Paris*





faut encore supprimer en Europe de trop nombreuses barrières fiscales et réglementaires avant que les grandes entreprises européennes puissent toutes bénéficier d'une égalité de traitement sur les plans fiscal et social comme c'est le cas de leurs homologues américaines. Par ailleurs, la taille résultant de regroupements à l'échelle nationale ou de fusions transfrontières dans le secteur bancaire ne constitue pas obligatoirement une garantie de rentabilité. Les fusions à l'échelle trans-européenne ne se justifient que lorsqu'elles se produisent dans des domaines hautement spécialisés, à forte composante internationale. Il a été en outre souligné que, malgré la mise en place d'un cadre macroéconomique et monétaire approprié, les réformes structurelles requises doivent encore être adoptées.

Les invités d'honneur étaient M. Pedro Solbes, Commissaire aux affaires économiques et monétaires, et M. Dominique Strauss-Kahn, alors ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie et gouverneur de la BEI pour la France. Tous les deux ont exprimé leur optimisme quant à l'avenir de l'euro. M. Dominique Strauss-Kahn a notamment souligné l'influence stabilisatrice de l'euro, qui a permis d'atténuer les effets négatifs de la crise financière internationale survenue en 1998 et au début de 1999. L'euro a également donné à l'Union européenne une nouvelle impulsion sur la voie du plein emploi. Afin de soutenir ce mouvement, les États membres doivent poursuivre la réduction des dépenses publiques et des taux d'inflation et d'intérêt conformément aux critères du Traité de Maastricht. M. Strauss-Kahn est convaincu que, dans un environnement économique favorable, les États membres de l'UE satisferont aux critères du Traité en matière de dépenses publiques.

De son côté, M. Solbes a prédit que l'Europe allait connaître une période prolongée d'expansion économique soutenue et créatrice d'emplois. Il a également souligné que les États membres devraient continuer d'accepter les contraintes du Pacte de stabilité et de croissance. Il s'est déclaré très favorable à l'entrée dans la zone euro des quatre États membres qui n'ont pas participé d'emblée à l'UEM. Néanmoins, l'union monétaire ne se limitera pas aux seuls 15 États membres puisque les pays candidats sont déterminés eux aussi à faire partie de l'UEM et à adopter l'euro. Il s'agira pour eux d'un processus progressif et non pas d'une conséquence automatique et immédiate de leur entrée dans l'Union européenne. Une fois admis, les nouveaux membres auront probablement besoin d'une période transitoire pour pouvoir se conformer aux conditions du Traité.

En clôturant les travaux du Forum, M. Francis Mayer, Vice-président de la BEI, a fait remarquer que l'euro ne constituait pas une fin en soi. La monnaie unique constitue déjà un grand succès sur les plans financier et technique, mais celui-ci étant acquis, il faut maintenant faire en sorte qu'elle contribue à apporter la paix et la stabilité aux peuples de l'Union européenne et à leurs voisins de l'Est et du Sud. C'est à cette aune que se mesurera à moyen terme la véritable réussite de l'euro.

22 octobre 1999

« Les changements dans le secteur financier de la zone euro »

présentation par Alfred Steinherr,
Economiste en chef de la BEI

1^{ère} session :

« La restructuration des banques »

Président de séance :

Massimo Ponzellini,

Vice-président de la BEI

- **Marc Antoine Autheman,**
Président du Directoire de Crédit Agricole Indosuez (France)
- **Artur Santos Silva,** Président de
Banco Português de Investimento (Portugal)
- **Maurizio Sella,** Président de
l'Associazione Bancaria Italiana et
Directeur général de Banca Sella S.p.A. (Italie)

2^{ème} session :

« un rôle accru pour les marchés des capitaux ? »

Président de séance :

Ewald Nowotny,

Vice-président de la BEI

- **Gerd Häusler,** membre du Conseil d'administration de Dresdner Bank AG (Allemagne)
- **Fernando Abril Hernández,**
Président et membre du Comité de direction de TPI (Unité Annuaire du Groupe Telefónica) (Espagne)

Rodolfo Boggi, membre du Conseil exécutif du groupe UBS AG (Suisse)

Intervenant invité :

Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie ; gouverneur de la BEI pour la France

Clôture du Forum :

Francis Mayer,

Vice-président de la BEI

L'institution financière de l'Union européenne





Les organes de décision et le fonctionnement de la BEI

Conseil des gouverneurs

Le Conseil des gouverneurs réunit les ministres désignés par chacun des États membres, généralement ceux en charge des Finances. Ils représentent les États membres en tant qu'actionnaires de la Banque.

Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit, approuve le bilan, le compte de profits et pertes ainsi que le rapport annuel, décide des augmentations de capital, nomme les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

M.Erik ÅSBRINK, gouverneur pour la Suède a assuré la présidence du Conseil des gouverneurs jusqu'en avril 1999. M. Bosse RINGHOLM, également gouverneur pour la Suède, lui a succédé jusqu'à la séance an-

nuelle du Conseil des gouverneurs de juin 1999. Selon le système de rotation annuelle, M. Gordon BROWN, gouverneur pour le Royaume-Uni, a ensuite pris sa succession.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts, et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour une période de cinq ans (renouvelable) sur désignation des États membres et sont responsables uniquement devant la Banque. Le Conseil d'administration, en vertu de l'article 11 paragraphe 2 modifié des Statuts, est composé de 25 administrateurs et 13 suppléants, dont respectivement 24 et 12 sont désignés par les États membres ; un administrateur et un suppléant sont désignés par la Commission européenne.

Depuis la publication du dernier rapport annuel, MM. Fernando BECKER ZUAZUA, Vittorio GRILLI, Paul McINTYRE, Pedro Antonio MERINO GARCÍA et Francis MAYER, administrateurs, ont été remplacés respectivement par MM. José GASSET LORING, Lorenzo BINI SMAGHI, Ivan ROGERS, Iñigo FERNÁNDEZ DE MESA et Mme Stéphane PALLEZ. MM. Léon

HERRERA SANTA MARÍA, Eneko LANDÁBURU ILLARRAMENDI et Xavier MUSCA, suppléants, ont été remplacés respectivement par MM. ..., Guy CRAUSER et Bruno DELETRÉ. Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leur fonction pour leur contribution à ses travaux.

Conseil des gouverneurs

Président

Gordon BROWN (Royaume-Uni)
Bosse RINGHOLM, *jusqu'en juin 1999* (Suède)
Erik ÅSBRINK, *jusqu'en avril 1999* (Suède)

Belgique	Didier REYNERS, Ministre des Finances Jean-Jacques VISEUR, Ministre des Finances, <i>jusqu'en juillet 1999</i>
Danemark	Marianne JELVED, økonomiminister og minister for nordisk samarbejde, vicestatsminister Mogens LYKKETOFT, finansminister, <i>jusqu'en février 2000</i>
Allemagne	Hans EICHEL, Bundesminister der Finanzen Oskar LAFONTAINE, Bundesminister der Finanzen, <i>jusqu'en mars 1999</i>
Grèce	Yannos PAPANTONIOU, Ministre de l'Économie nationale et des finances
Espagne	Rodrigo DE RATO Y FIGAREDO, Vicepresidente del Gobierno y Ministro de Economía y Hacienda
France	Laurent FABIUS, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Christian SAUTTER, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, <i>jusqu'en mars 2000</i> Dominique STRAUSS-KAHN, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, <i>jusqu'en novembre 1999</i>
Irlande	Charles MCCREEVY, Minister for Finance
Italie	Vincenzo VISCO, Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica Giuliano AMATO, Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica <i>jusqu'en avril 2000</i> Carlo Azeglio CIAMPI, Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica <i>jusqu'en mai 1999</i>
Luxembourg	Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre des Finances
Pays-Bas	Gerrit ZALM, Minister van Financiën
Autriche	Karl-Heinz GASSER, Bundesminister für Finanzen Rudolph EDLINGER, Bundesminister für Finanzen, <i>jusqu'en février 2000</i>
Portugal	Joaquim PINA MOURA, Ministro das Finanças António SOUSA FRANCO, Ministro das Finanças, <i>jusqu'en octobre 1999</i>
Finlande	Suvi-Anne SIIMES, Ministeri, Valtiovarainministeriö Jouko SKINNARI, Ministeri, Valtiovarainministeriö, <i>jusqu'en avril 1999</i>
Suède	Bosse RINGHOLM, Finansminister Erik ÅSBRINK, Finansminister, <i>jusqu'en avril 1999</i>
Royaume-Uni	Gordon BROWN, Chancellor of the Exchequer

Comité de vérification

Président

Yrjö TUOKKO, Managing Director, Tuokko Deloitte & Touche Oy, Helsinki

Membres

Michael J. SOMERS, Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin
Albert HANSEN, Chef de Cabinet du Grand-Duc héritier, Luxembourg

Observateur

Emídio MARIA, Subinspector-Geral de Finanças, Inspeção-geral de Finanças, Lisbonne

Situation au 1^{er} mai 2000



Conseil d'administration

Président :
Philippe MAYSTADT

Vice-présidents :
Wolfgang ROTH
Panagiotis-Loukas GENNIMATAS
Massimo PONZELLINI
Luis MARTÍ
Rudolf de KORTE
Ewald NOWOTNY
Francis MAYER
Peter SEDGWICK

Administrateurs :

Jean-Pierre ARNOLDI	Administrateur général de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles
Lorenzo BINI SMAGHI	Dirigente Generale, Capo della Direzione III, Dipartimento del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
Sinbad J.D. COLERIDGE	Project Finance Director of Private Financial Holdings Limited, EFG Private Bank, Londres
Isabel CORREIA BARATA	Consultora da Direcção, Departamento de Relações Internacionais, Banco de Portugal, Lisbonne
Wedige Hanns von DEWITZ	Ministerialdirektor, Leiter der Abteilung Aussenwirtschafts- und Europapolitik, Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie, Berlin
Tony FAINT	Director (International), Department for International Development, Londres
Iñigo FERNÁNDEZ DE MESA	Subdirector General de Coordinación de Organismos Monetarios Internacionales, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid
José GASSET LORING	Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid
Inga-Maria GRÖHN	Finanssineuvos, Valtiovarainministeriö, Helsinki
Rainer MASERA	Amministratore Delegato e Direttore Generale, San Paolo IMI, Rome
Constantinos MASSOURAS	Directeur des Affaires financières et budgétaires, Ministère de l'Économie nationale, Athènes
Sven-Olof JOHANSSON	Finansråd, Internationella avdelningen, Finansdepartementet, Stockholm
Noel Thomas O'GORMAN	Second Secretary, Finance Division, Department of Finance, Dublin
Stéphane PALLEZ	Service des Affaires Européennes et internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris
Vincenzo PONTOLILLO	Direttore Centrale, Banca d'Italia, Rome
Antoine POUILLIEU	Directeur général, Groupe Agence Française de Développement, Paris
Giovanni RAVASIO	Directeur général des Affaires économiques et financières, Commission européenne, Bruxelles
Gaston REINESCH	Directeur général, Ministère des Finances, Luxembourg
Emmanuel RODOCANACHI	Chargé de mission, Direction du Personnel et de la Modernisation administrative, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris
Ivan ROGERS	Deputy Director for Europe and International Finance Directorate, HM Treasury, Londres
Gerd SAUPE	Ministerialdirigent, Bundesministerium der Finanzen, Berlin
Lars TYBJERG	Direktør, finansstyrelsen, Copenhagen
Gert VOGT	Sprecher a.d. des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt
Jos de VRIES	Plaatsvervangend Directeur Financiële Betrekkingen, Ministerie van Financiën, La Haye
Thomas WIESER	Sektionschef, Leiter der Integrations- und Zollsektion, Bundesministerium für Finanzen, Vienne

Suppléants :

Gino ALZETTA	Directeur, Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles
Gerhard BOEHMER	Ministerialdirigent, Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Bonn
Guy CRAUSER	Directeur général de la Politique Régionale, Commission européenne, Bruxelles
Bruno DELETRÉ	Sous-Directeur Europe et Affaires monétaires internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris
Nunzio GUGLIELMINO	Dirigente Generale, Capo della Direzione VI°, Dipartimento del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
Giuseppe MARESCA	Dirigente Superiore, Direzione Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
Annette MOE	Spezialkonsulent, finansstyrelsen, Copenhagen
John Francis NUGÉE	Chief Manager, Reserves Management, Bank of England, Londres
Kaarina RAUTALA	Hallitusneuvos, Valtiovarainministeriö, Helsinki
Pierre RICHARD	Président-Directeur général du Crédit Local de France-DEXIA, Paris
Philip RUTNAM	Head of Enterprise Team, HM Treasury, Londres
Konrad SOMMER	Ministerialrat Referat E A3, Bundesministerium der Finanzen, Berlin

...

Situation au 1^{er} mai 2000



Comité de direction :

Le Comité de direction est l'organe exécutif à plein temps de la Banque ; sous l'autorité du Président et sous le contrôle du Conseil d'administration, il assure la gestion des affaires courantes de la BEI. Toutes les décisions importantes sont prises collectivement ; la responsabilité principale de supervision des différentes activités est actuellement répartie entre ses membres comme indiqué ci-dessous. Le Comité de direction prépare et assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration. Le Président, ou à son défaut, l'un des Vice-présidents, préside les séances du Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont responsables uniquement devant la Banque ; ils sont nommés par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration pour une période de 6 ans.

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 22 décembre 1999 de porter temporairement de sept à huit le nombre de Vice-présidents au sein du Comité de direction pour une période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2000, pour faire face à une situation exceptionnelle résultant des nominations déjà décidées par les gouverneurs.

Le Conseil des gouverneurs a nommé M. Philippe MAYSTADT Président de la Banque européenne d'investissement, avec effet au 1^{er} janvier 2000. En tant que ministre belge des Finances, M. MAYSTADT fut gouverneur de la Banque de juin 1988 à juin 1998. Il a succédé à Sir Brian UNWIN, Président depuis le 1^{er} avril 1993.

Le Conseil des gouverneurs a aussi nommé Vice-présidents, à partir du 1^{er} septembre 1999, M. Ewald NOWOTNY, Député au Conseil national autrichien et Président du Comité financier autrichien ; à partir du 1^{er} octobre 1999, M. Francis MAYER, Chef du Service des Affaires européennes et interna-

tionales à la Direction du Trésor du Ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; à partir du 1^{er} janvier 2000, M. Peter SEDGWICK, Directeur adjoint à la Public Spending Directorate du Trésor britannique. Ils ont respectivement remplacé M. Claes de NEERGAARD, Vice-président depuis le 1^{er} septembre 1995, Mme Ariane OBOLENSKY, Vice-présidente depuis le 1^{er} juillet 1994, et Sir Brian UNWIN, Président.

Le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration ont manifesté leurs sentiments de vive reconnaissance au Président, Sir Brian UNWIN ainsi qu'aux Vice-présidents, Mme Ariane OBOLENSKY et M. Claes de NEERGAARD.

Le Conseil des gouverneurs a conféré à Sir Brian UNWIN le titre de Président honoraire, à Mme OBOLENSKY et à M. Claes de NEERGAARD celui de Vice-président honoraire, pour l'œuvre qu'ils ont accomplie au service de la Banque.



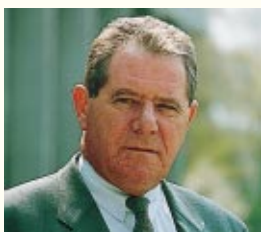
La direction collégiale de la Banque et les responsabilités de supervision de ses membres

Massimo PONZELLINI
Vice-président



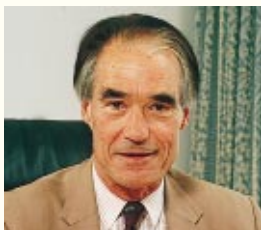
- Financements en Italie et relations avec la Suisse
- Risques de crédit et administration des financements
- Comptabilité et contrôle du risque financier
- Relations avec le FEI
- Activités en faveur des PME

Wolfgang ROTH
Vice-président



- Financements en Allemagne et en Europe centrale et orientale
- Information et Communication
- Vice-gouverneur de la BERD

Rudolf de KORTE
Vice-président



- Financements en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Asie et en Afrique du Sud
- Affaires juridiques et relations avec la Cour de Justice
- Protection de l'environnement
- Liaison avec la BAfD

Philippe MAYSTADT
Président de la Banque et de son Conseil d'administration



- Relations avec le Parlement
- Contrôle financier
- Ressources humaines
- Budget
- Président du Conseil de surveillance du FEI
- Gouverneur de la BERD

Francis MAYER
Vice-président



- Financements en France, au Maghreb, au Maroc, en Israël et à Gaza-Cisjordanie
- Politiques financières
- Marché des capitaux
- Trésorerie

Panagiotis-Loukas GENNIMATAS
Vice-président



- Financements au Danemark, en Grèce, en Irlande, en Albanie, à Chypre, à Malte, en Turquie et dans les pays de l'ex-Yougoslavie
- Evaluation des projets
- Développement régional, Fonds de cohésion

Luis MARTÍ
Vice-président



- Financements en Espagne, au Portugal et en Amérique latine
- Technologie de l'information
- Audit externe et interne
- Liaison avec la BIAD

Ewald NOWOTNY
Vice-président



- Financements en Autriche, en Suède, en Finlande, en Islande, en Norvège, et dans les pays ACP
- Etudes économiques et financières
- Réseaux transeuropéens
- Evaluation ex-post
- Elargissement (aspects institutionnels)
- Liaison avec la NIB et la BAD

Peter SEDGWICK
Vice-président



- Financements au Royaume-Uni
- Ouverture et transparence
- Relations avec les ONG

Structure des services

(Situation au 15 avril 2000)

Secrétariat général

Francis CARPENTER
Secrétaire général



Affaires générales

Rémy JACOB
Directeur

Secrétariat
Hugo WOESTMANN
Planning, budget et contrôle
Theoharry GRAMMATIKOS
Traduction
Georg AIGNER
Achats et services administratifs
Manfredo PAULUCCI DE CALBOLI
Coordination
Evelyne POURTEAU

Services généraux et gestion de l'environnement du travail
Adriaan ZILVOLD
Directeur

Agustín AURÍA

Bureau de représentation à Bruxelles

Andreas VERYKIOS
Directeur

Départements autonomes

Ressources humaines

Gerlando GENUARDI
Directeur
Administration du personnel
Zacharias ZACHARIADIS
Politique du personnel
Margareta HÖLCKE
Recrutement
Jörg-Alexander UEBBING

Technologie de l'information

Dominique de CRAYENCOUR
Directeur
Projets Logiciels
Alexander ANDO
Services
Andrew ALLEN
Ernest FOUSSE

Réalisation des recommandations d'audit
Helmut KUHRT

Directions des Financements dans l'Union européenne

Michel DELEAU
Directeur général



Italie (Rome)

Thomas HACKETT
Directeur

Infrastructure

...

Energie
Michael O'HALLORAN
Industrie et banques
Jean-Christophe CHALINE

Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas

Alain BELLAVOINE
Directeur

France - Infrastructure
Jacques DIOT
France - Entreprises
Constantin SYNADINO
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Ferdinand SASSEN

Allemagne, Autriche

Emanuel MARAVIC
Directeur

Bureau de Berlin
Franz-Josef VETTER
Allemagne (Länder du nord)
Laurent DE MAUTORT
Allemagne (Länder du sud), Autriche
Joachim LINK

Espagne, Portugal

Armin ROSE
Directeur

Espagne - Secteur public
Francisco DOMINGUEZ
Espagne - Secteur privé
Fernando DE LA FUENTE
Bureau de Madrid
José Miguel ZUDAIRE
Portugal
Filipe CARTAXO
Bureau de Lisbonne
David COKER

Irlande, Royaume-Uni, Mer du Nord

Thomas BARRETT
Directeur

Banque, industrie et titrisation
Bruno LAGO
Services collectifs
Tilman SEIBERT
Financements structurés et opérations de partenariat public privé (PPP)
...
Bureau de Londres
Guy BAIRD

Grèce, Finlande, Danemark, Suède

Antonio PUGLIESE
Directeur

Grèce, Finlande
Christopher KNOWLES
Bureau d'Athènes
Arghyro ELEFTHERIADOU
Danemark, Suède
Paul DONNERUP

Coordination

Jos VAN KAAM
Directeur

Coordination
Guy CLAUSSE
Support Opérationnel
Ralph BAST

Direction des Financements à l'extérieur de l'Union européenne

...
Directeur général

Afrique, Caraïbes, Pacifique

Martin CURWEN
Directeur

Flavia PALANZA

Afrique occidentale et sahélienne
Tassilo HENDUS
Afrique centrale et orientale
Jacqueline NOËL
Afrique australe et Océan indien
Justin LOASBY
Caraïbes et Pacifique
Stephen MCCARTHY

Méditerranée

Jean-Louis BIANCARELLI
Directeur

Daniel OTTOLENGHI
Philippe OSTENC

Maghreb, Turquie
Alain SÈVE
Machrek, Moyen-Orient, Malte, Chypre
Patrick WALSH

Europe centrale et orientale

Walter CERNOIA
Directeur

Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne
Grammatiki TSINGOU-PAPADOPETROU
Hongrie, Slovaquie, Slovénie, EURATOM
Henk DELSING
Albanie, Bulgarie, Roumanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, République fédérale de Yougoslavie, ancienne république yougoslave de Macédoine
Guido BRUCH
République tchèque, prêts globaux Europe de l'Est
Jean VRLA

Amérique latine et Asie

Claudio CORTESE
Directeur

Asie
Siward DE VRIES
Amérique latine
Matthias ZÖLLNER

Coordination et contrôle

Manfred KNETSCH
Directeur

Coordination
Marc BECKER
Contrôle : Méditerranée, Europe centrale et orientale, Amérique latine et Asie
Christian CAREAGA
Contrôle : pays ACP et institutions financières
Guy BERMAN

La structure des services étant susceptible d'évoluer, le lecteur voudra bien trouver sa version régulièrement mise à jour sur le site internet de la BEI : www.bei.org



Direction des Finances

René KARSENTI
Directeur général



Marchés des capitaux

Jean-Claude BRESSON
Directeur

Barbara BARGAGLI PETRUCCI
Directeur adjoint

Euro - Emprunts de référence
Carlos FERREIRA DA SILVA

Euro - Autres emprunts
Joseph VOGTEN

Europe (Hors-EURO)

Europe centrale, Méditerranée, Afrique
Barbara BARGAGLI PETRUCCI

Amériques, Asie, Pacifique
Carlos GUILLE

Trésorerie

Anneli PESHKOFF
Directeur

Gestion du portefeuille
James RANAIVOSON

Gestion des liquidités
Francis ZEGHERS

Gestion actif/passif
Jean-Dominique POTOCKI

Prévisions et règlement des opérations

Eberhard UHLMANN
Directeur

Back-office Prêts
Francisco DE PAULA COELHO

Back-office Trésorerie
Erling CRONQVIST

Back-office Emprunts
Yves KIRPACH

Coordination
Henri-Pierre SAUNIER

Politique financière, ALM et gestion des risques de marché
Alain GODARD

Direction des Projets

Caroline REID
Directeur général



Jacques GIRARD
(Affaires économiques)

Agostino FONTANA
(Politiques communautaires)

Peter CARTER
(Politique environnement)

Infrastructure

Peter BOND
Directeur

Aviation/Maritime
Jean-Pierre DAUBET

(Passation des marchés)
Barend STOFKOPER
Infrastructures urbaines
Luis LÓPEZ RODRÍGUEZ
Route/Rail et coordination environnement
Lars NORDIN
Adduction d'eau, assainissement et traitement des eaux usées
José FRADE
Questions économiques
Mateo TURRÓ

Energie/Télécommunications

Günter WESTERMANN
Directeur

Electricité, pétrole et gaz
René VAN ZONNEVELD
Angelo BOIOLI
(Coordination environnement)
Heiko GEBHARDT
(Traitement des déchets)
Télécommunications
Patrick MULHERN
Juan ALARIO GASULLA

Industrie

...

Mines, industrie lourde
Constantin CHRISTOFIDIS
(Coordination environnement)
Jean-Jacques MERTENS
(Industrie manufacturière)
Bernard BÉLIER
Carillo ROVERE
Education, Santé
Stephen WRIGHT
Services, Tourisme, Agroindustrie, intermédiaires financiers
Peder PEDERSEN
Pedro OCHOA

Coordination et contrôle
Patrice GÉRAUD

Direction des Affaires juridiques

Alessandro MORBILLI
Directeur général



Questions financières
Marc DUFRESNE
Co-directeur
Coordination et politique institutionnelle
Pauliine KOSKELO
Co-directeur

Politique opérationnelle
Roderick DUNNETT

Opérations

Konstantin ANDREPOULOS
Directeur général adjoint

Hans-Jürgen SEELIGER

Allemagne, Autriche
Gerhard HÜTZ

Espagne, Portugal
Alfonso QUEREJETA

Grèce, Irlande, Royaume-Uni
Patrick Hugh CHAMBERLAIN

Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas
Pierre ALBOUZE

Danemark, Finlande, Suède, Europe centrale et orientale
Robert WAGENER

ACP, Amérique latine et Asie, Méditerranée, PTOM
Marco PADOVAN
Italie
Manfredi TONCI OTTIERI

Direction des Etudes économiques et de l'Information

Alfred STEINHERR
Economiste en chef



Etudes économiques et financières

Christopher HURST
Eric PERÉE

Documentation et bibliothèque
Marie-Odile KLEIBER

Information et communication

Henry MARTY-GAUQUIÉ
Directeur

Relations avec les médias
Adam McDONAUGH
Politiques de communication
Paul Gerd LÖSER

Coordination
Daphné VENTURAS

Evaluation des opérations

Horst FEUERSTEIN
Directeur



Peter HELGER

Risques de crédit

Terence BROWN
Directeur



Coordination et contrôle
Pier Luigi GILBERT
Directeur adjoint
Infrastructure
Per JEDEFORS
Directeur adjoint des opérations et infrastructures
Risque Financement de projets
Klaus TRÖMEL
Energie et Industrie
John Anthony HOLLOWAY
Banques
Georg HUBER

Contrôle financier

Patrick KLAEDTKE
Directeur



Comptabilité
Luis BOTELLA MORALES
Directeur adjoint

Gestion de projet et coordination
Charles ANIZET

Contrôle interne et contrôle de gestion
...

Audit Interne

Peter MAERTENS

Comité de vérification

Les trois membres du Comité de vérification sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de trois ans renouvelable. Depuis 1996, le Comité a également un observateur, qui est nommé chaque année pour un mandat d'une durée d'un an. Organe indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs, le Comité de vérification s'assure que les opérations de la Banque ont été menées en conformité avec les procédures prévues dans ses Statuts et vérifie la régularité de ses livres. Le Conseil des gouverneurs prend note du Rapport du Comité de vérification et de ses conclusions, ainsi que de la Déclaration du Comité, avant d'approuver le Rapport annuel du Conseil d'administration.

Le 14 juin 1999, le Conseil des gouverneurs a nommé M. Albert HANSEN pour succéder à M. Emidio MARIA dont le mandat s'était achevé. Conformément au système de rotation annuelle, M. Yrjö TUOKKO a assumé la présidence du Comité de vérification que M. MARIA avait exercée jusqu'au 14 juin 1999.

Lors de leur Séance annuelle, les gouverneurs ont également décidé de nommer M. Emidio MARIA comme observateur auprès du Comité de vérification pour un mandat d'un an.



Dans le cadre de ses fonctions, le Comité de vérification tient des réunions mensuelles avec le Comité de direction et les principaux responsables des services de la Banque, coordonne les travaux des auditeurs externes et internes de la Banque dont il examine les rapports, et exploite les informations fournies par les départements de la Banque chargés du suivi et du contrôle.

Le Comité effectue également des visites sur place de projets financés par la Banque ; en 1999, il a ainsi inspecté, conjointement avec la Cour des comptes des Communautés européennes, plusieurs projets financés ou cofinancés en Espagne et au Portugal par des aides non remboursables ou par des prêts, ou ayant bénéficié de bonifications d'intérêts dans le cadre des dispositions prévues par le mécanisme financier de l'Espace économique européen.

En outre, à la suite de visites sur place effectuées avec la Cour des comptes dans tous les pays de l'Union, le Comité a examiné la mise en œuvre et les effets du Mécanisme temporaire PME instauré en avril 1994 pour favoriser la création d'emplois (« Mécanisme de Copenhague »).

Le fonctionnement de la BEI

Dans un souci de répondre au mieux à l'ensemble des tâches qui lui sont confiées, la BEI s'attache à promouvoir une gestion dynamique de ses ressources humaines, en encourageant la mobilité et le développement des personnes. En 1999, les efforts ont porté tout particulièrement sur le développement des cadres de direction. La Banque a également poursuivi son action en matière de formation, d'égalité des chances et de dialogue avec les représentants du personnel.

En outre, la Banque s'attache à faire en sorte que les normes éthiques les plus élevées soient assurées dans la conduite de ses activités, par l'élaboration de codes de conduites s'appliquant à son personnel et à ses organes de direction et par la mise en place de procédures visant à prévenir la fraude.

Gestion du personnel

Mobilité et nouvelles possibilités de carrière

La mobilité constitue une dimension importante de la politique du personnel et chaque année, une centaine de personnes en béné-

ficient. Dans ce contexte, des travaux ont été entrepris en commun avec les directions pour promouvoir la mobilité et l'utiliser comme un outil de développement du personnel. En particulier, une étude portant sur les responsabilités des métiers de rapporteur et de secrétaire a été entreprise pour définir un niveau de responsabilité intermédiaire d'assistant et créer par-là même de nouvelles possibilités de carrière. Dans le même ordre d'idées, un projet d'« enrichissement des responsabilités sur le poste » a été mis en place, devant permettre au personnel d'exécution, dont le potentiel a été reconnu et moyennant une formation appropriée, d'assumer des tâches qui relèvent actuellement de la responsabilité des cadres.

Programme de développement des cadres

L'autre volet essentiel de la gestion des ressources humaines concerne la formation, permettant la valorisation et l'acquisition de nouvelles compétences pour le personnel. Étant donné le rôle essentiel de la fonction d'encadrement dans le développement, la formation et la motivation des personnes, la Banque a mis sur pied un programme de développement des cadres.

Ce programme consiste en plusieurs sessions de formation dans une école de management européenne de premier plan (choisie sur appel d'offre), auxquelles s'ajoute un accompagnement individuel de chaque participant pour l'aider dans l'application de son nouvel acquis.

En outre, comme chaque année, la Banque a maintenu un niveau élevé de formation pour l'ensemble de son personnel, ciblé sur les compétences essentielles dont elle a besoin pour la réalisation de ses activités.





Égalité des chances

La Banque attache une importance particulière à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Le Comité paritaire pour l'égalité des chances (COPEC), créé en 1994, a poursuivi la mise en œuvre de son programme de travail pluriannuel et maintenu ses contacts avec d'autres institutions, notamment avec le réseau ORIGIN et l'Intercopec. Les progrès accomplis en ce qui concerne la représentativité paritaire hommes/femmes dans toutes les catégories professionnelles montrent qu'il y a une réelle volonté de changement au sein de l'institution et les efforts continueront dans cette voie.

La représentation du personnel

Un nouveau collège de représentants du personnel a été élu en mai 1999. Parmi les discussions engagées avec la direction de la Banque, les principaux thèmes abordés concernent la modernisation de la politique du personnel et les conditions de travail. La création d'un Comité paritaire portant sur les questions de santé, d'hygiène et de sécurité au travail a été formalisée. En raison de la complexité des sujets en cours, le porte-parole des représentants du personnel a été détaché de façon à pouvoir travailler pour six mois à temps plein pour le collège.

Ouverture du régime de pension du personnel

Le conseil d'administration a amendé le Règlement du Régime de Pension du personnel de la Banque afin de faciliter le transfert de capitaux en provenance de régimes de pension antérieurs, permettant le rachat d'années d'assurance. Cet assouplissement devrait faciliter le recrutement, sans compromettre la solidité financière du régime de pension. La mise en œuvre effective de cette facilité suppose toutefois la conclusion d'accords de transfert avec les régimes de pension exter-

nes concernés, ce qui pose encore problème dans un certain nombre d'États membres.

Recrutements et effectifs

La Banque a continué en 1999 sa politique pro-active en matière de recherche de candidats et utilisé des méthodes diversifiées, telle que la mise en place d'une fenêtre opportunités d'emplois (« jobs ») sur l'Internet. Elle a participé notamment à des forums de recrutement dans différents pays, maintenu des contacts avec le monde post-universitaire, et développé un fichier de jeunes diplômés, candidats potentiels, ciblés en fonction de ses besoins. Pour la première fois, sur l'ensemble du personnel recruté en 1999, la parité homme/femme a été totale, et parmi les cadres, les femmes ont représenté le tiers des recrutés. Fin décembre 1999, l'effectif de la Banque s'élevait à 1 011 personnes, soit une augmentation 1,3 % par rapport à l'année précédente.

Ressources humaines

	Effectifs	Cadres	Support administratif
1996	948	535	413
1997	977	562	415
1998	998	581	417
1999	1 011	590	421





Éthique

Codes de conduite

Un ensemble de règles en matière d'éthique professionnelle sont consignées dans le code de conduite du personnel, adopté par le comité de direction en 1997. La Banque a étendu cet exercice à ses organes de direction. En 1999, le conseil des gouverneurs a adopté un code de conduite s'appliquant aux membres du comité de direction. Les codes de conduite concernant le conseil d'administration et le comité de vérification sont en cours de finalisation.

Prévention de la fraude

A la lumière d'événements survenus récemment à l'échelle communautaire, la Direction de la Banque s'est attachée à passer en revue sa politique de lutte contre la fraude, afin d'assurer une protection maximale des intérêts financiers de la Banque et de tiers. Dans ce contexte le comité de direction a approuvé un ensemble de règles et procédures concernant la notification de fraude présumée, impliquant les membres du personnel ou ses organes de direction.

Les structures de direction

Afin de répondre aux changements de son environnement et à l'évolution de ses activités, la Banque adapte régulièrement son organisation et ses structures de fonctionnement.

Depuis la parution du précédent rapport, les changements suivants sont intervenus et sont reflétés dans l'organigramme présenté aux pages 68 et 69 du présent document :

- Un département Contrôle financier indépendant a été institué.

- Au sein de la direction PJ, les responsabilités et la mission des différents départements ont été redéfinis. La direction comprend à présent trois départements (Infrastructure, Énergie, Industrie) et une division de coordination.

- D'autre part, l'ancien département des services administratifs a été scindé en deux divisions, l'une en charge des achats et services administratifs, rattachée au département Affaires générales et l'autre responsable des services généraux et de la gestion de l'environnement de travail, rattachée au Secrétariat général.

Les évolutions de la structure de fonctionnement sont reprises dans les publications de la Banque et dans l'organigramme publié sur son site Internet, régulièrement mis à jour.

Personalia

Un nombre important de changements sont également intervenus au niveau du cadre de direction, notamment en raison de départs en retraite (*).

- La direction des Financements dans l'Union européenne : Thomas BARRETT est devenu directeur du département Irlande Royaume-Uni, Mer du nord en remplacement de Thomas HACKETT nommé directeur du département Italie. Antonio PUGLIESE remplace Ernest LAMERS (*) à la tête du département Grèce, Finlande, Danemark, Suède. Jos VAN KAAM, nommé directeur de la coordination, succède à André DUNAND (*).

- La direction des Financements à l'extérieur de l'Union européenne : Fridolin WEBER-KREBS (*) a quitté la direction. Claudio CORTESE a été nommé directeur du département Amérique Latine et Asie en remplacement de Patrick THOMAS, détaché auprès de la Banque asiatique de développement comme administrateur.

(*) départ en retraite

- La direction des Finances : Jean-Claude BRESSON est devenu directeur du département des Marchés des capitaux en remplacement de Ulrich DAMM (*), et Mme Barbara BARGAGLI PETRUCCI a été nommée directeur adjoint de ce même département.

- Le département Contrôle financier : Luis BOTELLA a été nommé directeur adjoint.

- Le département Évaluation des opérations : Horst FEUERSTEIN succède à Jean-Jacques SCHUL (*), comme directeur du département.

- La direction des Affaires juridiques : Mme Pauline KOSKELO devient codirecteur de la direction.

- Le département des Ressources humaines : Gerlando GENUARDI a été désigné représentant de la BEI au Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour succéder à Roger LAVELLE.

- Le département des services administratifs : Adriaan ZILVOLD (*) quitte le département.

Autres développements

En 1998 et 1999, à l'instar d'autres institutions financières, la Banque a déployé de gros efforts dans le domaine des technologies de l'information pour préparer d'abord l'introduction de l'euro et ensuite le passage à l'an 2000.

Elle a engagé, en 1999, un réexamen stratégique de ses systèmes d'information, ce qui a conduit à identifier une série de domaines-clés à développer afin que ces systèmes répondent bien aux besoins futurs de la Banque. Il s'agit, notamment, de consolider éventuellement les

systèmes automatisés actuellement utilisés à l'appui des opérations financières et des tâches administratives ; à cet égard, il sera veillé en priorité à satisfaire le besoin essentiel de communiquer les informations en temps utile, en toute sécurité et de manière fiable, dans le but de faciliter la prise de décision et d'aider à maîtriser les risques. Il est également prévu de réaliser des investissements dans les infrastructures, afin, en particulier, que la Banque soit en mesure de tirer parti des possibilités qu'offrira l'Internet.

Ces innovations techniques nécessiteront, parallèlement, une adaptation des processus et des méthodes de travail, de sorte que la Banque puisse recueillir tous les fruits de ses investissements et demeurer en phase avec les évolutions rapides que connaissent les marchés financiers.

Le Conseil d'administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et engagement au cours de l'année ; il l'encourage à poursuivre ses efforts au soutien des activités de la Banque.

Luxembourg, le 20 avril 2000



Le Président du Conseil d'administration
Philippe Maystadt

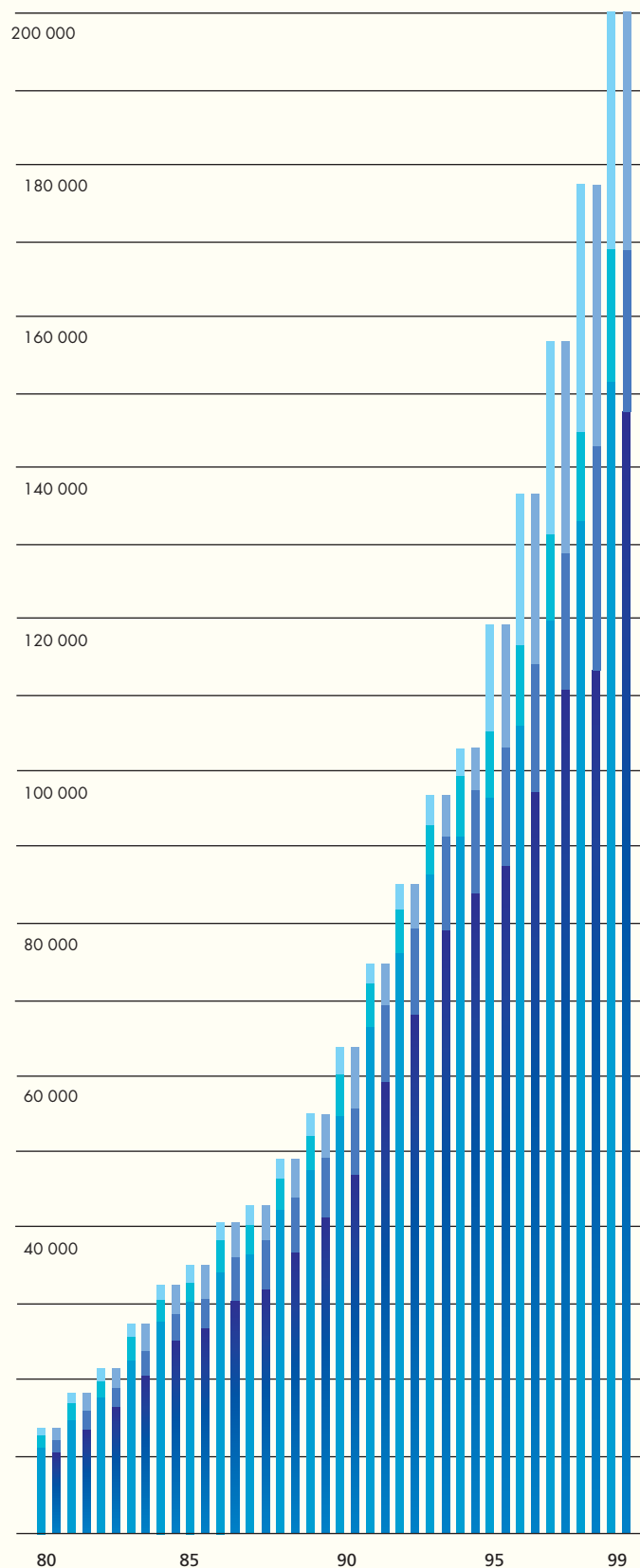


Le Conseil d'administration (voir page 65) assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts, et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs.

Section financière

Evolution du bilan de la Banque	76
Résultats de l'exercice	77
Etats financiers	78
Rapport du réviseur d'entreprises	99
Déclaration du Comité de vérification	100

Evolution du bilan de la BEI



Actif

- Prêts en cours sur ressources propres
- Disponibilités
- Autres éléments de l'actif

Passif

- Emprunts en cours
- Capital, réserves, provisions
- Autres éléments du passif



Le résultat de l'exercice

Le **résultat de l'exercice 1999** s'élève à **1 067 millions** contre 1 195 millions en 1998, soit une baisse de 10,7 %. Avant dotation aux provisions, le résultat d'exploitation s'établit à 1 187 millions en 1999 contre 1 345 millions en 1998, soit une baisse de 11,7 %. Cette diminution relative du résultat s'explique principalement par l'effet long terme de la baisse en tendance des taux d'intérêt survenue entre 1995 et 1999, compensant l'effet de croissance du bilan de la Banque.

La baisse des taux d'intérêt à long terme, qui affecte les principales devises européennes dans lesquelles la Banque opère, conduit à une diminution du taux moyen des prêts qui évolue de 6,70 % en 1998 à 5,91 % en 1999, en ligne en particulier avec l'évolution des taux d'intérêt de l'euro par rapport à ses devises constituantes avant 1999.

Le montant **des intérêts et commissions sur prêts perçus**, en 1999, a atteint **8 608 millions** contre 8 428 millions en 1998, alors que les intérêts et **commissions sur emprunts** se sont élevés à **7 712 millions** contre 7 492 millions en 1998.

Globalement, les activités de **trésorerie** ont dégagé un revenu net de **496 millions** en 1999 contre 594 millions en 1998, en diminution de 98 millions, représentant un rendement global moyen de 3,76 % en 1999 contre 4,56 % en 1998.

La baisse des revenus des activités de trésorerie en 1999 s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Les revenus des placements monétaires ont régressés en net de 38 millions en 1999 par rapport à 1998, suite à la baisse des taux d'intérêt moyens à court terme et malgré une augmentation de l'encours moyen de la trésorerie monétaire nette de 26 %.
- Les revenus du portefeuille obligataire d'investissement ont régressé de 41 millions en

1999 par rapport à 1998, suite à la baisse des taux à long terme, reflétée au travers du remplacement de titres échus.

Une analyse détaillée par compartiment de trésorerie figure à la page 59 du Rapport annuel.

Les dépenses administratives générales et les amortissements sur actifs corporels et incorporels se sont élevés au total à **173,5 millions** en 1999, ce qui représente une hausse de 5,4 % par rapport à 1998 (165 millions).

Le Conseil des Gouverneurs a décidé dans sa séance du 14 juin 1999 d'affecter le résultat de l'exercice 1998 qui, après dotation au fonds pour risques bancaires généraux d'un montant de 150 000 000 euros, s'élève à 1 194 963 181 euros de la manière suivante : (i) imputation d'un montant de 500 000 000 euros aux fonds affectés au programme spécial d'Amsterdam (PASA) et (ii) affectation du solde, soit 694 963 181 euros, à la réserve supplémentaire.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs d'affecter le résultat de l'exercice obtenu après dotation de 120 000 000 d'euros au fonds pour risques bancaires généraux, soit 1 067 390 168 euros, de la manière suivante :

- 500 000 000 d'euros aux fonds affectés à des opérations de capital-risque;
- le solde, soit 567 390 168 euros, à la réserve supplémentaire.

Cette proposition est distincte de celle reprise dans les états financiers dans la rubrique « Capitaux propres et affectation du résultat de l'exercice », puisque la décision d'affectation du résultat de 1999 du Conseil d'administration date du 9 mai 2000, date postérieure à la date d'approbation des états financiers par le Conseil d'administration du 22 février 2000.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

En milliers d'euros

ACTIF	31.12.1999	31.12.1998
1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	11 542	27 170
2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B)	2 066 543	3 446 435
3. Créances sur les établissements de crédit		
a) à vue	77 228	42 472
b) autres créances (Note C)	11 022 396	6 196 174
c) prêts (Note D)	65 234 401	50 614 348
	76 334 025	56 852 994
4. Créances sur la clientèle		
Prêts (Note D)	88 122 260	82 451 072
Provisions spécifiques (Note A.4)	- 175 000	- 175 000
	87 947 260	82 276 072
5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B)		
a) des émetteurs publics	2 241 863	2 142 415
b) d'autres émetteurs	856 165	1 066 879
	3 098 028	3 209 294
6. Actions et autres titres à revenu variable (Note E)	137 188	125 151
7. Participations (Note E)	160 000	160 000
8. Actifs incorporels (Note F)	7 195	4 800
9. Actifs corporels (Note F)	80 913	82 604
10. Autres actifs		
a) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note H)	13 483	19 020
b) débiteurs divers (Note I)	394 242	847 755
c) contrats d'échange de devises à recevoir	27 552 657	26 343 804
	27 960 382	27 210 579
11. Comptes de régularisation (Note J)	3 300 496	3 149 302
	201 103 572	176 544 402

Les notes renvoient à l'annexe aux états financiers

PASSIF

31.12.1999

31.12.1998

1. Dettes envers des établissements de crédit			
a) vue	0	0	
b) à terme ou à préavis (Note K)	336 626	643 624	
		336 626	643 624
2. Dettes représentées par un titre (Note L)			
a) bons et obligations en circulation	147 240 921	122 942 325	
b) autres	845 441	824 918	
		148 086 362	123 767 243
3. Autres passifs			
a) dettes envers les Etats membres (Note G)	0	4 159	
b) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note H)	348 897	324 004	
c) créiteurs divers (Note I)	456 134	766 188	
d) contrats d'échange de devises à payer	26 032 992	26 787 028	
e) divers	34 112	32 994	
		26 872 135	27 914 374
4. Comptes de régularisation (Note J)		4 918 307	4 555 545
5. Provisions pour risques et charges			
fonds de pension du personnel (Note M)		395 898	356 763
6. Fonds pour risques bancaires généraux (Note N)		870 000	750 000
7. Capital			
souscrit	100 000 000	62 013 000	
non appelé	- 94 000 000	- 57 361 015	
		6 000 000	4 651 985
8. Réserves			
a) fonds de réserve	10 000 000	6 201 300	
b) réserve supplémentaire	1 556 854	6 008 605	
		11 556 854	12 209 905
9. Fonds affectés au programme spécial d'Amsterdam		1 000 000	500 000
10. Résultat de l'exercice		1 067 390	1 194 963
		201 103 572	176 544 402

POSTES HORS BILAN

31.12.1999

31.12.1998

Engagements

- Capital BERD (Note E)			
. Non appelé	442 500	442 500	
. A libérer	50 625	59 062	
- Capital FEI (Note E)			
. Non appelé	640 000	640 000	
- Prêts non décaissés (Note D)			
. Etablissements de crédit dont 51,1 M dans le cadre du programme MET/FEI de 250M	7 649 125	6 325 144	
. Clientèle	18 276 584	15 942 646	
		25 925 709	22 267 790
Garanties (Note D)			
. au titre de prêts accordés par des tiers	334 857	346 969	
Dépôts spéciaux pour services d'emprunts (Note R)		1 208 891	4 765 957
Portefeuille-titres (Note S)			
. titres à livrer		0	263 945
Valeur nominale des contrats d'échange de taux et DRS (Note V)		82 781 300	56 540 900
Emprunts lancés et non signés		361 911	1 200 000
Prêts engagés non signés		884 481	0

SITUATION DE LA SECTION SPECIALE ⁽¹⁾ AU 31 DECEMBRE 1999

En milliers d'euros

ACTIF	31.12.1999	31.12.1998
Pays de l'Union		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i>		
Prêts en cours versés ⁽²⁾	12 238	27 743
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
<i>(nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i>		
Prêts en cours versés ⁽³⁾	145 995	208 999
Turquie		
<i>Sur ressources des Etats membres</i>		
Prêts en cours versés ⁽⁴⁾	86 248	98 267
Pays du bassin méditerranéen		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
Prêts en cours versés	229 564	238 494
Opérations sur capitaux à risques		
- montants à verser	148 486	131 463
- montants versés	130 436	102 360
	278 922	233 823
Total ⁽⁵⁾	508 486	472 317
Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
Conventions de Yaoundé		
Prêts versés	47 833	50 475
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	419	419
Total ⁽⁶⁾	48 252	50 894
Conventions de Lomé		
Opérations sur capitaux à risques		
- montants à verser	466 818	479 601
- montants versés	1 084 122	1 022 599
Total ⁽⁷⁾	1 550 940	1 502 200
Total général	2 352 159	2 360 420

Pour mémoire :

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CE :

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III : au 31.12.1999 : 1.477.066 / au 31.12.1998 : 1.488.790

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen : au 31.12.1999 : 169.626 / au 31.12.1998 : 174.900

(1) La Section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963 ; son but a été redéfini par décision du 04 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

(2) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (80/29/EURATOM du 20 décembre 1979, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 dé-

cembre 1985 à concurrence d'un montant total de trois milliards d'euros en vue d'une contribution au financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique :

	2 773 167
A ajouter : ajustements de change	+ 181 690
A déduire : remboursements	- 2 942 619
	12 238

Fonds en gestion fiduciaire

Sur mandat des Communautés européennes

Communauté européenne de l'énergie atomique	12 238	27 743
Communauté européenne :		
- Nouvel instrument communautaire	145 995	208 999
- Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen	360 000	340 854
- Conventions de Yaoundé	48 252	50 894
- Conventions de Lomé	1 084 122	1 022 599
	<hr/>	<hr/>
	1 650 607	1 651 089
Sur mandat des Etats membres	86 248	98 267
	<hr/>	<hr/>
Total	1 736 855	1 749 356

Fonds à verser

Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen	148 486	131 463
Sur opérations sur capitaux à risques au titre des Conventions de Lomé	466 818	479 601
	<hr/>	<hr/>
Total	615 304	611 064
	<hr/>	<hr/>
Total général	2 352 159	2 360 420

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

A ajouter :	ajustements de change		+ 125 604
A déduire :	annulations	201 991	
	remboursements	6 176 763	- 6 378 754
			<hr/>
			145 995

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des Etats membres :

A ajouter :	ajustements de change		+ 13 067
A déduire :	annulations	215	
	remboursements	343 819	- 344 034
			<hr/>
			86 248

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 accordés avant son adhésion à la CE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

A déduire :	annulations	16 419	
	remboursements	82 335	
	ajustements de change	1	- 98 755
			<hr/>
			508 486

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les Etats africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

- prêts à conditions spéciales	139 483	
- contributions à la formation de capitaux à risques	2 503	141 986
A ajouter :		
- intérêts capitalisés	1 178	
- ajustements de change	9 839	+ 11 017
A déduire :		
- annulations	1 574	
- remboursements	103 177	- 104 751
	<hr/>	<hr/>
		48 252

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

- prêts conditionnels et subordonnés	2 209 673	
- prises de participation	72 367	2 282 040
A ajouter :		
- intérêts capitalisés		+ 1 663
A déduire :		
- annulations	296 383	
- remboursements	420 504	
- ajustements de change	15 876	- 732 763
	<hr/>	<hr/>
		1 550 940

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Exercice clos le 31 décembre 1999
en milliers d'euros

31.12.1999

31.12.1998

1. Intérêts et produits assimilés (Note O)	9 329 487	9 303 915
2. Intérêts et charges assimilés	- 7 980 575	- 7 826 739
3. Revenus de participations	3 119	1 600
4. Commissions perçues (Note P)	18 290	20 457
5. Commissions versées	- 3 474	- 5 133
6. Résultat provenant d'opérations financières	- 339	4 096
7. Autres produits d'exploitation	3 477	1 492
8. Frais généraux administratifs (Note Q) :	- 183 891	- 163 665
a) frais de personnel	134 746	127 533
b) autres frais administratifs	<u>49 145</u>	<u>36 132</u>
9. Corrections de valeur (Note F) :	- 8 774	- 7 556
a) sur actifs incorporels	1 646	855
b) sur actifs corporels	<u>7 128</u>	<u>6 701</u>
10. Corrections de valeurs sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	10 070	16 496
11. Dotation au fonds pour risques bancaires généraux (Note N)	<u>- 120 000</u>	<u>- 150 000</u>
12. Résultat de l'exercice	1 067 390	1 194 963

CAPITAUX PROPRES ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 14 juin 1999 d'affecter le résultat de l'exercice 1998 qui, après dotation au fonds pour risques bancaires généraux d'un montant de 150 000 000 d'euros, s'élève à 1 194 963 181 euros, de la manière suivante :

- imputation d'un montant de 500 000 000 d'euros aux fonds affectés au programme spécial d'Amsterdam (PASA) ;
- affectation du solde, soit 694 963 181 euros, à la réserve supplémentaire.

Capitaux propres au 31 décembre 1999 (en milliers d'euros)

	Situation au 31.12.1998	Affectation du résultat de l'exercice 1998	Transfert de la réserve supplémentaire	Dotation de l'exercice 1999	Situation au 31.12.1999
Capital					
- souscrit	62 013 000				100 000 000 ⁽¹⁾
- non appelé	- 57 361 015				- 94 000 000 ⁽¹⁾
	4 651 985		+ 1 348 015 ⁽¹⁾		6 000 000 ⁽¹⁾
Réserves					
- fonds de réserve	6 201 300		+ 3 798 700 ⁽¹⁾		10 000 000
- réserve supplémentaire	6 008 606	+ 694 963	- 5 146 715 ⁽¹⁾		1 556 854
	12 209 906				11 556 854
Fonds pour risques bancaires généraux	750 000			120 000	870 000
Fonds affectés au programme spécial d'Amsterdam	500 000	+ 500 000			1 000 000
Résultats à affecter	1 194 963	- 1 194 963			0
	19 306 854			120 000	19 426 854
Résultat de l'exercice					1 067 390
					20 494 244

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs de reporter à nouveau (résultat à affecter) le résultat de l'exercice, soit 1 067 390 168 euros,

obtenu après dotation de 120 000 000 euros au fonds pour risques bancaires généraux.

(1) Augmentation du capital au 1^{er} janvier 1999.

ETAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1999

En euros

Pays membres	Capital souscrit ⁽¹⁾	Capital non appelé ⁽¹⁾	Versé au 31.12.1998	Transfert de la réserve supplémentaire	Capital libéré et versé ⁽²⁾
Allemagne	17 766 355 000	16 699 382 842	827 479 050	239 493 108	1 066 972 158
France	17 766 355 000	16 699 382 842	827 479 050	239 493 108	1 066 972 158
Italie	17 766 355 000	16 699 382 842	827 479 050	239 493 108	1 066 972 158
Royaume-Uni	17 766 355 000	16 699 382 842	827 479 050	239 493 108	1 066 972 158
Espagne	6 530 656 000	6 140 003 092	302 618 690	88 034 218	390 652 908
Belgique	4 924 710 000	4 630 122 198	228 201 989	66 385 813	294 587 802
Pays-Bas	4 924 710 000	4 630 122 198	228 201 989	66 385 813	294 587 802
Suède	3 267 057 000	3 071 033 586	151 983 002	44 040 412	196 023 414
Danemark	2 493 522 000	2 344 363 695	115 545 254	33 613 051	149 158 305
Autriche	2 444 649 000	2 297 970 078	113 724 695	32 954 227	146 678 922
Finlande	1 404 544 000	1 320 271 348	65 339 188	18 933 464	84 272 652
Grèce	1 335 817 000	1 255 909 988	61 900 005	18 007 007	79 907 012
Portugal	860 858 000	809 362 903	39 890 601	11 604 496	51 495 097
Irlande	623 380 000	586 090 514	28 886 245	8 403 241	37 289 486
Luxembourg	124 677 000	117 219 032	5 777 303	1 680 665	7 457 968
	100 000 000 000	94 000 000 000	4 651 985 161	1 348 014 839	6 000 000 000

A sa séance annuelle du 5 juin 1998, le Conseil des gouverneurs de la Banque a adopté à l'unanimité les décisions suivantes :

(1) Le Conseil des gouverneurs de la BEI a décidé de porter le capital souscrit de 62 013 millions d'euros à 100 000 millions d'euros.

(2) Le 1^{er} janvier 1999, le capital versé se monte à 6 000 millions d'euros, soit 6 % des 100 000 millions d'euros de capital souscrit ; l'augmentation du capital versé est effectuée, au 1^{er} janvier 1999, par transfert de 1 348 014 839 euros prélevés sur les réserves supplémentaires librement utilisables de la Banque.

(*) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 1999

En milliers d'euros

	31.12.1999	31.12.1998
A. Flux de trésorerie des activités d'exploitation :		
Résultat de l'exercice	1 067 390	1 194 963
Ajustements :		
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux	120 000	150 000
Corrections de valeur	8 774	7 556
Ajustement de change non soumis à l'Article 7	596	- 1 540
Variation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	362 762	732 135
Variation des intérêts et commissions à recevoir	- 151 194	- 96 637
Décote portefeuille d'investissement	4 756	- 10 692
Prime portefeuille de couverture	680	12 676
Résultat provenant des activités d'exploitation :	1 413 764	1 988 461
Versements nets prêts	- 27 288 497	- 27 934 115
Remboursements	14 007 544	12 926 015
Solde net des opérations NIC (note I)	44 408	56 415
Variation portefeuille de négociation	- 25 351	- 292 151
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	- 11 848 132	- 13 255 375
B. Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :		
Libération des titres BERD (note E)	- 8 438	- 8 438
Vente de titres	2 022 045	517 528
Acquisition de titres	- 2 013 202	- 508 515
Variations des immobilisations corporelles (note F)	- 5 437	- 7 748
Variations des immobilisations incorporelles	- 4 041	- 3 751
Autres variations d'actifs	12 364	- 85 295
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	3 291	- 96 219
C. Flux de trésorerie provenant des activités de financement :		
Emissions d'emprunts	29 720 169	31 256 664
Remboursements d'emprunts	- 16 062 560	- 14 714 053
Variation des échanges de devises à recevoir	- 1 208 853	- 4 576 501
Variation des échanges de devises à payer	- 754 036	5 043 100
Variation nette des papiers commerciaux	1 863 493	- 864 325
Versé aux Etats membres	0	- 1 000 000
Variation nette des dettes sur les établissements de crédit	- 306 998	- 310 623
Autres variations de passif	- 249 067	240 136
Vente portefeuille de couverture	3 236 144	7 233 487
Acquisition portefeuille de couverture	- 2 238 721	- 7 174 795
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	13 999 571	15 133 090
Etat de la Trésorerie		
Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice	7 891 180	7 402 585
Flux de trésorerie nets en provenance :		
(1) des activités d'exploitation	- 11 848 132	- 13 255 375
(2) des opérations d'investissement	3 291	- 96 219
(3) des opérations de financement	13 999 571	15 133 090
Effet de la variation du taux de change sur les liquidités et les équivalents de liquidités	2 154 250	- 1 292 901
Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice	12 200 160	7 891 180
Analyse des disponibilités (hors portefeuilles d'investissement et de couverture)		
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	11 542	27 170
Effets dont l'échéance à l'émission est de trois mois au plus	1 088 994	1 625 364
Créances sur les établissements de crédit :		
- comptes à vue	77 228	42 472
- comptes de dépôts à terme	11 022 396	6 196 174
	12 200 160	7 891 180

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1999

en milliers d'euros

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Normes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux de la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et comptes consolidés des banques et autres établissements financiers (la « Directive »).

Les principes comptables sont appliqués, s'agissant des éléments d'importance significative, en conformité avec les normes internationales (I.A.S.), excepté pour ceux mentionnés dans les notes relatives aux principes comptables.

2. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie l'euro, monnaie unique des Etats membres participant à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, comme unité de mesure des comptes de capital des Etats membres et pour la présentation de ses états financiers.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses Etats membres et l'euro que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en euros sur la base des taux de conversion à la date du bilan. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

3. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe

Dans un souci de clarification de la gestion de ses liquidités et de renforcement de sa solvabilité, la Banque a décidé de définir les types de portefeuille suivants :

3.1. Portefeuille d'investissement

Il est composé de titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance finale dans le but d'assurer la solvabilité de la Banque. Ces titres sont émis ou garantis par :

- des gouvernements de l'Union européenne, des pays du G10 ou par des organismes publics de ces pays ;
- des institutions publiques supranationales, y compris des banques de développement multinationales.

Le coût d'entrée des titres dans ce portefeuille est le coût d'acquisition ou plus exceptionnellement le coût de transfert (dans le cas notamment de transfert de titres du portefeuille de négociation). La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement se répartit prorata temporis sur la durée de vie restante des titres détenus.

3.2. Portefeuille de couverture

Il est composé de titres à dates d'échéance fixes. Il fait partie de la gestion active par la Banque des risques de taux relatifs à ses activités de prêt et d'emprunt. Les éléments de ce portefeuille sont portés au bilan à leur prix d'acquisition. Lors de la vente de ces titres, les profits ou les pertes constatés sont amortis sur toute la durée de vie restante des emprunts.

3.3. Portefeuille de négociation

Il est composé de titres cotés en bourse émis et garantis par des établissements financiers. Les éléments de ce portefeuille sont portés au bilan à leur valeur de marché.

3.4. Titres à court terme

Pour assurer un niveau de liquidité suffisant, la Banque achète des produits du marché monétaire dont l'échéance est de trois mois au maximum, notamment des bons du Trésor et des titres de créances négociables d'établissements de crédit. Les titres sont détenus jusqu'à l'échéance finale et ces titres sont comptabilisés sur base de la valeur nominale.

Les bons du Trésor figurent à l'actif du bilan dans le poste 2) Effets publics admissibles au refinancement auprès de banques centrales.

Les titres de créances négociables d'établissements de crédit figurent à l'actif du bilan poste 5) Obligations et autres titres à revenu fixe b) d'autres émetteurs.

4. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

4.1. Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leur montant décaissé net

Des provisions spécifiques sont faites sur les prêts ou avances en cours à la fin de l'exercice présentant des risques de non-recouvrement sur une partie ou la totalité de leur montant. Ces provisions sont enregistrées au compte de profits et pertes sous la rubrique « Corrections de valeur sur créances ».

Les corrections de valeur relatives aux intérêts sur ces prêts sont déterminées au cas par cas par la direction de la Banque.

4.2. Intérêts sur prêts

Les intérêts sur prêts sont enregistrés en résultat selon le principe de l'étalement, c'est-à-dire sur la durée de vie des prêts.

S'agissant de prêts octroyés dans le cadre du programme d'action spécial d'Amsterdam (PASA) dont la perception d'intérêts ou de commissions est liée à la rentabilité du projet sous-jacent, les revenus peuvent être enregistrés au moment de leur encaissement. Dans les autres cas, les intérêts sont pris en compte lorsqu'ils sont échus.

4.3. Opérations « Reverse repo » (prise en pension)

Par opération de prise en pension, on entend une opération par laquelle la Banque prête des liquidités à un établissement de crédit qui fournit un collatéral sous forme de titres. Les deux parties s'engagent irrévocablement à mettre fin à l'opération à une date et à un prix déterminés à l'origine.

L'opération est établie suivant le principe de livraison contre paiement : l'emprunteur des liquidités transmet les titres au dépositaire de la Banque en échange du règlement au prix convenu, ce qui génère pour la Banque un rendement associé au marché monétaire.

Ce type d'opération est considéré pour la Banque comme une opération de prêt à intérêt garanti et est comptabilisé à l'actif du bilan au poste 3) Créances sur les établissements de crédit - b) Autres créances. Les titres reçus en garantie sont enregistrés dans des comptes hors bilan.

5. Actions et autres titres à revenu variable et participations

Les actions et participations détenues représentent un investissement à long terme. Elles sont comptabilisées au prix d'acquisition. La valeur comptable est comparée en fin d'année à la valeur estimée. Si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable, une réduction de valeur est comptabilisée si celle-ci présente un caractère durable.

6. Actifs corporels

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau étaient, jusque fin 1997, amortis dans l'année d'acquisition. A partir de 1998, les équipements permanents, les agencements et accessoires, le mobilier, le matériel de bureau et les véhicules figurent au bilan à leur coût d'acquisition, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie estimative de chaque bien acquis, comme ci-après :

- équipements permanents, agencements et accessoires	10 ans
- mobilier	5 ans
- matériel de bureau et véhicules	3 ans

Le patrimoine artistique est amorti dans l'année d'acquisition.

7. Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les investissements en terme de logiciels développés par la Banque qui font l'objet d'un amortissement linéaire dès leur terminaison sur trois années.

La norme IAS 9 précise, entre autres, que pour être porté à l'actif :

- 1- le produit ou procédé est clairement défini, et les frais qui lui sont imputables peuvent être identifiés et mesurés de manière fiable ;
- 2- la faisabilité technique du produit ou procédé peut être démontrée.

8. Fonds de pension et Caisse de maladie

a) Fonds de pension

Le régime de pension principal de la Banque est un régime à prestations définies alimenté par des cotisations et applicable à l'ensemble du personnel de la Banque. Les cotisations de la Banque et de son personnel sont intégralement investies dans les actifs de la Banque. Ces contributions annuelles sont accumulées et reconnues dans un compte de provision spécifique inscrit au passif du bilan de la Banque, ainsi que les intérêts annuels.

Les engagements en matière de prestations de retraite sont évalués au moins une fois tous les trois ans selon la norme IAS 19 en utilisant la méthode de référence des unités de crédit projetées (« projected unit credit method ») pour s'assurer que la provision comptabilisée est adéquate. Les pertes ou les gains actuariels sont répartis sur la base de la durée résiduelle de vie active estimée du personnel.

b) Caisse de maladie

La Banque a institué, au profit des membres du Personnel, sa propre Caisse de maladie au financement de laquelle contribuent la Banque et le personnel. La Caisse de maladie est gérée actuellement sur la base de l'équilibre entre les prestations et les cotisations.

9. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce poste comprend les montants que la Banque décide d'affecter à la couverture des risques associés aux opérations de prêts et aux autres opérations financières, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations.

La dotation à cette provision apparaît de manière distincte dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Dotation au fonds pour risques bancaires généraux » en

conformité avec « la Directive » tandis que les normes comptables internationales requièrent qu'une telle dotation fasse partie de l'affectation du résultat.

10. Fonds affectés au Programme d'Action Spécial d'Amsterdam

Ce poste comprend le montant des affectations du résultat annuel de la Banque déterminé chaque année par le Conseil des gouverneurs pour faciliter des mécanismes de fourniture de capital-risque dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution du Conseil européen sur la croissance et l'emploi adoptée les 16 et 17 juin 1997.

Les corrections de valeur relatives à ces opérations seront, lors de l'affectation des résultats ultérieurs, déduites de ce poste.

11. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

12. Opérations d'échange de monnaies ou de taux d'intérêt (swaps)

La BEI conclut des opérations d'échange de monnaies principalement dans le cadre de la collecte de ses ressources de sorte que le produit d'un emprunt en une monnaie donnée puisse être converti en une autre monnaie. Elle effectue simultanément une opération de change à terme afin d'obtenir les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. Les montants relatifs à ces opérations sont repris au bilan dans la rubrique autres actifs pour ce qui concerne les montants bruts à recevoir et dans la rubrique autres passifs pour ce qui concerne les montants bruts à payer.

La Banque conclut également des opérations d'échange d'intérêt dans le cadre d'opérations de couverture. Les intérêts y afférents sont comptabilisés sur base de la méthode « prorata temporis ». Les montants nominaux des opérations d'échange d'intérêt sont enregistrés dans les comptes hors bilan.

13. Comptes de régularisation

Ces comptes comprennent :

à l'actif : les charges comptabilisées durant l'exercice mais qui concernent un exercice ultérieur, ainsi que les produits se rapportant à l'exercice qui ne seront exigibles que postérieurement à la clôture de ce dernier (principalement intérêts sur prêts) ;

au passif : les produits perçus avant la date de clôture du bilan mais imputables à un exercice ultérieur, ainsi que les charges qui, se rapportant à l'exercice, ne seront dues qu'au cours d'un exercice ultérieur (principalement intérêts sur emprunts).

14. Intérêts et produits assimilés

Outre les intérêts et commissions sur prêts, sur placements et autres produits du portefeuille-titres, cette rubrique enregistre également les indemnités perçues par la Banque sur les remboursements anticipés effectués par ses emprunteurs. Dans un souci de maintenir une équivalence dans le traitement comptable entre le revenu sur prêts et le coût des emprunts, la Banque étale les indemnités de remboursements anticipés perçues sur la durée restant à courir des prêts concernés.

15. Afin d'assurer la comparabilité avec la présente période, certains chiffres ont été reclassés.

Note B — Portefeuille-titres

	31.12.1999	31.12.1998
Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (dont 12 641 non cotés en 99 et 12 676 en 98)	2 066 543	3 446 435
Obligations et autres titres à revenu fixe (admis à la cote) :	3 098 028	3 209 294
	5 164 571	6 655 729

	Valeur d'acquisition	Etalement de la décote ou des primes comptabilisées	Valeur comptable	Décote ou primes à comptabiliser	Valeur à l'échéance	Valeur de marché
Portefeuille d'investissement	2 449 092	43 118	2 492 210	18 426	2 473 784	2 491 050
Portefeuille de couverture	1 265 865	—	1 265 865	—	1 223 890	1 159 209
Portefeuille de négociation	315 155	—	317 502	—	343 938	317 502
Autres papiers à court terme	1 088 994	—	1 088 994	—	1 088 994	—
	5 119 106	43 118	5 164 571			

Note C — Créances sur les établissements de crédit (autres créances)

	31.12.1999	31.12.1998
Dépôts à terme	7 854 434	4 612 506
Reverse repos(*)	3 167 962	1 583 668
	11 022 396	6 196 174

(*) Ces opérations comprennent des opérations réalisées avec un dépositaire tiers qui s'engage sur base d'un contrat cadre à garantir le respect des conditions contractuelles, notamment en ce qui concerne :

- la livraison contre paiement,
- la vérification du collatéral,
- la marge de nantissement requise par le prêteur qui doit toujours être présente et suffisante, en vérifiant quotidiennement la valeur des titres sur le marché,

- l'organisation de la substitution du nantissement sous réserve que celui-ci soit conforme à toutes les exigences stipulées dans le contrat.

Note D — Etat résumé des prêts et des garanties au 31 décembre 1999

1. Total des prêts accordés (*)

Montant total des prêts accordés depuis l'origine, calculé sur la base des parités appliquées au jour de la signature	290 598 102
A ajouter : intérêts capitalisés	28 761
ajustements de change	+ 9 142 225
A déduire : résiliations et annulations	7 615 862
remboursements en principal	112 870 856
	- 120 486 718
Total des prêts accordés	179 282 370

Prêts accordés

Décomposition du total des prêts accordés :

	à des établissements de crédit comme intermédiaire	directement au bénéficiaire final	Total
- Partie décaissée	65 234 401	88 122 260	153 356 661
- Partie non décaissée	7 649 125	18 276 584	25 925 709
Total des prêts accordés	72 883 526	106 398 844	179 282 370

(*) Le total des prêts accordés englobe aussi bien la partie décaissée des prêts accordés que celle restant à décaisser.

2. Limite statutaire relative aux opérations de prêts et de garanties

compare au total des prêts et garanties accordés de 179,617 milliards, qui se répartit comme suit :

En vertu de l'article 18 alinéa 5 des statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit.

Total des prêts accordés : 179,282

Total des garanties au titre de prêts accordés par des tiers : 0,335

Au niveau du capital actuel, le plafond se situe à 250 milliards et se

179,617

Note E — Actions et autres titres à revenu variable et participations

Actions et autres titres à revenu variable

Ce poste comprend :

- Un montant de EURO 106 875 000 (1998 : 98 437 500), qui représente le capital libéré par la Banque au 31 décembre 1999 au titre de sa souscription de EURO 600 000 000 au capital de la BERD.

La Banque détient 3,1 % du capital souscrit.

- Un montant de EURO 30 312 638 (1998 : 26 713 776), d'autres actions, pour une valeur de marché de EURO 36 734 807, acquises afin de garantir le recouvrement de créances.

Participations

Ce poste, d'un montant de EURO 160 000 000, représente le capital libéré par la Banque au titre de sa souscription de EURO 800 000 000 au capital du Fonds européen d'investissement, ayant son siège social à Luxembourg.

La Banque détient 44,5 % du capital souscrit.

Si ces titres avaient été comptabilisés en appliquant la méthode de mise en équivalence, l'impact sur le résultat et les capitaux propres de la Banque n'aurait pas été significatif.

En milliers d'euros	% détenu	Total capitaux propres	Total résultat net	Total bilan
BERD (31.12.1998)	3,1	2 926 789	(261 233)	16 046 630
FEI (31.12.1998)	44,5	413 880	27 774	436 432

Note F — Actifs corporels et incorporels

	Terrain	Immeubles Kirchberg	Immeuble Lisbonne	Installations et matériel	Total actifs corporels	Total actifs incorporels
Valeur nette comptable en début d'année	3 358	74 188	167	4 891	82 604	4 800
Acquisitions durant l'année	—	—	—	5 437*	5 437	4 041
Amortissements durant l'année	—	3 830	14	3 284*	7 128	1 646
Valeur nette comptable 31.12.1999	3 358	70 358	153	7 044	80 913	7 195

L'ensemble des terrains et immeubles sont utilisés par la Banque pour ses propres activités.

* dont 212 d'acquisition et d'amortissement pour le patrimoine artistique.

Note G — Dettes envers les Etats membres pour ajustement du capital

Jusqu'au 31 décembre 1998, l'application des taux de conversion indiqués dans la note Y a conduit à un ajustement des montants versés par les Etats membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Suite à la création de l'EURO au 1^{er} janvier 1999, les paiements des dettes envers les 3 Etats membres concernés ont été effectués le 29 janvier 1999 pour solder définitivement les comptes.

Note H — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) Une partie des montants reçus de la Commission des Communautés européennes dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme qui est enregistrée à l'actif dans le poste 10 a. « A recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME ».

b) « Les bonifications d'intérêt reçues d'avance » (poste 3 b.) au passif comprennent :

- les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de l'Union au titre des conventions signées avec les Etats ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen ;

- les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque à l'intérieur de l'Union, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979 et dans le cadre du mécanisme financier établi par les Etats de l'AELE conformément à l'accord AELE signé le 2 mai 1992 ;

- les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note I — Comptes divers

	31.12.1999	31.12.1998
Débiteurs divers :		
- Les prêts à la construction et avances accordés au personnel	96 377	73 821
- Solde net des montants décaissés au titre d'emprunts et des montants encaissés au titre de prêts dans le cadre des opérations NIC gérées pour le compte de la Communauté européenne (Section spéciale)	157 272	201 680
- Produits d'emprunts à recevoir	0	398 679
- Autres	140 593	173 575
	394 242	847 755

Créditeurs divers :

- Les comptes de la Communauté européenne :		
. pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser	160 366	131 932
. les comptes de dépôts	56 343	43 813
- les comptes de dépôts détenus dans le cadre du mécanisme financier de l'AELE	—	347 501
- autres	239 425	242 942
	456 134	766 188

Note J — Comptes de régularisation

	31.12.1999	31.12.1998
A l'actif :		
Intérêts et commissions à recevoir	2 620 230	2 667 438
Charges sur emprunts à répartir	679 435	480 563
Autres	831	1 301
	3 300 496	3 149 302
Au passif :		
Intérêts et commissions à payer	3 410 074	3 296 644
Produits sur prêts à répartir . .	594 921	419 923
Autres	177 391	171 609
Produits d'emprunts à répartir .	735 921	667 369
	4 918 307	4 555 545

Note K — Dettes envers des établissements de crédit (à terme ou à préavis)

	31.12.1999	31.12.1998
- Emprunts à court terme . . .	329 539	639 574
- Billets à ordre de la BERD détenus pour libérer le capital .	7 087	4 050
	336 626	643 624

Note L — Etat résumé des dettes représentées par un titre au 31 décembre 1999

Payables en	Emprunts					Echanges de monnaies					Montant net	
	Encours au 31.12.1998	Taux moyen	Encours au 31.12.1999	Taux moyen	Echéances	Montants à payer (+) ou à recevoir(-)					Encours au 31.12.1998	Encours au 31.12.1999
						31.12.1998	Taux moyen	31.12.1999	Taux moyen			
EUR	11 017 135	6,49	43 544 473	5,51	2000/2029	230 075	- 4,59	381 056	+	3,13	10 787 060	43 925 529
DEM	15 332 485	5,98	3 884 329	6,63	2000/2028	5 626 474	+	5,17	5 340 689	+	5,19	20 958 959
FRF	10 454 902	7,05	5 676 471	6,83	2000/2012	529 003	+	5,72	263 927	+	4,56	10 983 905
ITL	18 634 326	7,08	8 893 190	7,10	2000/2018	245 295	+	3,01	245 295	+	3,11	18 879 621
BEF	153 942	7,01	74 120	7,41	2002/2004	119 342	+	8,25	119 342	+	8,25	273 284
NLG	4 044 426	6,55	3 192 038	6,68	2000/2009	1 557 764	-	3,09	1 557 764	-	3,22	2 486 662
IEP	314 768	7,99	118 530	7,39	2000/2003	316 135	+	4,76	316 135	+	4,70	630 903
LUF	867 627	7,04	815 653	7,12	2000/2007	309 867	-	6,91	309 867	-	6,91	557 760
ESP	5 681 042	7,64	5 104 939	7,76	2000/2026	2 981 892	+	3,13	2 337 829	+	3,20	8 662 934
PTE	1 589 282	5,55	1 240 123	5,79	2000/2016	1 662 591	+	3,57	1 463 072	+	3,68	3 251 873
FIM	67 275	6,28	67 275	6,28	2001/2002	157 348	+	3,05	157 348	+	3,21	224 623
DEVICES-IN	68 157 210		72 611 141									
GBP	19 802 230	7,39	28 362 612	6,93	2000/2040	2 183 789	+	7,08	2 027 728	+	6,88	21 986 019
DKK	523 576	5,25	483 656	4,94	2002/2005	232 092	-	3,83	46 602	-	3,37	291 484
GRD	667 296	10,20	954 743	7,77	2000/2004	60 663	+	11,37	211 929	-	9,35	727 959
SEK	301 959	7,20	217 810	5,70	2003/2007	229 387	+	3,58	493 434	+	3,45	531 346
USD	18 909 514	6,26	27 672 159	6,02	2000/2026	4 357 269	-	4,29	3 322 750	-	5,95	14 552 245
CHF	4 120 589	5,06	3 753 567	4,90	2000/2014	47 705	+	7,11	172 388	+	7,11	4 168 294
JPY	7 081 830	4,62	7 851 617	3,83	2000/2022	3 065 339	-	4,25	3 605 636	-	4,25	4 016 491
NOK	56 361	5,38	260 014	5,56	2004/2007	—	—	260 014	-	5,65	56 361	—
CAD	1 963 314	7,96	2 341 867	7,84	2000/2008	1 907 947	-	9,00	2 273 412	-	9,00	55 367
AUD	535 718	8,58	692 193	7,88	2001/2005	535 718	-	8,58	692 193	-	7,88	—
CZK	195 562	12,27	204 487	10,68	2000/2013	184 691	-	12,31	110 794	-	12,44	10 871
HKD	549 411	8,01	1 185 396	7,75	2001/2009	549 411	-	8,01	1 185 396	-	7,75	—
NZD	181 084	8,38	154 983	7,17	2001/2004	181 084	-	14,05	154 983	-	7,17	—
ZAR	516 570	14,23	801 340	13,79	2000/2018	409 252	-	13,26	558 089	-	13,44	107 318
HUF	27 735	17,26	76 561	12,60	2003/2004	—	—	—	—	—	27 735	76 561
EEK	9 638	10,00	9 587	10,00	2001/2001	9 638	-	10,00	9 587	-	10,00	—
TWD	159 479	6,54	381 877	6,07	2003/2004	159 479	-	6,54	381 877	-	6,07	—
SKK	—	—	70 752	15,58	2001/2002	—	—	70 752	-	15,58	—	—
TOTAL	123 759 076		148 086 362									
Prime	8 167											
TOTAL	123 767 243		148 086 362									

Le remboursement de certains emprunts est indexé sur des indices boursiers (valeur historique : 2 976 M). Tous ces emprunts sont entièrement couverts par des opérations d'échanges.

Note M — Provisions pour risques et charges (fonds de pension du personnel)

Les engagements en matière de prestations de retraite ont été évalués au 30 juin 1997 selon la méthode des unités de crédit projetées (« projected unit credit method ») en utilisant les services d'un actuair indépendant. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation de 6,5 % pour la détermination de la valeur actuelle des prestations acquises ;
- un âge moyen de départ à la retraite de 62 ans ;
- une évolution moyenne combinée de l'augmentation du coût de la vie et de l'effet de carrière estimée à 4 %.

La provision pour fonds de pension a évolué comme suit :

- provision au 31 décembre 1998 356 763
- paiements effectués au cours de l'année - 12 104

- coût annuel + 51 239
- provision au 31 décembre 1999 **395 898**

Note N — Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a évolué de la façon suivante :

	31.12.1999	31.12.1998
Fonds en début d'année	750 000	600 000
Dotation de l'année	120 000	150 000
Fonds en fin d'année	870 000	750 000

Note O — Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés : (poste 1 du compte de profits et pertes)

	31.12.1999	31.12.1998
Allemagne	1 187 974	954 695
France	1 146 025	1 104 184
Italie	1 259 349	1 591 026
Royaume-Uni	1 361 692	1 243 191
Espagne	1 062 014	1 099 465
Belgique	220 618	196 995
Pays-Bas	146 018	141 290
Suède	159 417	146 996
Danemark	243 726	269 673
Autriche	78 841	66 197
Finlande	73 042	58 547
Grèce	299 413	303 519
Portugal	449 831	484 371
Irlande	139 391	173 531
Luxembourg	21 086	12 453
	7 848 437	7 846 133
A l'extérieur de l'Union	759 677	582 035
	8 608 114	8 428 168
Résultats non ventilés (1)	721 373	875 747
	9 329 487	9 303 915

(1) Résultats non ventilés :

Produits du portefeuille-titres d'investissement	144 693	178 956
Produits du portefeuille-titres de couverture	90 684	208 889
Produits titres à court terme	67 549	42 663
Produits du marché monétaire	418 447	445 239
	721 373	875 747

Note P — Ventilation par marché géographique des commissions perçues : (poste 4 du compte de profits et pertes) :

	31.12.1999	31.12.1998
France	42	99
Italie	32	45
Royaume-Uni	141	96
Espagne	1	2
Danemark	42	47
Grèce	38	53
Irlande	39	52
	335	394
Institutions communautaires	17 955	20 063
	18 290	20 457

Note Q — Dépenses et charges administratives

	31.12.1999	31.12.1998
Traitements et émoluments	91 970	88 593
Cotisations sociales et autres dépenses à caractère social	42 776	38 940
Frais de personnel	134 746	127 533
Frais généraux et charges administratives	49 145 (*)	36 132
	183 891 (**)	163 665

(*) dont 12 933 de dons : - 10 000 pour l'initiative PPTE (HIPC)
- 2 933 pour les tremblements de terre.

(**) dont 5 017 pour les dépenses relatives à l'AN 2000 (31.12.1998 : 5 006).

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 1 011 au 31 décembre 1999 (998 au 31 décembre 1998).

Note R — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus payés par la Banque aux agents payeurs mais non encore présentés à l'encaissement par les détenteurs d'obligations émises par la Banque.

Note S — Relevé des opérations à terme sur portefeuille-titres

Les montants correspondent à des opérations effectuées sur le portefeuille-titres dont les dates de valeur sont postérieures à la clôture de l'exercice.

Note T — Valeur actuelle estimée des instruments financiers

La Banque enregistre les instruments financiers de bilan sur la base de leur coût historique en devises hormis le portefeuille de négociation, ce qui représente le montant reçu lorsqu'il s'agit d'un passif ou le montant payé pour acquérir un actif. La valeur actuelle des instruments financiers (essentiellement prêts, trésorerie, titres et emprunts après échanges à long terme de taux ou de devises) figurant à l'actif et au passif en comparaison à leur valeur comptable est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros) 31 décembre 1999	Actif		Passif	
	valeur nette comptable	valeur actuelle	valeur comptable	valeur actuelle
- Prêts	153 182	157 907	—	—
- Portefeuille de couverture	1 266	1 187	—	—
- Portefeuille d'investissement	2 492	2 545	—	—
- Portefeuille de négociation	318	318	—	—
- Disponibilités	12 200	12 200	—	—
- Emprunts après swaps	—	—	144 791	149 450
Total	169 458	174 157	144 791	149 450

Note U — Gestion des risques

Les risques significatifs auxquels doit répondre la Banque sont les suivants :

- * risque de crédit
- * risque de taux
- * risque de liquidité
- * risque de change

Risque de crédit

Le risque de crédit concerne principalement les activités de prêts de la Banque et, dans une moindre mesure, les instruments de trésorerie tels que les obligations à revenu fixe détenues dans les portefeuilles d'investissement, de couverture ou de négociation, les certificats de dépôt ou les dépôts interbancaires à terme.

Le risque de crédit associé à l'emploi des instruments dérivés sera analysé également ci-après (note V).

La gestion du risque de crédit est basée, d'une part, sur la mesure du risque de crédit vis-à-vis des contreparties et, d'autre part, sur l'analyse de leur solvabilité.

Pour ce qui concerne l'activité de prêts, de trésorerie et d'instruments dérivés, le risque de crédit est géré par un département indépendant « Risques de Crédit » sous la responsabilité directe du Comité de direction. De ce fait, la Banque a mis en place une structure opérationnellement indépendante pour la définition et la surveillance du risque de crédit.

Prêts

Pour limiter le risque de crédit sur son portefeuille de prêts, la Banque ne prête qu'à des contreparties dont la solvabilité à terme a pu être démontrée et qui peuvent offrir des garanties jugées suffisamment solides. Pour mesurer et gérer efficacement le risque de crédit en matière de prêts, la Banque a classé ses crédits selon des critères généralement reconnus, basés sur la qualité de l'emprunteur, la garantie ou le cas échéant le garant.

La structure des garanties sur le portefeuille de prêts accordés au 31 décembre 1999 s'analyse comme suit (en millions d'euros) :

- à l'intérieur de l'Union :

		Garant					
		Etats membres	Institutions publiques ⁽¹⁾	Banques « zone A »	Sociétés ⁽¹⁾	Sans garantie formelle ⁽²⁾	Total
Emprunteur	Etats membres					14 048	14 048
	Institutions publiques	21 434	8 147	2 136	1 205	398	33 320
	Banques « zone A »	10 652	19 191	8 488	14 536	7 383	60 250
	Sociétés	4 433	429	16 641	24 971	3 838	50 312
	Total	36 519	27 767	27 265	40 712	25 667	157 930

(1) Les prêts garantis par des cessions de créances sont classés par nature du bénéficiaire final.

(2) Prêts pour lesquels aucune garantie formelle n'a été requise compte tenu du degré de solvabilité de l'emprunteur représentant par lui-même une garantie adéquate. Des clauses contractuelles convenables assurent les droits de la Banque pour accéder à des sûretés indépendantes lors du déclenchement de certains événements.

- à l'extérieur de l'Union :

Garantis par :

Etats membres	1 789
Budget communautaire	16 715 (*)
Mécanisme pré-adhésion	2 847
Total	21 351

(*) dont 1 599 millions sont des opérations de risk-sharing comme expliqué ci-dessous.

Les prêts à l'extérieur de la Communauté (à l'exception des prêts dans le cadre du mécanisme pré-adhésion) bénéficient en dernier ressort de garanties du budget communautaire ou des Etats membres (prêts ACP, PTOM). Dans toutes les régions (Afrique du Sud, pays méditerranéens,

d'Europe centrale et orientale (PECO), d'Asie et d'Amérique latine), à l'exception de ACP et PTOM, pour les prêts bénéficiant de la garantie souveraine, tous les risques sont couverts en dernier ressort par le budget communautaire.

Les nouveaux accords décidés par le Conseil de l'Union européenne du 14/04/97 (réf. 97/256/CE) introduisent le concept du « risk-sharing » dans le cadre duquel certains prêts de la Banque sont garantis par des sûretés de tierces parties pour le risque commercial, la garantie budgétaire s'exerçant dans le cas de risques politiques seulement ayant pour origine le non-transfert de devises, l'expropriation, la guerre ou les troubles civils. Jusqu'à présent, EURO 1 207 millions relatifs au « risk-sharing » ont été signés sous cet accord.

Les prêts accordés dans le cadre du mécanisme pré-adhésion (2 847 millions d'euros) ne bénéficient pas de garanties budgétaires de la Communauté ou des Etats membres.

PRETS POUR INVESTISSEMENTS A L'EXTERIEUR DE L'UNION

Ventilation des prêts selon les garanties dont ils sont assortis (en milliers d'euros)

Accord financier	Encours	Accord financier	Encours
<i>Garantie des états membres</i>		Yougoslavie – Protocole 2	233 205
Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 2	34 163	Yougoslavie – Art.18 (1984)	30 347
Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 3	276 800	<i>Total garantie du budget communautaire à 75%</i>	<i>4 546 637</i>
Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4	1 035 469	<i>Garantie du budget communautaire à 70%</i>	
Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4/prot. 2	442 920	Afr. Sud-375m -DEC. 29.01.97	286 645
<i>Total garantie des états membres</i>	<i>1 789 352</i>	Euromed (BEI)-2310m-DEC. 29.01.97	2 372 983
<i>Garantie du budget communautaire a 100%</i>		PECO – 3520m -DEC. 29.01.97	3 378 102
Afr. Sud-300m -DEC. CG 19.06.95	301 725	FYROM – 150m – 1998/2000	130 000
PECO – 1 mrd -DEC. CG 29.11.89	744 662	ALA II – 900m	789 640
PECO – 3 mrd -DEC. CG 02.05.94	2 815 823	ALA Interim. (gar.70%-rs)-122m	128 646
PECO – 700 m -DEC. CG 18.04.91	429 710	<i>Total garantie du budget communautaire à 70%</i>	<i>7 086 016</i>
ALA I – 750m	626 119	<i>Total garantie du budget communautaire</i>	<i>16 715 454</i>
ALA Interim. (gar. 100%)-153m	164 762	<i>Mécanisme pré-adhésion</i>	
<i>Total garantie du budget communautaire à 100%</i>	<i>5 082 801</i>	Chypre-préadhésion – 1998/2000	250 000
<i>Garantie du budget communautaire à 75%</i>		PECO – préadhésion – 1998/2000	2 596 734
Protocoles méditerranéens	4 078 136	<i>Total mécanisme pré-adhésion</i>	<i>2 846 734</i>
Slovénie – Protocole 1	145 043	<i>Total general</i>	<i>21 351 540</i>
Yougoslavie – Protocole 1	59 906		

Ci-dessous, est présentée la distribution des prêts en cours décaissés (en millions d'euros) à la clôture de l'exercice par secteur d'activité de l'emprunteur :

Secteur d'activité	Echéances				
	jusqu'à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total 1999	Total 1998
Energie	2 218	8 133	11 663	22 014	21 553
Transports	2 655	10 108	29 325	42 088	36 393
Télécommunications	1 546	8 465	4 683	14 694	14 377
Eau, assainissement	892	4 366	7 274	12 532	11 365
Infrastructures diverses	310	1 675	4 608	6 593	4 617
Agriculture, sylviculture, pêche	47	194	241	482	487
Industrie	1 669	7 750	3 137	12 556	11 697
Services	230	764	696	1 690	1 398
Prêts globaux	3 484	17 093	18 578	39 155	30 273
Education, santé	9	176	1 368	1 553	905
	13 060	58 724	81 573	153 357	133 065

Trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie (portefeuille-titres, papiers commerciaux, comptes à terme...) est géré d'une manière stricte par le choix de contreparties ou d'émetteurs de premier ordre.

Des limites dans la structure des portefeuilles-titres et sur les encours des instruments de trésorerie ont été définies par la Direction notamment en fonction de la cotation attribuée aux contreparties par les agences de notation. (Ces limites sont régulièrement revues par le département en charge des risques de crédit).

Ci-après, le tableau représente en pourcentage le risque de crédit associé aux portefeuilles-titres et aux instruments de trésorerie en fonction de la qualité en terme de crédit des contreparties ou des émetteurs :

Pourcentage au 31 décembre 1999	Portefeuille-titres en %	Instruments de trésorerie en %
notation Moody's ou équivalent		
AAA	55	11
de AA1 à AA3	44	73
A1	—	7
Inférieur à A1	—	9
non cotés	1	—
Total	100,00	100,00

Risque de taux

La Banque a en place une organisation générale de la fonction actif/passif en appliquant les meilleures pratiques de l'industrie financière et notamment un comité de gestion actif/passif (ALCO) sous la responsabilité directe du Comité de direction. A cet effet, elle a décidé une stratégie de la gestion actif/passif qui consiste à maintenir la duration des fonds propres à environ 5 à 6 ans protégeant la Banque contre une variabilité importante de ses revenus à long terme.

Compte tenu d'un portefeuille notionnel de fonds propres s'inscrivant dans l'objectif susmentionné de duration des fonds propres égale à 5 à 6 ans, une augmentation des taux d'intérêt de 0,01 % sur l'ensemble des devises se traduit par une diminution de la valeur résiduelle (emplois moins ressources) de 1 131 000 euros.

Le tableau suivant illustre l'exposition de la Banque au risque de taux. Il présente les montants nominaux par échéances auxquelles interviennent des changements de taux pour les principaux postes du bilan soumis à réindexation :

Intervalle de réindexation (en millions d'euros) :

	jusqu'à 3 mois	de 3 mois à 6 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total 1999	Total 1998
Actif							
Prêts (valeur brute)	53 365	5 307	7 411	41 561	45 713	153 357	133 065
Trésorerie nette	10 029	150	167	1 029	2 328	13 703	11 557
	63 394	5 457	7 578	42 590	48 041	167 060	144 622
Passif							
Emprunts et swaps	63 547	5 098	4 263	38 286	33 510	144 704	124 210
Risque de taux d'intérêt	- 153	359	3 315	4 304	14 531		

Risque de liquidité

Le tableau ci-après présente une analyse des actifs et des passifs regroupés par échéances en fonction de la durée restant à courir entre la date du bilan et la date contractuelle d'échéance.

Les actifs et passifs pour lesquels il n'existe pas de date contractuelle d'échéance sont regroupés dans la catégorie « Echéance non définie ».

Risque de liquidité (en millions d'euros) :

Echeances	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Echéance non définie	Totaux
Actif						
Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux	11					11
Effets publics admissibles au refinan- cement auprès des banques centrales	437	332	446	852		2 067
Autres créances :						
Comptes à vue	77					77
Autres	11 022					11 022
	11 099	0				11 099
Prêts :						
Aux établissements de crédit	1 146	4 595	28 038	31 455		65 234
A la clientèle	1 417	5 903	30 685	50 118		88 123
	2 563	10 498	58 723	81 573		153 357
Obligations et autres titres à revenu fixe	707	62	731	1 598		3 098
Contrats d'échange de devises à rece- voir	3 537	2 986	15 346	5 684		27 553
Autres actifs					3 918	3 918
Total actif	18 354	13 878	75 246	89 707	3 918	201 103
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	330	2	5			337
Dettes représentées par un titre :	8 093	10 402	69 724	59 867		148 086
Capital, réserves et résultat					20 494	20 494
Autres passifs					6 153	6 153
Contrats d'échange de devises à payer	3 341	2 800	14 487	5 405		26 033
Total passif	11 764	13 204	84 216	65 272	26 647	201 103

Par ailleurs, pour assurer aussi la solvabilité de la Banque et faire face à des besoins de liquidités imprévus, un portefeuille-titres appelé portefeuille d'investissement (Note B) a été créé. Ce portefeuille-titres est composé de titres principalement à revenu fixe émis par des contreparties de premier ordre, majoritairement obligations émises par les Etats membres, avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance finale.

Risque de change

Les sources du risque de change se trouvent dans les fonds propres accumulés en devises non-euro, dans les marges sur opérations et les frais généraux en devises non-euro. L'objectif de la gestion actif/passif est de minimiser ce risque en répartissant les positions nettes du bilan soit en euro, soit en devises-IN. Les déviations par rapport à l'objectif sont éliminées par des opérations régulières sur le marché des changes.

Position de change (en millions d'euros)

Devises	EURO	Devises-in EURO	Livre Sterling	Dollar des Etats-Unis	Autres devises	Total hors EURO	Total général
Actif							
Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux	1		10			10	11
Effets publics admissibles au refinan- cement auprès des banques centrales	2 019	48					2 067
Autres créances : Comptes à vue	39		1	19	18	38	77
Autres	6 075		1 090	3 514	343	4 947	11 022
	6 114		1 091	3 533	361	4 985	11 099
Prêts : aux établissements de crédit	17 519	24 652	11 744	8 992	2 328	23 064	65 235
à la clientèle	24 266	27 812	16 778	11 894	7 372	36 044	88 122
	41 785	52 464	28 522	20 886	9 700	59 108	153 357
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 554	217		278	49	327	3 098
Contrats d'échange de devises à rece- voir	1 322	2 822	2 416	9 890	11 103	23 409	27 553
Autres actifs	1 329	1 398	655	330	206	1 191	3 918
Total actif	55 124	56 949	32 694	34 917	21 419	89 030	201 103
Passif							
Dettes envers les établissements de crédit	119			216	2	218	337
Dettes représentées par un titre : bons et obligations en circulation	43 542	28 895	28 121	27 672	19 011	74 804	147 241
Autres	3	171	241		430	671	845
	43 545	29 066	28 362	27 672	19 441	75 475	148 086
Capital, réserves et résultat	20 494						20 494
Autres passifs	2 697	1 792	703	555	406	1 664	6 153
Contrats d'échange de devises à payer	3 169	11 198	3 647	6 433	1 586	11 666	26 033
Total passif	70 024	42 056	32 712	34 876	21 435	89 023	201 103
Position nette au 31/12/1999	- 14 900	14 893	- 18	41	- 16		
Position nette au 31/12/1998	- 12 181	10 340	1 436	38	367		

Note V — Produits dérivés

1. Dans le cadre de la collecte de fonds

La Banque utilise principalement les produits dérivés dans sa stratégie de collecte de fonds pour, d'une part, rapprocher les caractéristiques en termes de devises et taux d'intérêts des fonds collectés de celles des prêts octroyés et, d'autre part, réduire le coût des fonds collectés.

Les dérivés les plus utilisés sont les suivants :

- * Swaps de devises
- * Swaps de taux d'intérêt
- * Deferred rate setting agreement (DRS)

Swaps de devises

Les swaps de devises sont des contrats dans lesquels il est convenu de convertir les fonds collectés par emprunts dans une autre devise et simultanément un contrat de change à terme est conclu de manière à obtenir un échange futur inverse des deux monnaies pour ainsi être en mesure de rembourser, aux échéances prévues, les fonds collectés.

Swaps de taux d'intérêt

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats dans lesquels il est généralement convenu d'échanger des intérêts à taux variables contre des intérêts à taux fixe ou vice-versa.

Deferred rate setting agreement (DRS)

Cet instrument financier dérivé est assimilable à un contrat d'échange de taux d'intérêt (taux fixe/taux variable ou vice versa). Toutefois, son utilisation est plus spécifique aux organismes financiers de financement à long terme comme la BEI qui collecte des montants importants sur le marché des capitaux.

Utilisation et risques associés

Les swaps de taux ou de devises permettent de modifier les caractéristiques en termes de taux et de devises du portefeuille d'emprunts pour répondre aux demandes des clients de la Banque, mais ils permettent également d'accéder à certains marchés des capitaux en échangeant avec une contrepartie leurs conditions avantageuses d'accès auxdits marchés et ainsi réduire le coût de la collecte de fonds.

L'ensemble des swaps de taux ou de devises adossés au portefeuille d'emprunts ont des échéances identiques à ces emprunts et sont donc à long terme.

Les dérivés tels que décrits ci-dessus sont tous négociés de gré à gré avec des contreparties de premier ordre.

Comme pour les instruments financiers de bilan, les dérivés sont sujets au risque de crédit. Toutefois, au contraire des instruments financiers de bilan pour lesquels le risque de crédit est généralement représenté par le montant notionnel ou le montant nominal, le risque de crédit associé aux dérivés n'est généralement qu'une petite partie de leur valeur notionnelle. Dans le cas de la Banque où seuls des dérivés de gré

à gré sont négociés, le risque de crédit est évalué d'après la méthode du « risque courant » recommandée par la Banque des Règlements Internationaux (B.I.S.). Ainsi le risque de crédit est exprimé comme les valeurs de remplacement positives desdits contrats, majorées des risques potentiels dépendant de la durée et du type de transaction et pondérés par un coefficient lié à la nature de la contrepartie (risque BIS 2 pondéré).

Les tableaux suivants présentent les échéances des swaps de devises et des swaps de taux et DRS confondus pour leur montant notionnel ainsi que le risque de crédit qui leur est associé :

Swaps de devises (en millions d'euros)

	à moins d'un an	de 1 an à 5 ans	de 5 ans à 10 ans	après 10 ans	Total 31.12.1999	Total 1998
Montant notionnel	4 005	15 346	5 292	392	25 035	20 951
Valeur nette actualisée	71	1 027	372	- 45	1 425	- 261
Risque de crédit (suivant BIS 2 pondéré)	55	531	170	57	813	537

Il convient de rappeler que les montants notionnels à recevoir et à payer relatifs aux swaps de devises sont inscrits à l'actif et au passif du bilan sous les rubriques « autres actifs » et « autres passifs » (voir le point 2. pour les swaps à court terme).

Swaps de taux et DRS (en millions d'euros)

	à moins d'un an	de 1 an à 5 ans	de 5 ans à 10 ans	Après 10 ans	Total 31.12.1999	Total 1998
Montant notionnel	6 070	37 786	25 832	13 094	82 782	56 541
Valeur nette actualisée	744	967	- 270	119	1 560	3 918
Risque de crédit (suivant BIS 2 pondéré)	159	406	272	182	1 019	1 139

Généralement, la Banque n'entre pas dans des contrats d'option dans le cadre de sa politique de couverture des risques.

Toutefois, dans sa stratégie de collecte de fonds sur les marchés financiers et au moindre coût, la Banque entre dans des contrats d'emprunt incluant notamment des options sur taux ou index boursier. Ces emprunts font l'objet d'un contrat d'échange pour couvrir le risque de marché correspondant.

Le tableau suivant présente le nombre et le montant notionnel associés aux différents types d'option relatifs aux emprunts :

	Option intégrée	Index boursier	Coupon ou similaire à structure spéciale
Nombre de transactions	76	53	47
Montant notionnel (en millions d'euros)	9 093	2 976	3 493
Valeur nette actualisée	- 161	1 250	316

Tous ces contrats d'option intégrés ou adossés à des emprunts sont négociés de gré à gré.

Il n'existe généralement pas de risque de crédit sur ces options sauf pour certaines basées sur index boursier mais pour lesquelles il existe une garantie sous forme de collatéral faisant l'objet d'un suivi régulier.

2. Dans le cadre de la gestion des liquidités

La Banque entre également dans des contrats d'échange de devises à court terme pour ajuster les positions en devises sur sa trésorerie opérationnelle par rapport à sa devise de référence, l'EURO, mais également pour faire face à la demande en devises liée aux déboursements de prêts.

Le montant notionnel des swaps de devises à court terme s'élève à 2 431 millions d'euros au 31 décembre 1999 contre 5 311 millions d'euros au 31 décembre 1998.

Enfin, il convient de rappeler que les montants notionnels à recevoir et à payer sur les swaps de devises à court terme sont également inscrits à l'actif et au passif du bilan sous les rubriques « autres actifs » et « autres passifs ».

Note W — Décomposition des prêts par pays de localisation des projets

Localisation des projets	Nombre	Total des prêts accordés	Partie non décaissée	Partie décaissée	% encours total	% année 1998
1. Prêts pour investissements à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés						
Allemagne	621	22 573 614	386 820	22 186 794	12,59 %	11,78 %
France	412	20 827 920	2 137 302	18 690 618	11,62 %	11,26 %
Italie	1 616	27 032 247	3 382 814	23 649 433	15,08 %	17,18 %
Royaume-Uni	347	23 800 159	2 942 688	20 857 471	13,27 %	12,68 %
Espagne	418	22 860 417	1 963 007	20 897 410	12,75 %	12,78 %
Belgique	100	4 122 343	172 312	3 950 031	2,30 %	2,57 %
Pays-Bas	53	3 026 147	714 396	2 311 751	1,69 %	1,92 %
Suède	97	3 361 754	211 522	3 150 232	1,88 %	1,71 %
Danemark	130	4 434 752	84 156	4 350 596	2,47 %	2,43 %
Autriche	69	2 221 247	11 527	2 209 720	1,24 %	1,04 %
Finlande	43	1 991 063	208 762	1 782 301	1,11 %	0,91 %
Grèce	190	6 032 593	1 076 522	4 956 071	3,36 %	3,08 %
Portugal	193	11 044 014	2 643 686	8 400 328	6,16 %	6,42 %
Irlande	132	2 269 112	480 156	1 788 956	1,27 %	1,52 %
Luxembourg	32	406 835	17 352	389 483	0,23 %	0,17 %
Prêts assimilés (*)	20	1 926 615	99 053	1 827 562	1,07 %	1,27 %
Total	4 473	157 930 832	16 532 075	141 398 757	88,09 %	88,73 %

2. Prêts pour investissements à l'extérieur de l'Union

2.1. Pays ACP / PTOM

Kenya	11	171 810	78 000	93 810		
Zimbabwe	14	125 457	18 030	107 427		
Jamaïque	11	124 525	6 752	117 773		
Namibie	8	122 565	50 225	72 340		
Trinité et Tobago	6	107 095	3 500	103 595		
Ghana	5	87 042	31 774	55 268		
Île Maurice	11	86 408	14 324	72 084		
Sénégal	3	77 764	54 001	23 763		
Côte-d'Ivoire	10	76 107	2 500	73 607		
Ensemble des pays ACP	2	75 732	5 713	70 019		
Botswana	9	71 507	424	71 083		
Nigeria	3	69 272	0	69 272		
Barbade	6	67 483	38 508	28 975		
Mozambique	3	60 299	29 747	30 552		
Lesotho	3	59 334	54 000	5 334		
Papouasie-Nouvelle Guinée	6	52 347	0	52 347		
Bahamas	4	43 936	5 922	38 014		
Régional – Afrique	2	35 660	0	35 660		
Mauritanie	2	26 287	15 000	11 287		
Mali	1	22 750	0	22 750		
Cameroun	6	22 479	5 000	17 479		
Régional – Afrique de l'Ouest	2	20 528	15 000	5 528		
Régional – Caraïbes	1	20 274	16 000	4 274		
Ouganda	2	18 363	6 500	11 863		
Sainte Lucie	4	14 551	0	14 551		
Guinée	2	13 620	0	13 620		
Polynésie française	4	12 781	5 000	7 781		
République Dominicaine	2	11 882	3 000	8 882		
Gabon	2	10 500	10 500	0		
Dominique	1	10 000	10 000	0		
Îles vierges britanniques	3	8 047	5 000	3 047		
Îles Caïman	3	7 651	0	7 651		
Îles Fidji	4	6 530	0	6 530		
Malawi	4	5 926	0	5 926		
Antilles néerlandaises	4	5 849	1 000	4 849		
Saint-Vincent et Grenadines	2	5 801	4 000	1 801		
Tonga	3	4 252	0	4 252		
Surinam	1	4 090	2 120	1 970		
Grenade	1	4 078	2 401	1 677		
Nouvelle-Calédonie et dép.	1	3 841	0	3 841		
Îles Falkland (Malvinas)	2	3 812	1 500	2 312		
Aruba	3	3 203	2 000	1 203		
Belize	2	2 857	162	2 695		
Congo (République Démocratique)	1	2 436	0	2 436		
Togo	1	893	0	893		
Seychelles et dépendances	1	628	0	628		
Congo	2	616	0	616		
Régional – Afrique Centrale	1	433	0	433		
Montserrat	1	50	0	50		
Sous-total	186	1 789 351	497 603	1 291 748	1,00 %	1,07 %

(*) les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2* al. des statuts pour les projets localisés en dehors du territoire des pays de l'Union et présentant un intérêt pour cette dernière sont assimilés à des prêts à l'intérieur de celle-ci.

Note W — Décomposition des prêts par pays de localisation des projets (suite)

Localisation des projets	Nombre	Total des prêts accordés	Partie non décaissée	Partie décaissée	% encours total	% année 1998
<i>2.2. Afrique du Sud</i> Sous-total	15	588 370	205 692	382 678	0,33 %	0,26 %
<i>2.3. Pays du Bassin Méditerranéen</i>						
Egypte	36	1 305 199	370 184	935 015		
Maroc	31	1 240 498	581 244	659 254		
Algérie	25	1 182 240	224 000	958 240		
Tunisie	38	754 902	331 123	423 779		
Turquie	13	567 550	173 007	394 543		
Liban	13	511 662	271 011	240 651		
Chypre	16	452 230	297 894	154 336		
Jordanie	29	408 749	174 616	234 133		
Territoires occupés/Gaza WB	9	185 133	159 532	25 601		
Israël	3	50 091	0	50 091		
Syrie	3	26 014	0	26 014		
Malte	3	16 852	0	16 852		
Sous-total	219	6 701 120	2 582 611	4 118 509	3,74 %	3,88 %
<i>2.4. Pays d'Europe Centrale et Orientale</i>						
Pologne	32	2 757 926	1 550 721	1 207 205		
République Tchèque	22	1 822 466	904 612	917 854		
Roumanie	23	1 373 744	936 532	437 212		
Hongrie	25	1 276 935	410 162	866 773		
République Slovaque	19	903 496	267 704	635 792		
Slovenie	18	831 146	469 387	361 759		
Bulgarie	15	666 706	439 000	227 706		
Lituanie	14	237 933	128 574	109 359		
Lettonie	10	191 431	135 592	55 839		
ARYM	8	160 029	92 000	68 029		
Estonie	9	106 181	47 000	59 181		
Croatie	6	93 421	0	93 421		
République Fédérative de Yougoslavie	15	73 295	0	73 295		
Albanie	5	67 842	52 700	15 142		
Bosnie-Herzégovine	1	984	0	984		
Sous-total	222	10 563 535	5 433 984	5 129 551	5,89 %	5,19 %
<i>2.5. Pays d'Amérique Latine et d'Asie</i>						
Brésil	8	352 731	67 375	285 356		
Argentine	5	217 229	18 415	198 814		
Philippines	6	193 616	101 532	92 084		
Indonésie	3	148 163	126 263	21 900		
Thaïlande	3	136 624	70 000	66 624		
Pérou	2	90 257	0	90 257		
Chine	2	84 907	33 595	51 312		
Mexique	2	80 336	26 611	53 725		
Panama	1	55 544	0	55 544		
Inde	1	55 263	52 444	2 819		
Viet-Nam	1	55 000	55 000	0		
Costa Rica	1	47 428	0	47 428		
Pakistan	2	45 015	42 348	2 667		
Chili	1	43 425	0	43 425		
Régional – Pacte Andin	1	40 704	28 162	12 542		
Régional – Amérique Centrale	1	35 000	35 000	0		
Paraguay	1	17 000	17 000	0		
Uruguay	1	10 922	0	10 922		
Sous-total	42	1 709 164	673 745	1 035 419	0,95 %	0,87 %
Total	684	21 351 540	9 393 635	11 957 905	11,91 % *	11,27 %
Total général	5 157	179 282 372	25 925 710	153 356 662	100,00 %	100,00 %

* 10,3 % hors mécanisme pré-adhésion

Note X — IAS 14. Information sectorielle

Selon les critères définis dans la Norme IAS 14 Révisée, la Banque considère que l'activité prêt constitue le produit principal offert à sa clientèle ; son organisation et l'ensemble de ses outils de gestion sont orientés vers le développement et la distribution de ce produit.

Par conséquent – et en application de ladite norme –, les critères de segmentation ont été définis comme suit :

- critère primaire : le prêt en tant que produit ;

- critère secondaire : sa distribution géographique.

Dès lors, les informations à fournir sur la segmentation géographique se trouvent dans les notes suivantes :

- ses intérêts et produits assimilés par marché géographique (Note O) ;
- les prêts par pays de localisation des projets (Note W) ;
- les actifs corporels et incorporels par pays de localisation de ceux-ci (Note F).

Note Y — Taux de conversion

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 1998 :

1 euro =	<u>31.12.1999</u>		<u>31.12.1998</u>
EURO-11 :			
Deutsche Mark	1,95583	(*)	1,95583
Francs français	6,55957	(*)	6,55957
Lires italiennes	1936,27	(*)	1936,27
Pesetas espagnoles	166,386	(*)	166,386
Francs belges	40,3399	(*)	40,3399
Florins néerlandais	2,20371	(*)	2,20371
Schillings autrichiens	13,7603	(*)	13,7603
Mark finlandais	5,94573	(*)	5,94573
Escudos portugais	200,482	(*)	200,482
Livre irlandaise	0,787564	(*)	0,787564
Francs luxembourgeois	40,3399	(*)	40,3399
PRE-IN :			
Livre Sterling	0,62170		0,705455
Couronne danoise	7,44330		7,44878
Drachmes	330,300		329,689
Couronne suédoise	8,56250		9,48803
MONNAIES NON COMMUNAUTAIRES :			
Dollar des Etats-Unis	1,00460		1,16675
Francs suisses	1,60510		1,60778
Livres libanaises	1511,04		1759,46
Yen japonais	102,730		132,800
Dollar canadien	1,46080		1,80613
Dollar australien	1,54220		1,89932
Francs CFA	655,957		655,957
Couronne tchèque	36,1030		35,1939
Dollar de Hong Kong	7,80330		9,10065
Dollar néo-zélandais	1,93570		2,20892
Rand sud-africain	6,18701		6,84883

(*) taux irrévocablement fixés au 31.12.1998.

Rapport du réviseur d'entreprises

Au Président du Comité de vérification
Banque Européenne d'investissement
Luxembourg

Conformément au mandat donné par la Banque le 20 juin 1996, nous avons contrôlé les états financiers de la Banque européenne d'investissement mentionnés ci-après pour l'exercice clos le 31 décembre 1999. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la Banque européenne d'investissement. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les Normes Internationales de Révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par la direction pour l'arrêté des états financiers ainsi qu'à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers mentionnés ci-après donnent, en conformité avec les principes généraux de la Directive du Conseil des Communautés européennes sur les comptes annuels et comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, et les normes comptables internationales excepté pour ceux mentionnés dans les notes relatives à la politique comptable, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque européenne d'investissement au 31 décembre 1999 ainsi que des résultats et des flux de trésorerie de l'exercice se terminant à cette date.

Les états financiers qui ont servi de base à l'expression de notre opinion sont les suivants :

Bilan
Situation de la section spéciale
Compte de profits et pertes
Capitaux propres et affectation du résultat de l'exercice
Etat des souscriptions au capital
Tableau des flux de trésorerie
Annexe aux états financiers.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme



Catherine ALEXANDER



Kenneth A. HAY

Luxembourg, le 22 février 2000

Comité de vérification

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs, qui, avant d'approuver le Rapport annuel et les états financiers, a entendu la déclaration ci-après :

Déclaration du Comité de vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

ayant pris connaissance des documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,

ayant pris connaissance des rapports établis par Ernst & Young qu'il a examinés,

vu le Rapport annuel 1999 et les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 22 février 2000,

vu les articles 22, 23 & 24 du règlement intérieur,

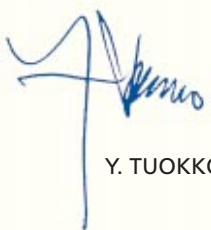
confirme par la présente :

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1999 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que les états financiers, composés du bilan, du compte de profits et pertes, de la situation de la section spéciale, de l'annexe aux états financiers, ainsi que toute autre information financière contenue dans les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice 1999.

Luxembourg, le 28 mars 2000

Le Comité de vérification



Y. TUOKKO



M. SOMERS



A. HANSEN



Les projets financés

Les prêts dans l'Union européenne	103
Les prêts à l'extérieur de l'Union européenne	116
Pays candidats à l'adhésion	116
Pays du Partenariat euro-méditerranéen	118
Afrique, Caraïbes, Pacifique et PTOM	119
Afrique du Sud	121
Pays d'Amérique latine et d'Asie	121
Balkans occidentaux	121
Annexes statistiques	123

Le montant total des prêts s'élève à 27 765 millions d'euros



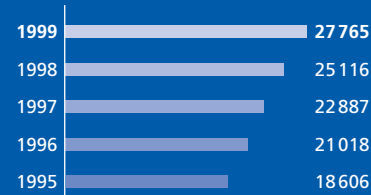


Les prêts dans l'Union européenne

Le montant total des **prêts signés** pour des investissements dans l'Union européenne s'élève, en 1999, à 27 765 millions, contre 25 116 millions en 1998, soit une augmentation de 10,5 % (voir répartition détaillée, tableau ci-dessous).

Ces opérations sont financées sur ressources propres, constituées essentiellement par le produit des emprunts lancés sur les marchés des capitaux, ainsi que les fonds propres (capital versé et réserves). Elles relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

La BEI coopère étroitement avec un nombre important d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut, avec celles-ci, des prêts globaux destinés au financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie, les services, l'éducation et la santé et les infrastructures. Elle accorde également certains prêts individuels par l'intermédiaire d'organismes financiers et de banques.



Répartition géographique des contrats de prêts signés (millions d'euros)

	1999		1995-1999	
	Montant	%	Montant	%
Belgique	226	0,8	3 546	3,1
Danemark	898	3,2	3 893	3,4
Allemagne	5 534	19,9	19 958	17,3
Grèce	1 436	5,2	4 148	3,6
Espagne	4 048	14,6	15 289	13,2
France	4 295	15,5	14 568	12,6
Irlande	87	0,3	1 074	0,9
Italie	4 053	14,6	19 513	16,9
Luxembourg	105	0,4	389	0,3
Pays-Bas	311	1,1	2 220	1,9
Autriche	606	2,2	2 251	2,0
Portugal	1 603	5,8	6 983	6,1
Finlande	576	2,1	2 009	1,7
Suède	544	2,0	3 252	2,8
Royaume-Uni	3 348	12,1	14 817	12,8
Art.18 (1)	97	0,3	1 483	1,3
Union européenne	27 765	100	115 392	100

Note :

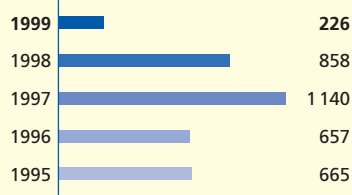
Dans les listes ci-après, les objectifs de politique communautaire auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge. Les symboles de ces objectifs sont les suivants :

- développement régional
- ★ compétitivité des entreprises et intégration européenne
- + protection de l'environnement et aménagements urbains
- infrastructures communautaires
- ▼ objectifs énergétiques
- ▲ capital humain

Sauf indication spécifique, les prêts globaux ont un caractère multisectoriel et multiobjectif.

Les montants relatifs aux projets figurant dans ces listes sont exprimés en millions d'euros.

(1) Projets d'intérêt européen situés en dehors du territoire des Etats membres



Belgique

Prêts signés : 226 millions
 dont
Prêts individuels : 77 millions
Prêts globaux : 149 millions

Les **prêts individuels** concernent le secteur de la gestion de l'eau et des déchets (50 millions) ainsi que de l'industrie (27 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Modernisation et extension des installations de collecte et de traitement des eaux usées en Région flamande

Aquaflin N.V. 49,6 ÷

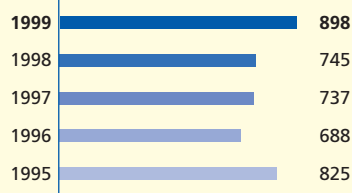
Construction d'une usine pour la fabrication de résines de copolymère d'éthylène vinyle alcool (EVOH) dans le port d'Anvers

Eval Europe N.V. 27,3 ★

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

- KBC Bank N.V. 99,2
 - Banque Bruxelles Lambert S.A. 49,6



Danemark

Prêts signés : 898 millions
 dont
Prêts individuels : 898 millions

Les **prêts individuels** concernent le secteur des transports (666 millions), des télécommunications (198 millions), de la gestion de l'eau et des déchets (8 millions) ainsi que des services (27 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Modernisation de la flotte court et moyen courrier

Scandinavian Airline System - SAS 105,4 ●

Construction d'une liaison fixe routière et ferroviaire entre l'île de Seeland et la Fionie

A/S Storebæltsforbindelsen 342,6 ■●

Construction d'une liaison fixe ferroviaire et routière à travers l'Øresund entre Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède)

Øresundskonsortiet 102,1 ●

Construction d'un réseau de métro léger à Copenhague

Ørestadsselskabet I/S 115,7 ÷

Modernisation et extension des réseaux de télécommunications fixes et mobiles

Tele Danmark A/S 197,9 ■●

Extension et modernisation d'une usine de traitement des déchets municipaux à Glostrup, à l'ouest du centre de Copenhague

Vestforbrænding I/S 7,7 ▼÷

Modernisation et automatiser du système de distribution du courrier et installation d'un nouveau système automatisé de distribution des colis dans dix centres de tri

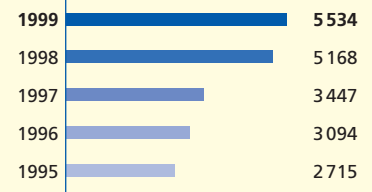
Post Danmark A/S 26,8 ●





Allemagne

Prêts signés : 5 534 millions
 dont
Prêts individuels : 2 292 millions
Prêts globaux : 3 220 millions
 « Guichet PME »/PASA : 22 millions



Les **prêts individuels** concernent le secteur de l'énergie (209 millions), des transports (559 millions), de la gestion des eaux et des déchets (327 millions), de l'aménagement urbain (249 millions) ainsi que de l'industrie (597 millions) et de l'éducation et la santé (351 millions).

Dans les **Länder orientaux**, ils portent principalement sur l'éducation et la santé -notamment la modernisation et la rénovation d'hôpitaux dans les Länder de Mecklenburg-Vorpommern et de Thüringen- et l'amélioration de l'environnement urbain, à Berlin. En outre, les financements pour la modernisation de centres logistiques de distribution de courrier intéressent aussi bien les Länder orientaux que le reste du territoire.

Les **prêts individuels** et les **financements sur prêts globaux** en faveur de projets dans les Länder orientaux représentent, en 1999, plus de 50 % du total des concours de la BEI en Allemagne.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Modernisation et remise en état du réseau de transport et distribution d'électricité (Thüringen, Bayern) Bayernwerk AG	175,9	■ ▼
Rénovation et modernisation du réseau électrique à moyenne tension dans la région de Leipzig (Sachsen) Energie Sachsen Brandenburg AG	12,4	■ ▼
Construction d'un gazoduc de Dornumersiel (littoral de la Mer du nord) jusqu'à Salzwedel pour la livraison de gaz norvégien Netra GmbH Norddeutsche Erdgas Transversale	20,5	■ ▼
Construction d'un tunnel autoroutier sous l'Elbe à Hamburg ARGE 4. Röhre Elbtunnel	153,4	● ✚
Construction d'un réseau ferroviaire urbain à Saarbrücken (Saarland) Stadtbahn Saar GmbH	92,0	■ ✚
Construction de deux tronçons de l'autoroute A60 entre Bitburg et Wittlich (Rheinland-Pfalz) ARGE A-60	100,2	●
Construction d'un tunnel sous l'Engelberg, sur l'autoroute A81, près de Stuttgart (Baden-Württemberg) ARGE Engelberg	54,4	●
Construction d'un tronçon autoroutier de contournement de la ville de Farchant (Bayern) ARGE « Ortsumgehung Farchant »	48,3	●
Construction d'un tunnel à deux fois deux voies près de Bremerhaven (Niedersachsen) ARGE Wesertunnel ARGE Weserquerung	48,2	■ ●
Construction d'un troisième terminal, d'une gare de train à grande vitesse et d'un parking à l'aéroport de Köln/Bonn (Nordrhein-Westfalen) Flughafen Köln/Bonn GmbH	25,6	●
Agrandissement et modernisation de l'aéroport de Nürnberg (Bayern) Flughafen Nürnberg GmbH	25,6	■ ●



Installations de collecte et de traitement des eaux usées :		
- en Nordrhein-Westfalen		
Wasserverband Eifel-Rur	58,9	■ ✚
Ruhrverband	23,1	■ ✚
- en Saarland		
Entsorgungsverband Saar EVS	73,4	■ ✚
- à Hamburg		
Hamburger Stadtentwässerung	40,0	✚
- à Düsseldorf		
Landeshauptstadt Düsseldorf	20,0	✚
- à Nürnberg (Bayern)		
Stadt Nürnberg	18,0	✚
- en Baden-Württemberg		
Zweckverband Bodensee-Wasserversorgung	11,0	✚
- à Freiburg im Breisgau (Baden-Württemberg)		
Stadt Freiburg im Breisgau	11,0	✚
- à Konstanz (Baden-Württemberg)		
Stadt Konstanz	10,6	✚
- à Herford (Nordrhein-Westfalen)		
Herforder Abwasser GmbH	10,6	✚

Aéroport de Köln/Bonn

Soutien aux
infrastructures d'enseignement



1999	1436
1998	736
1997	730
1996	721
1995	525

Construction d'une nouvelle usine d'incinération d'ordures ménagères ou assimilées à Nürnberg (Bayern) <i>Thermische Abfallbehandlung Nürnberg GmbH</i>	50,0 ▼ ➢
Amélioration de l'environnement urbain :	
- sur la Potsdamer Platz, dans le centre de Berlin <i>DaimlerChrysler AG</i>	153,4 ■ ➢
- de Mannheim <i>Stadt Mannheim</i>	31,0 ➢ ▲
- de Stuttgart <i>Landeshauptstadt Stuttgart</i>	11,0 ➢
Agrandissement et modernisation de la foire commerciale de Berlin <i>Land Berlin</i>	75,7 ■ ★
Construction d'une fabrique de plaquettes, destinées à la production de microprocesseurs et d'un centre de conception à Dresden (Sachsen) <i>AMD Saxony Manufacturing GmbH</i>	134,3 ■ ★
Construction d'une usine polyvalente de synthèse pharmaceutique à Ingelheim (Rheinland-Pfalz) <i>Boehringer Ingelheim Pharma KG</i>	30,0 ➢ ★
Construction d'une usine de fabrication de papier couché léger à Augsburg (Bayern) <i>Haindl Papier GmbH</i>	179,0 ➢ ★
Centres logistiques de distribution de courrier	205,9 ■ ●
Agrandissement d'un centre de distribution pour une société de vente par correspondance à Haldensleben (Sachsen-Anhalt) <i>Otto Versand GmbH & Co</i>	48,1 ■
Modernisation et rénovation d'hôpitaux :	
- dans le Land de Mecklenburg-Vorpommern <i>Land Mecklenburg-Vorpommern</i>	208,6 ■ ▲
- à Jena, Nordhausen et Eisenberg <i>Freistaat Thüringen</i>	41,4 ■ ▲
Accroissement de la capacité d'accueil dans les structures et installations de l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire (formation permanente, cours du soir) <i>Land Berlin</i>	56,0 ■ ▲

Agrandissement d'une école d'ingénieurs et construction de bibliothèques universitaires <i>Freistaat Thüringen</i>	16,0 ■ ▲
Construction d'un bâtiment destiné à l'Ecole du cinéma et de la télévision (HFF) sur le site des studios de cinéma de Babelsberg à Potsdam près de Berlin <i>Hochschule für Film und Fernsehen Konrad Wolf Potsdam-Babelsberg</i>	18,8 ■ ▲

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
- Kreditanstalt für Wiederaufbau	754,5
- Commerzbank AG	616,0
- Deutsche Bank AG	499,7
- Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	352,4
- Sächsische Aufbaubank GmbH	200,0
- Landesbank Baden-Württemberg	150,9
- Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale	130,6
- Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale	102,8
- WGZ-Bank, SGZ-Bank, GZB-Bank	77,8
- Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG	52,6
- Dresdner Bank AG	50,0
- IKB Deutsche Industriebank	49,7
- Westdeutsche Landesbank Girozentrale	45,1
- Norddeutsche Landesbank Girozentrale	40,0
- Investitionsbank des Landes Brandenburg	36,8
- Landesbank Sachsen Girozentrale	28,9
- Landesbank Saar Girozentrale	17,6
- DGZ-DekaBank	15,2

Opérations au titre du « guichet PME »/IPASA

- Deutsche Venture Capital Gesellschaft mbH & Co Fonds II KG	15,3
- Innovationsfonds Schleswig-Holstein & Hamburg GmbH	6,8



Prêts signés : 1 436 millions
dont
Prêts individuels : 1 369 millions
Prêts globaux : 67 millions

Les **prêts individuels** concernent le secteur de l'énergie (77 millions), des transports (826 millions), des télécommunications (77 millions), ainsi que de l'industrie (89 millions).
En outre, un concours d'urgence de 300 millions a été accordé à la Grèce en vue de la reconstruction d'infrastructures endommagées par le tremblement de terre dans l'agglomération d'Athènes.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Construction d'une centrale électrique à cycle combiné alimentée au gaz à Komotini (Thrace) <i>DEI - Dimosia Epirisiri Ilektrismou (Public Power Corporation)</i>	77,1 ■ ▼
--	----------

Construction de deux lignes de métro à Athènes <i>Attiko Metro SA</i>	320,0 ■ ➢
Construction de l'aéroport international de Spata (Athènes) <i>Athens International Airport SA</i>	173,8 ■ ●



Construction d'une autoroute périphérique au nord d'Athènes, partie de l'axe Patras-Athènes-Thessalonique, reliant en outre le centre ville d'Athènes au nouvel aéroport international Attiki Odos JV _____ 286,0 ■●

Construction de la déviation de Patras, faisant partie de l'axe Patras-Athènes-Thessaloniki-Evzoni Elliniki Dimocratia _____ 46,2 ■●

Deuxième phase de la mise en place du réseau de téléphonie mobile STET (Hellas) SA _____ 76,7 ■●



Reconstruction des infrastructures de base, reconstruction et réparation de petites et moyennes entreprises et de logements détruits ou endommagés par le tremblement de terre en Attique Elliniki Dimocratia _____ 300,0 ■

Construction d'une unité de production de polypropylène à Aspropyrgos (près d'Athènes) et à Thessaloniki Hellenic Petroleum SA _____ 73,0 ■

Délocalisation d'usines de fabrication de pâtes alimentaires dans la zone industrielle au nord d'Athènes Misko Pasta Manufacturing SA _____ 16,0 ■+★

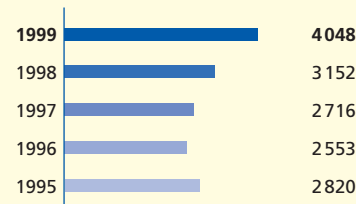
Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
- Alpha Credit Bank SA _____ 30,4
- Ergobank SA _____ 18,5
- Bank of Cyprus Ltd _____ 18,3

Construction du métro à Athènes

Espagne

Prêts signés : 4 048 millions
dont
Prêts individuels : 3 147 millions
Prêts globaux : 874 millions
« Guichet PME »/PASA : 27 millions



Les prêts individuels portent sur le secteur de l'énergie (677 millions), des transports (1 309 millions), des télécommunications (658 millions), de la gestion des eaux et des déchets (144 millions) ainsi que de l'industrie et des services (308 millions). 51 millions concernent le secteur de la santé et de l'éducation.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Interconnexion des réseaux d'électricité à haute tension entre l'Espagne et le Maroc Red Eléctrica de España SA _____ 51,1 ■▼

Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution d'électricité ENDESA SA _____ 396,0 ■▼
IBERDROLA SA _____ 230,0 ■▼

Amélioration du réseau ferroviaire national et de réseaux de banlieue, modernisation du matériel roulant Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles _____ 84,1 ■●+*

Extension du chemin de fer métropolitain de Madrid (ARPEGIO) Areas de Promoción Empresarial SA _____ 270,4 +*

Amélioration des réseaux de chemin de fer dans les agglomérations de Valencia et Alicante Ferrocarrils de la Generalitat Valenciana _____ 12,0 ■+*

Modernisation de vingt deux tronçons de réseau routier national Reino de España _____ 400,0 ■●

Construction de trois tunnels routiers dans l'agglomération de Bilbao Túneles de Artxanda, Concesionaria de la Diputación Foral de Bizkaia, S.A. _____ 40,0 ■●

Amélioration des infrastructures routières régionales Comunidad Autónoma de Castilla La Mancha _____ 38,5 ■

Première phase de la construction d'une route express deux fois deux voies de León à Burgos (Castilla y León) Comunidad Autónoma de Castilla y León _____ 36,1 ■●

Amélioration du réseau routier dans la région de Madrid Comunidad de Madrid _____ 30,0 ■●



Construction d'une usine de fabrication de papier près de Zaragoza

Autoroute
León - Burgos



Amélioration et extension de l'aéroport de Madrid/Barajas

Ente Público de Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea 147,3 ■●

Achat de vingt appareils Airbus pour le renouvellement et l'extension de la flotte

Iberia Líneas Aéreas de España SA 150,0 ●

Mise en place d'un deuxième réseau de téléphone fixe

Retevisión SA 300,0 ■●

Modernisation du réseau téléphonique fixe

Telefónica SA 237,5 ■●

Construction d'un réseau de télécommunications intégré dans le Pays Basque

Euskaltel SA 120,0 ■●

Aménagements de collecte et de traitement des eaux usées :

- dans la région de Catalogne

Junta de Saneamiento de Cataluña 24,0 ■+

- dans la région de Valencia

Entidad Pública de Saneamiento de Aguas Residuales de la Comunidad Valenciana 42,0 ■+

Amélioration du réseau routier et des installations d'alimentation en eau potable et de collecte et de traitement des eaux usées dans la région autonome d'Extremadura

Comunidad Autónoma de Extremadura 48,1 ■+

Amélioration du réseau routier et réhabilitation de bâtiments historiques dans la région d'Aragon

Comunidad Autónoma de Aragón 36,1 ■●+

Amélioration du réseau routier et construction d'un ouvrage d'alimentation en eau dans la région de Catalogne

Gestio d'Infraestructures SA (Gisa) 34,0 ■●+

Construction et mise à niveau d'infrastructures rurales en Andalousie : routes rurales, barrages et canaux d'irrigation

Comunidad Autónoma de Andalucía 59,1 ■●+

Amélioration des infrastructures urbaines de la municipalité de Valencia

Ayuntamiento de Valencia 30,0 ■+

Construction d'une usine destinée à la production de carton ondulé près de Zaragoza (Aragón)

SAICA - Sociedad Anónima Industrias Celulosa Aragonesa 70,0 ■+

Construction d'une usine de fabrication de papier journal et de papier d'impression à Fuenlabrada au sud de Madrid

Papelera Peninsular SA 22,8 ■

Modernisation et extension des capacités de production de composants automobiles à Eskoriatza (Guipúzcoa)

Fagor Ederlan SC 12,0 ■

Construction d'une usine de production de verre flotté à Sagunto, près de Valencia

Glafil AIE 55,0 ■

Agrandissement et modernisation de deux hypermarchés à Molina de Segura - Murcia et Valladolid (Castilla y León)

Eroski Sociedad Cooperativa Limitada de Consumo SC 18,0 ■

Réhabilitation de monuments historiques dans les régions de Sevilla, Córdoba, Cádiz, Granada, Málaga et Jerez

Comunidad Autónoma de Andalucía 12,0 ■+

Construction d'un musée des sciences et d'un parc océanographique à Valencia

Ciudad de las Artes y de las Ciencias, S.A. 90,0 ■+

Construction et équipement d'un nouvel hôpital de district à Lugo et de trois hôpitaux locaux ; agrandissement ou réhabilitation d'établissements hospitaliers

Comunidad Autónoma de Galicia 50,6 ■▲

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

- Instituto de Crédito Oficial	247,6
- Banco Santander Central Hispano S.A.	180,0
- Banco Bilbao Vizcaya	120,0
- Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona	120,0
- Deutsche Bank SAE	60,1
- Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Madrid	60,0
- Caja de Ahorros del Mediterráneo y Grupo de Empresas del Mediterráneo S.A.	36,1
- Caja Laboral Popular Sociedad Cooperativa de Crédito Ltda	30,0
- Institut Catalá de Finances	20,0

Opérations au titre du « guichet PME »/IPASA

- Inversiones en Telecomunicaciones FCR, co-investi avec Retevisión Móvil, S.A. (AMENA) et géré par Ahorro Corporación Desarrollo, S.A.	19,5
- EBM Principia FCR, co-investi avec Fundación Retevisión et géré par EBM, S.A.	8,0



France

Prêts signés : 4 295 millions
dont
Prêts individuels : 1 506 millions
Prêts globaux : 2 778 millions
« Guichet PME »/PASA : 11 millions



Les **prêts individuels** concernent le secteur de la gestion des déchets (43 millions), des infrastructures urbaines (26 millions) ainsi que de l'éducation (34 millions). Les projets en faveur des transports s'élèvent à 1 404 millions.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Liaisons autoroutières par l'intermédiaire de la Caisse Nationale des Autoroutes (CNA)

- A20, section Brive-Cahors-Montauban de l'axe Vierzon-Montauban

ASF – Société des Autoroutes du Sud de la France SA

60,0 ■●

- A66, section Toulouse-Pamiers de l'axe Paris-Toulouse-Barcelone

ASF – Société des Autoroutes du Sud de la France SA

50,0 ■●

- A83, section Oulmes-Niort

ASF – Société des Autoroutes du Sud de la France

50,0 ■●

- A29, section Neuchâtel-Amiens-St Quentin (Picardie)

SANEF – Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France

15,0 ■●

Construction de la liaison autoroutière reliant Cergy-Pontoise et l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, au nord de Paris

Département du Val d'Oise

45,7 ●

Modernisation du réseau des sociétés d'économie mixtes concessionnaires d'autoroutes

640,0 ■●

Extension et aménagement du réseau routier

Région de la Guadeloupe

30,0 ■

Construction de deux lignes de tramway à Lyon

SYTRAL – Syndicat Mixte des Transports pour le Rhône et les Alpes

152,5 ✱

Achat de vingt trois Airbus des types A319 et A321

Groupe Air France SA

300,0 ●

Extension des installations terminales de l'aéroport de Bâle-Mulhouse (Alsace)

Aéroport de Bâle-Mulhouse

61,0 ●

Construction d'un centre de traitement et de valorisation des déchets urbains à St-Germain-en-Laye (Yvelines)

Azalys SA

42,8 ▼✱

Aménagement du quartier de Gerland à Lyon : construction de la nouvelle Ecole Normale Supérieure, réalisation d'un parc urbain, aménagement de l'axe de circulation principal

Communauté Urbaine de Lyon

53,4 ✱▲

Amélioration de l'environnement urbain de Bastia (Haute-Corse)

Ville de Bastia

6,1 ■✱

Prêts globaux

Financement d'infrastructures publiques de petite et moyenne dimension

Crédit Local de France

1 005,3

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

- Caisse Nationale de Crédit Agricole

752,0

- Banque Nationale de Paris

400,0

- Société Générale

200,0

- Banque Fédérative du Crédit Mutuel

100,0

- Crédit Commercial de France

100,0

- Crédit du Nord

100,0

- Caisse Centrale de Crédit Coopératif

75,0

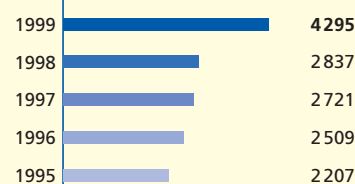
- Compagnie Financière du Crédit Mutuel de Bretagne

45,0

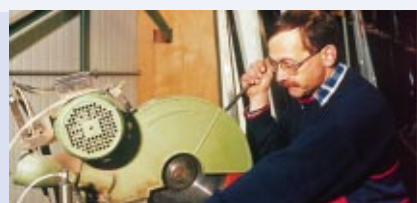
Opérations au titre du « guichet PME »/PASA

Caisse des Dépôts et Consignations

11,4



Amélioration des liaisons autoroutières



Irlande

Prêts signés : 87 millions
dont
Prêts globaux : 62 millions
« Guichet PME »/PASA : 25 millions



Prêts signés en 1999 :

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

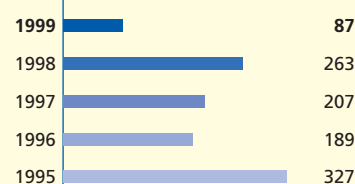
Allied Irish Bank

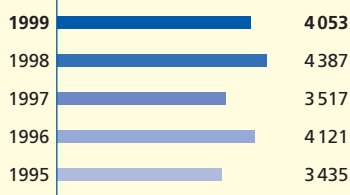
61,7

Opérations au titre du « guichet PME »/PASA

Industrial Credit Corporation

25,4





Prêts signés : 4 053 millions
 dont
Prêts individuels : 2 920 millions
Prêts globaux : 1 118 millions
« Guichet PME »/PASA : 15 millions

Les **prêts individuels** se répartissent entre les secteurs de l'énergie (420 millions), des transports (1 559 millions), des télécommunications (364 millions) ainsi que de la gestion des eaux et des déchets (325 millions). Les prêts en faveur de l'industrie et des services s'élèvent à 174 millions et ceux pour l'éducation et la santé à 79 millions.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Construction d'une interconnexion électrique entre l'Italie et la Grèce <i>ENEL</i>	75,0	■ ▼
Mise en valeur de deux gisements pétroliers terrestres dans le Val d'Agri, près de Potenza (Basilicata) <i>Enterprise Oil Italiana</i>	200,0	■ ▼
Modernisation d'une partie du réseau autoroutier italien <i>Autostrade – Concessioni e Costruzioni Autostrade</i>	300,0	■ ●
Section Bologne (Emilia-Romagna) – Florence (Toscana) du réseau ferroviaire à grande vitesse <i>Treno Alta Velocità – TAV</i>	741,8	●
Section Rome – Naples du réseau ferroviaire à grande vitesse <i>Treno Alta Velocità – TAV</i>	258,2	■ ●
Extension de l'aéroport Leonardo da Vinci à Fiumicino <i>Aeroporti di Roma</i>	155,0	●

Extension des installations d'accueil des passagers et de manutention du frêt à l'aéroport de Malpensa (Lombardia) <i>SEA – Società Esercizi Aeroportuali</i>	103,7	●
Construction d'un réseau de télécommunications fixes <i>Infostrada</i>	258,0	■ ●
Modernisation du réseau de télécommunications fixes dans le Mezzogiorno <i>Telecom Italia</i>	105,9	■ ●
Mise à niveau technique des infrastructures d'adduction et de distribution d'eau dans la ville de Palerme <i>Azienda Municipalizzata Acquedotto di Palermo</i>	36,1	■ ➦
Amélioration de l'environnement urbain :		
- de la ville de Bologne (Emilia-Romagna) <i>Comune di Bologna</i>	52,0	➦
- de la ville de Venise <i>Comune di Venezia</i>	52,0	■ ➦
Mise à niveau technique et extension des réseaux de distribution d'électricité, rénovation des infrastructures de stations d'épuration dans la région de Rome <i>ACEA – Azienda Comunale Energia e Ambiente</i>	206,6	▼ ➦
Remise en état des infrastructures, des logements, des bâtiments publics et des monuments endommagés lors des séismes de l'automne 1997 dans les régions d'Umbria et Marche <i>Regione Marche</i>	123,0	■
Modernisation et extension d'installations de production de chauffe-eau et d'équipements pour salles de bain dans neuf usines <i>Merloni Termosanitari</i>	15,5	■ ★
Extension d'une usine de câbles sous-marins près de Naples (Campania) <i>Pirelli Cavi e Sistemi</i>	16,0	■ ★
Construction d'une usine de biscottes et modernisation d'une fabrique de gâteaux à Melfi-San Nicola, près de Potenza (Basilicata) <i>Barilla Alimentare</i> <i>Forneria Lucana</i>	22,6 22,6	■ ■
Construction d'une centrale de production de gaz industriels à Sarroch (Sardegna) <i>Air Liquide Italia</i>	36,2	■ ➦
Extension de trois usines de papier mousseline dans la province de Lucca (Toscana) <i>Industrie Cartarie Tronchetti</i>	5,2	■ ★



Usine de fabrication de pâtes alimentaires



Station d'épuration dans la région de Rome



Délocalisation d'une usine de fabrication de pâtes alimentaires dans la zone industrielle de Parme (Emilia-Romagna)

Barilla Alimentare 20,0 ■ ÷ ★

Construction du nouveau marché de gros de fruits et légumes de la ville de Rome

Centro Agro Alimentare Roma 36,2 ✱

Modernisation d'un hôpital universitaire à Padoue (Veneto)

Azienda Ospedaliera di Padova 16,6 ▲

Agrandissement de l'université technique de Turin (Piemonte)

Politecnico di Torino 62,0 ▲

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

- Banca Popolare di Verona 180,0

- Rolo Banca 1473 180,0

- Banca Carige 77,5

- Banca Monte dei Paschi di Siena 75,0

- Banco di Brescia 60,0

- Banca Popolare dell'Emilia Romagna 51,7

- San Paolo IMI 51,7

- Banca Popolare Commercio e Industria 50,0

- Credito Emiliano 50,0

- Banca Popolare di Bergamo - Credito Varesino 50,0

- Cassa di Risparmio di Firenze 50,0

- Credito Bergamasco 50,0

- Cassa di Risparmio in Bologna 50,0

- Banca Popolare di Vicenza 50,0

- Efibanca 30,0

- Banca Popolare di Milano 25,8

- Banca Nazionale del Lavoro 25,8

- Banca Popolare di Novara 10,3

Opérations au titre du « guichet PME »/PASA

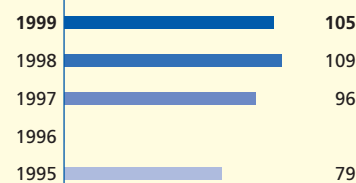
Euromobiliare VC Fund - Raffaello Jersey LP 15,0

Luxembourg

Prêts signés : 105 millions

dont

Prêts individuels : 105 millions



Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Achat de quatre avions cargo et d'un simulateur de vol dans le cadre de l'extension et de la modernisation de la flotte

Cargolux Airlines International SA 105,0 ●



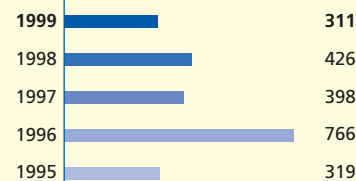
Pays-Bas

Prêts signés : 311 millions

dont

Prêts individuels : 100 millions

Prêts globaux : 211 millions



Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Modernisation et extension du système d'approvisionnement en eau dans le sud du pays

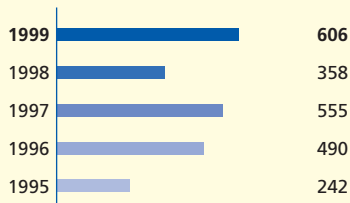
Waterleiding Maatschappij Limburg NV 100,0 ✱

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

- Bank Nederlandse Gemeenten NV 136,1

- SNS Bank Nederland NV 75,0



Autriche

Prêts signés : 606 millions
 dont
 Prêts individuels : 343 millions
 Prêts globaux : 248 millions
 « Guichet PME »/PASA : 15 millions

Les **prêts individuels** intéressent le secteur de l'énergie (129 millions), des transports (117 millions), de la gestion des eaux (20 millions) ainsi que de l'industrie et des services (77 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Construction d'une usine d'incinération de déchets avec production de vapeur à usage industriel à Lenzing (Oberösterreich) Reststoffverwertung Lenzing Invest GmbH & Co KG	13,0 ▼ ÷ ★
Extension et renouvellement du réseau de chauffage urbain de la ville de Vienne Fernwärme Wien GmbH	32,0 ▼
Construction d'une centrale hydroélectrique sur le Danube et aménagement du fleuve en aval de Vienne Österreichische Donaukraftwerke AG	97,0 ▼
Extension et modernisation du réseau d'assainissement de la ville de Graz Stadt Graz	6,5 ÷
Modernisation d'une raffinerie de pétrole à Schwechat, dans la banlieue de Vienne OMV AG	73,0 ▼ ÷
Modernisation et extension de la flotte moyen et long courrier Österreichische Luftverkehrs AG	117,0 ●
Recherche et développement en matière d'innovation dans les secteurs de l'ingénierie métallurgique, énergétique et environnementale à Linz (Oberösterreich) VA Technologie AG	4,5 ▼ ÷ ★

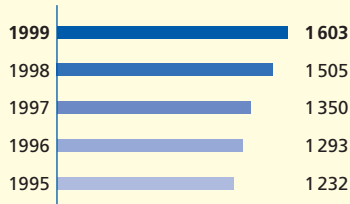
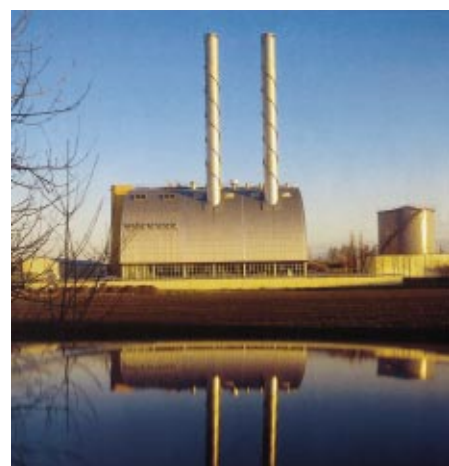
Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
- Bank Austria AG	182,9
- Raiffeisen Zentralbank Österreich AG	33,9
- Österreichische Hotel und Tourismusbank	16,2
- Bank für Arbeit und Wirtschaft AG	15,0

Opérations au titre du « guichet PME »/PASA

Invest Equity Beteiligungs AG	14,5
-------------------------------	------

Chauffage
urbain
de Vienne



Portugal

Prêts signés : 1 603 millions
 dont
 Prêts individuels : 1 598 millions
 « Guichet PME »/PASA : 5 millions

Les **prêts individuels** portent sur le secteur de l'énergie (121 millions), des transports (935 millions), des télécommunications (249 millions), de la gestion des eaux et des déchets (193 millions) ainsi que de l'industrie (100 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Construction et extension de réseaux de transport et de distribution de gaz naturel :	
- dans le nord du pays Portgás – Sociedade de Produção e Distribuição de Gás SA	27,9 ■ ▼
- dans la région de Setúbal (Sud) Setgás – Sociedade de Produção e Distribuição de Gás SA	22,5 ■ ▼
Construction d'une centrale hydroélectrique, sur les rives du Guadiana (Alentejo) Empresa de Desenvolvimento e Infra-estruturas do Alqueva SA	70,0 ■ ▼

Amélioration du réseau autoroutier dans la région de Porto

Aenor Auto-estradas do Norte SA _____ 450,0 ■●

Modernisation, élargissement et construction de nouveaux tronçons d'autoroutes entre Abrantes et Guarda, dans le nord-est

SCUTVIAS Auto-estradas da Beira Interior SA _ 358,3 ■●

Aménagement de tronçons de routes nationales

Junta Autónoma de Estradas _____ 127,2 ■●

Construction d'un réseau de téléphonie mobile

Optimus Telecomunicações SA _____ 249,4 ■●

Construction d'un incinérateur de déchets municipaux avec production d'électricité dans l'agglomération de Porto

LIPOR – Serviço Intermunicipalizado de Tratamento de Lixos da Região do Porto ____ 45,4■▼✚

Extension du réseau de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées dans la commune de St. Maria da Feira, au sud de Porto

Indaqua Feira – Indústria de Águas de Santa Maria da Feira _____ 80,0 ■✚

Construction de réseaux d'alimentation, de collecte et de traitement des eaux usées sur l'ensemble du territoire

Águas do Barlavento Algarvio SA _____ 8,0 ■✚

Águas do Cávado SA _____ 8,0 ■✚

Águas do Douro e Paiva SA _____ 10,0 ■✚

Águas do Sotavento Algarvio SA _____ 8,0 ■✚

Empresa Portuguesa das Águas Livres SA ____ 12,5 ■✚

Sanest – Sistema Multimunicipal de Saneamento da Costa do Estoril _____ 8,0 ■✚

Simria – Sistema Multimunicipal de Saneamento da Ria de Aveiro _____ 8,0 ■✚

Réhabilitation de logements sociaux à Lisbonne

Câmara Municipal de Lisboa _____ 5,0 ■✚

Extension des capacités de fabrication de papier non couché sans bois à Figueira da Foz, au nord de Lisbonne

Soporcel – Sociedade Portuguesa de Celulose SA _____ 100,0 ■

Opérations au titre du « guichet PME »/IPASA

Banco Português de Investimento – SGPC SA _ 5,0

Finlande

Prêts signés : 576 millions

dont

Prêts individuels : 442 millions

Prêts globaux : 100 millions

« Guichet PME »/PASA : 34 millions

Les **prêts individuels** intéressent le secteur de l'énergie (19 millions), des transports (38 millions), des télécommunications (200 millions), des infrastructures urbaines (17 millions) ainsi que de l'industrie (168 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Rénovation d'une centrale de cogénération et amélioration d'infrastructures urbaines dans la ville de Tampere

Ville de Tampere _____ 30,3 ▼✚

Amélioration des équipements collectifs municipaux et installations portuaires à Kotka

Kotkan Satama Oy _____ 10,0 ■●▼✚

Modernisation de six tronçons du réseau ferroviaire

Suomen Tasavalta (République de Finlande) _____ 33,6 ■●

Amélioration et extension des réseaux de télécommunications fixes et mobiles

Sonera Oyj _____ 200,0 ■●

Modernisation de sept sites de production de pâte à papier

UPM – Kymmene Corp. _____ 168,0■✚★

Prêts globaux

Financement d'infrastructures de petite ou moyenne dimension

Municipality Finance Ltd _____ 100,0

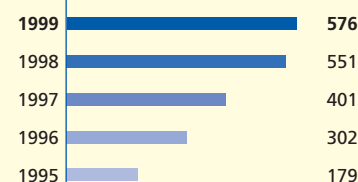
Opérations au titre du « guichet PME »/IPASA

- Ekvitec Technology Mezzanine Fund ILP ____ 16,8

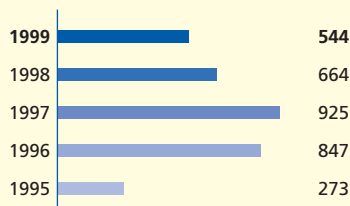
- CapMan FinnVenture VET _____ 16,8



Extension du réseau de gaz naturel



Téléphonie mobile



Informatisation
de structures
d'éducation



Suède

Prêts signés : 544 millions

dont

Prêts individuels : 533 millions

Prêts globaux : 11 millions

Les **prêts individuels** se répartissent entre le secteur de l'énergie (72 millions), des transports (209 millions), de la gestion des eaux et des déchets (39 millions), l'amélioration des infrastructures urbaines (16 millions) ainsi que de l'industrie et les services (140 millions). En outre, les prêts accordés en faveur de l'éducation s'élèvent à 57 millions.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Extension et modernisation des réseaux de chauffage urbain, de climatisation collective et d'électricité :

- dans l'agglomération de Stockholm
Stockholm Energi AB 38,2 ▼

- à Göteborg
Göteborg Energi AB 28,6 ▼+

Construction d'une centrale de production combinée chaleur-électricité à Eskilstuna, près de Stockholm
Eskilstuna Energi och Miljö AB 5,7 ▼+

Construction d'un incinérateur de déchets pour la production de chaleur et d'électricité à Umeå
Umeå Energi AB 27,3 ▼+

Modernisation de la flotte court et moyen courrier
Scandinavian Airline System SAS 106,6 ●

Construction d'une liaison fixe ferroviaire et routière à travers l'Öresund entre Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède)
Öresundskonsortiet 102,1 ●

Extension et modernisation d'une station régionale de traitement des eaux usées à Lidingö, dans l'agglomération de Stockholm
Käppalaförbundet 11,4 +

Amélioration et extension des infrastructures de la Ville d'Umeå
Umeå Kommun 16,2 +

Investissements favorisant la protection environnementale et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans deux raffineries situées à Göteborg et à Lysekil sur la côte occidentale
Preem Petroleum AB 41,4 ■▼+

Modernisation et agrandissement des installations de fabrication de métaux spéciaux à Sandviken, au nord de Stockholm
Sandvik AB 31,0 ■

Augmentation de la capacité de production de pâte à papier et création d'une nouvelle scierie à Mönsterås, au nord de Kalmar
Södra Skogsägarna Ekonomisk Förening 44,8 ■★

Construction de treize centres de tri postaux sur l'ensemble du territoire
Posten AB 23,3 ■●

Modernisation et agrandissement d'écoles primaires et d'établissements d'enseignement secondaire à Malmö
Ville de Malmö 56,7 ▲

Prêts globaux

Financement d'infrastructures de petite ou moyenne dimension
Kommuninvest i Sverige AB 10,5

Projets financés

au titre de l'article 18 des Statuts

Un projet présentant un intérêt direct pour l'Union européenne, mais situé en dehors du territoire de ses Etats membres (Norvège), a été financé pour un montant de 96,6 millions, au titre de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des Statuts de la BEI.

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Construction d'une autoroute à péage à deux fois deux voies sur le corridor E18 dans le comté de Vestfold
E18 Vestfold AS 96,6 ●



Royaume-Uni

Prêts signés : 3 348 millions
 dont
 Prêts individuels : 2 800 millions
 Prêts globaux : 494 millions
 « Guichet PME »/PASA : 54 millions



Les **prêts individuels** portent sur le secteur de l'énergie (459 millions), des transports (1 102 millions), des télécommunications (381 millions), de la gestion des eaux et de la rénovation urbaine (385 millions) ainsi que de l'industrie (473 millions).

Prêts signés en 1999 :

Prêts individuels

Extension et rénovation de réseaux de transport et de distribution d'électricité dans le nord de l'Ecosse
 Scottish and Southern Energy plc 304,7 ■ ▼

Renforcement et rénovation des réseaux de transport et de distribution d'électricité en Irlande du Nord
 Northern Ireland Electricity plc 154,4 ■ ▼

Mise à niveau technique de la ligne ferroviaire reliant Londres à Glasgow
 Railtrack plc 617,8 ■ ●

Construction d'un nouveau centre de manutention du fret à l'aéroport de Heathrow, Londres
 British Airways plc 141,8 ●

Modernisation de la flotte long courrier
 British Airways plc 297,7 ●

Modernisation et accroissement de la capacité des ports de Liverpool (Merseyside) et de Sheerness (Kent)
 The Mersey Docks and Harbour Co 45,0 ■ ●

Amélioration des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement :
 - dans les Midlands
 Severn Trent Water Ltd 154,4 ■ ✚
 - dans le sud-ouest
 Wessex Water Services Ltd 154,4 ✚

Intégration des réseaux existants de téléphonie fixe et de télévision par câble dans un réseau combiné de téléphonie vocale, de transmission de données et de communications multimédias
 Cable & Wireless Communications plc 380,9 ■ ●

Construction et rénovation de logements et de locaux à vocation de formation professionnelle situés dans des zones de rénovation urbaine
 THFC (Social Housing Finance) Ltd 61,0 ■ ✚
 The Housing Finance Corporation Ltd 15,2 ■ ✚

Extension et modernisation d'un établissement de production de vitamines à Dalry (Scotland)
 Roche Products Ltd 120,1 ■ ✚

Construction d'une usine de panneaux de particules à Knowsley (Merseyside)
 Sonae (UK) Ltd 52,5 ■ ✚

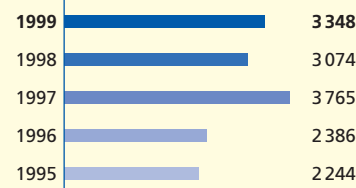
Modernisation d'une usine à Halewood (Merseyside) et adaptation aux normes environnementales dans différentes usines du groupe au Royaume-Uni et en Europe continentale
 Ford Motor Co. Ltd 300,0 ■ ✚

Prêts globaux

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
 - Barclays Bank plc 456,8
 - Lloyds Bank plc 37,5

Opérations au titre du "guichet PME"/PASA

- The Baring English Growth Funds 46,3
 - Midland Enterprise Fund (MEF) for the North West 2,4
 - HSBC Fund for Wales & HSBC Fund for Yorkshire & Humberside 2,4
 - MEF for the South East 1,5
 - MEF for the South West 1,1



Les prêts à l'extérieur de l'Union européenne

Activité de financement en 1999 (millions d'euros)

	Total	Ressources propres	Capitaux à risques*
Pays candidats à l'adhésion	2 373	2 373	
Europe centrale et orientale (dont mécanisme pré-adhésion)	2 173 (1 267)	2 173 (1 267)	
Chypre (dont mécanisme pré-adhésion)	200 (200)	200 (200)	
Pays du Partenariat euro-méditerranéen (hors Chypre)	802	745	56
ACP/PTOM	341	196	145
Afrique du Sud	150	150	
Amérique latine, Asie	310	310	
Balkans occidentaux	60	60	
Total	4 035	3 834	201

* Sur ressources budgétaires de l'Union ou des Etats membres

Note :

Dans la liste ci-après, les prêts sur ressources propres sont signalés par ❖, les financements sur ressources budgétaires par ■.

Les montants relatifs aux projets figurant dans cette liste sont exprimés en millions d'euros.

Le montant des prêts financés au titre du mécanisme pré-adhésion figure en italique.

1999	2 373
1998	2 375
1997	1 541
1996	1 156
1995	981

Pays candidats à l'adhésion

Roumanie

395,5

Réhabilitation du réseau de chauffage urbain de la municipalité de Cluj-Napoca
Roumanie

3,5

❖

Remise en état et fin des travaux de construction d'autoroutes situées sur le corridor paneuropéen IV
Roumanie

210,0

❖

Modernisation du réseau de tramway de Bucarest
Roumanie

63,0

❖

Renouvellement du matériel roulant et achèvement d'infrastructures sur le réseau de métro de Bucarest
Roumanie

60,0

❖

Modernisation du réseau de tramway de Timisoara
Roumanie

19,0

❖

Acquisition d'appareils de type ATR42, par la compagnie nationale TAROM et remise en état du hangar d'entretien de la compagnie à l'aéroport Otopeni de Bucarest
Roumanie

40,0

❖

Slovénie

375,0

Construction d'un tronçon autoroutier entre Blagovica et Vransko, sur le couloir prioritaire V du réseau routier transeuropéen
Druzba za Avtoceste v Republiki Sloveniji
d.d. (DARS)

175,0

❖

Construction d'un tronçon autoroutier entre Kozina et Srmin, sur le couloir prioritaire V du réseau routier transeuropéen
Druzba za Avtoceste v Republiki Sloveniji
d.d. (DARS)

160,0

❖



Extension du premier réseau de téléphonie mobile GSM
Mobitel Telekomunikaciske Storitve DD 40,0 ❖

Pologne 347,0

Modernisation du tronçon Minsk-Mazowiecki-Terespol de la ligne ferroviaire E20 reliant Varsovie à Terespol (frontière biélorusse)
Polskie Koleje Panstwowe 200,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à HypoVereinsbank Polska SA 100,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à BRE Bank SA 47,0 ❖

République Slovaque 270,0

Modernisation du réseau ferroviaire et achat de matériel roulant
Zeleznice Slovenskej Republiky 200,0 ❖

Construction d'une usine de production d'automobiles à Bratislava
Volkswagen Slovakia, a.s. 40,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, HypoVereinsbank Slovakia, a.s. 30,0 ❖

République tchèque 270,0

Construction de routes de contournement et amélioration du réseau routier européen
Konsolidacni Banka Praha, spu 100,0 ❖

Remise en état de réseaux routiers et autoroutiers sur plusieurs tronçons prioritaires
Konsolidacni Banka Praha, spu 95,0 ❖

Remise en état et extension des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement à Prague
Ville de Prague 50,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Hypovereinsbank CZ, a.s. 25,0 ❖

Hongrie 170,0

Construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité pour l'approvisionnement d'une usine chimique à Kazincbarcika, au nord-est du pays
BC - Eroemue Kft 20,0 ❖

Construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité sur l'emplacement d'une centrale mixte existante à Debrecen, à l'est du pays
Debreceni Kominalt Ciklusu Eroemue Kft 15,0 ❖

Construction d'une usine de fabrication de pompes à injection pour moteurs diesel à Székesfehérvár, au sud-ouest de Budapest
Denso Manufacturing Hungary Kft 35,0 ❖

Installation d'une unité de cokéfaction différée à la raffinerie de Duna et modernisation du réseau de stations-service
Magyar Olaj-és Gázipari Rt (MOL) 50,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Raiffeisen Bank Rt 30,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Bank Austria Creditanstalt Hungary Rt 20,0 ❖

Bulgarie 128,0

Amélioration de la ligne de chemin de fer Plovdiv-Dimitrovgrad-Svilengrad
République de Bulgarie 80,0 ❖

Construction de stations d'épuration et de collecteurs d'eaux usées dans trois villes du bassin inférieur de la Maritsa
République de Bulgarie 28,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à HypoVereinsbank Bulgaria GmbH 20,0 ❖

Lettonie 98,0

Amélioration des infrastructures du port de Ventspils
Ventspils Port Authority 8,0 ❖

Modernisation du réseau de téléphonie fixe
Lattelekom Ltd 50,0 ❖

Remise en état et mise à niveau technique d'infrastructures environnementales et d'autres infrastructures municipales
République de Lettonie 20,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Vereinsbank Riga A/S 20,0 ❖

Lituanie 84,0

Modernisation des infrastructures de chemin de fer
République de Lituanie 18,0 ❖

Extension et renforcement du réseau de télécommunications mobiles (type GSM)
UAB Bite GSM 45,0 ❖

Remise en état et modernisation de la station de traitement des eaux usées de Panevezys
République de Lituanie 6,0 ❖

Remise en état et mise à niveau technique d'infrastructures pour la protection de l'environnement et d'autres infrastructures municipales
République de Lituanie 15,0 ❖

Estonie 35,0

Remise en état et mise à niveau technique de tronçons de la Via Baltica et de la route Tallinn-Narva
République d'Estonie 15,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension
Prêt global à Eesti Uhispank (Union Bank of Estonia) 20,0 ❖

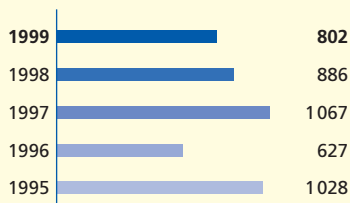
Chypre 200,0

Construction de la deuxième phase de la centrale électrique alimentée au fioul à Vasilikos, sur la côte sud de l'île
Electricity Authority of Cyprus 100,0 ❖

Agrandissement et amélioration du réseau de routes principales
République de Chypre 100,0 ❖



Port de Klaipeda



Pays du Partenariat euro-méditerranéen (hors Chypre)

Pays du Maghreb 395,4

Maroc 263,0

Rectification du tracé et doublement de la voie entre les villes de Sidi Kacem et de Fès
Office National des Chemins de fer – ONCF — 55,0 ❖

Acquisition d'équipements portuaires et modernisation des infrastructures de huit grands ports
Office d'Exploitation des Ports — 30,0 ❖

Modernisation et mise à niveau technique de brise-lames et de jetées dans six des principaux ports du Maroc
Royaume du Maroc — 32,0 ❖

Réhabilitation et extension du réseau de collecteurs des eaux usées et pluviales ; construction d'une station d'épuration dans la ville de Meknès
Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Meknès — 23,0 ❖

Remise en état et extension des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées et pluviales et construction d'une station d'épuration dans la ville d'Agadir
Régie Autonome Multiservices d'Agadir — 21,0 ❖

Modernisation et mise à niveau environnementale des installations de production d'acide sulfurique, d'acide phosphorique et d'engrais dans les deux usines chimiques du groupe, à Safi et à Jorf Lasfar
Office Chérifien des Phosphates — 100,0 ❖

Prise de participation dans le capital de l'entreprise
Prêt conditionnel à Moussahama SPPP — 2,0 ■

Prêt conditionnel à Banque de Développement Economique de Tunisie, Banque de Tunisie SA, Compagnie Tunisienne d'Investissement et de Financement, Société de Participations et de Promotions des Investissements, Société d'Investissement et de Développement du Centre Ouest, Tuninvest Sicar, Tunisie Leasing, Tunisie Sicar — 30,0 ■

Renforcement des fonds propres et quasi fonds propres d'une société spécialisée dans la gestion de l'hôtellerie de haut de gamme
Prêt conditionnel à Banque de Tunisie S.A. — 4,3 ■

Pays du Machreck 298,3

Egypte 188,3

Construction d'un gazoduc du Canal de Suez à Meet Nama (au nord du Caire)
Egyptian Natural Gas Co. – GASCO — 28,3 ❖

Mise à niveau technique et extension des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées d'Alexandrie
République Arabe d'Egypte — 30,0 ❖

Construction d'un hydrocraqueur et d'installations connexes à Suez
MISR Oil Processing Company SAE — 100,0 ❖

Construction d'une usine de séparation d'air pour la production de gaz industriels près d'Alexandrie
Messer Gases Dekheila SAE — 5,0 ❖

Financement d'infrastructures environnementales liées à des projets hôteliers et autres projets touristiques dans le sud du Sinaï et la région de la Mer Rouge
Prêt global à National Bank of Egypt — 25,0 ❖

Jordanie 80,0

Exploitation de la mine de phosphate d'Eshidiya au sud-est
Jordan Phosphate Mines Company Ltd — 30,0 ❖

Construction d'une usine de production d'engrais chimique et d'aliments pour animaux à Aqaba
Kemira Arab Potash Co. Ltd — 30,0 ❖

Construction de nouvelles installations de fabrication de brome et de dérivés bromés à Safi, sur le littoral sud de la mer Morte
Jordan Bromine Company Ltd — 20,0 ❖

Liban 30,0

Financement de projets de modernisation industrielle
Prêt global à République du Liban — 30,0 ❖

Autres 108,0

Turquie 90,0

Agrandissement et remise en état du réseau d'égouts de Tarsus, sur la côte sud ; construction d'un réseau de drainage des eaux de pluie et implantation d'une station d'épuration biologique des eaux usées
République de Turquie — 38,0 ❖



Réhabilitation du réseau routier à Gaza

Tunisie 132,4

Amélioration du réseau routier urbain de l'agglomération de Tunis ainsi que d'autres grandes villes du pays
République de Tunisie — 53,1 ❖

Aménagement d'une aire de décharge de résidus de gypse provenant de la production d'engrais à Gabès
Groupe Chimique Tunisien – GCT — 45,0 ❖

Renforcement des fonds propres d'entreprises privées en cours de modernisation et d'entreprises publiques nouvellement privatisées ou en voie de privatisation



Financement de centrales à cycle combiné destinées à l'autoproduction de chaleur et d'électricité pour les besoins du secteur industriel

Prêt global à :

- Sinayitirim Bankasi AS (SYKB) _____	20,0	❖
- Turkiye Sinai Kalkinma Bankasi AS (TSKB) —	20,0	❖

Financement de participation dans des fonds d'investissement

Prêt global conditionnel à Turkiye Sinai Kalkinma Bankasi AS (TSKB) _____	12,0	■
---	------	---

Gaza-Cisjordanie

18,0

Réhabilitation d'infrastructures de petite et moyenne dimension dans les domaines des transports, de l'eau, de l'assainissement, de l'élimination des déchets solides, dans des communautés de taille relativement modeste
Palestinian National Authority _____

10,0 ❖

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension et prise de participation temporaire dans le capital actions de la PBC
Prêt global conditionnel à Palestinian Banking Corp. _____

8,0 ■

Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) et PTOM

Afrique

286,9

Afrique orientale

94,0

Kenya

73,0

Construction d'une nouvelle centrale géothermique ainsi que les lignes de transport d'électricité et sous-stations connexes à Nairobi

République du Kenya pour Kenya Power and Distribution Company Ltd _____	41,0	❖
---	------	---

Installation d'une nouvelle ligne de galvanisation de tôles d'acier dans une usine située à Mariakani, près de Mombasa

- Mabati Rolling Mills Ltd _____	5,0	❖
- Prêts conditionnels à Mabati Rolling Mills Ltd _____	4,0	■

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

Prêt global conditionnel à ABN Amro Bank, Barclays Bank of Kenya Ltd, Crédit Agricole Indosuez, Development Bank of Kenya Ltd, East African Development Bank, Industrial Development Bank Ltd, Kenya Commercial Bank Ltd, National Bank of Kenya Ltd, Stanbic Bank Kenya Ltd, Standard Chartered Bank Kenya Ltd _____	23,0	■
---	------	---

Ouganda

11,0

Création d'un deuxième réseau national de télécommunications fixes et mobiles

- MTN – Mobile Telephone Network Uganda Ltd _____	6,5	❖
- Prêt conditionnel à MTN – Mobile Telephone Network Uganda Ltd _____	3,5	■
- Prêt conditionnel à Development Finance Company of Uganda Ltd pour MTN – Mobile Telephone Network Uganda Ltd _____	1,0	■

Tanzanie

9,0

Financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans le secteur privé
Prêt global conditionnel à CRDB Bank Ltd, East African Development Bank and Stanbic Bank Tanzania Ltd _____

9,0 ■

Seychelles

1,0

Réhabilitation et extension de la station de stockage et de traitement des eaux de « Le Nioi », située sur Mahé, principale île de l'archipel
Prêt conditionnel à la République des Seychelles _____

1,0 ■

Afrique occidentale

93,0

Sénégal

81,0

Extension du réseau national de télécommunications

Société Nationale des Télécommunications du Sénégal _____	18,0	❖
---	------	---

Doublement des capacités de production d'acide sulfurique et d'acide phosphorique dans l'usine de Darou et mise en exploitation d'un nouveau gisement de phosphates à Tobène

Industries Chimiques du Sénégal – ICS _____	54,0	❖
---	------	---

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

Prêt global conditionnel à Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal, Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Crédit Lyonnais Sénégal, Société Générale de Banques au Sénégal S.A. _____	8,0	■
--	-----	---

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension et d'opérations de crédit-bail

Prêt global conditionnel à Société Financière d'Equipeement S.A. _____	1,0	■
--	-----	---

Mauritanie

6,0

Exploitation de gisements granitiques dans les régions de Choum et d'Atar

Prêt conditionnel à Granits et Marbres de Mauritanie S.A. _____	3,0	■
---	-----	---

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension

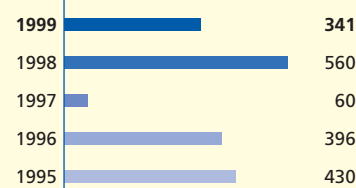
Prêt global conditionnel à Générale de Banque de Mauritanie _____	3,0	■
---	-----	---

Régional Afrique de l'ouest

6,0

Prise de participation dans le Fonds pour l'entreprise en Afrique de l'Ouest visant le développement des entreprises du secteur privé de la région

Prêt conditionnel à West Africa Enterprise Fund _____	6,0	■
---	-----	---





Ecloserie de crevettes
à Madagascar

Afrique australe	84,9	Afrique centrale-équatoriale	15,0
Mozambique	42,4	Cameroun	15,0
Interconnexion entre les réseaux de transport d'électricité d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique et alimentation en électricité de la fonderie d'aluminium de Mozal, au Mozambique - Motraco-Companhia de Transmissão de Moçambique Sarl _____ 17,4 ❖ - Prêt conditionnel à Electricidade de Moçambique _____ 7,0 ■		Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans le secteur privé - Prêt global à Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit, SCB Crédit Lyonnais Cameroun, Standard Chartered Bank Cameroon SA _____ 5,0 ❖ - Prêt global conditionnel à Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit, SCB Crédit Lyonnais Cameroun, Standard Chartered Bank Cameroon SA _____ 10,0 ■	
Modernisation et agrandissement d'une fabrique d'huile alimentaire et de savon Prêt conditionnel à Companhia Industrial do Monapo Sarl _____ 1,0 ■		Caraïbes	28,3
Réhabilitation et modernisation d'une sucrerie et d'une plantation de canne à sucre, situées au nord de Maputo - Maragra Açúcar Sarl _____ 3,5 ❖ - Prêt conditionnel à Maragra Açúcar Sarl _____ 3,5 ■		Haïti	16,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension Prêt global conditionnel à Banco Austral Sarl, Banco Comercial de Moçambique Sarl, Banco Comercial e de Investimento, Banco de Fomento, Banco Internacional de Moçambique, Banco Standard Totta de Moçambique, ulc (Moçambique) Sarl _____ 10,0 ■		Remise en état et agrandissement du réseau d'adduction d'eau de Pétion-Ville Prêt conditionnel à la République d'Haïti pour la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable _____ 16,0 ■	
Zimbabwe	13,5	Dominique	10,0
Remise en état d'une partie du réseau national de transport d'électricité dans le centre et le sud-est du pays Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA) _____ 12,0 ❖		Construction d'une centrale thermique à Tarou Cliffs, à l'ouest de l'île Dominique _____ 10,0 ❖	
Aménagement et exploitation d'une mine de cuivre à ciel ouvert à Sanyati Prêt conditionnel à Munyati Mining Company Ltd _____ 1,5 ■		Régional Caraïbes	2,0
Namibie	13,0	Prise de participation dans le capital de Tiona Fund pour le financement de capital ou de quasi-capital de petites entreprises du secteur privé _____ 2,0 ■	
Modernisation et extension des équipements d'adduction d'eau, d'assainissement des eaux usées, de distribution d'électricité et aménagements routiers à Windhoek - République de Namibie _____ 10,5 ❖ - Prêt conditionnel à la République de Namibie pour la Ville de Windhoek _____ 2,5 ■		Trinité et Tobago	0,3
Madagascar	9,0	Etude de faisabilité pour la création d'un institut de micro-crédit Prêt conditionnel à Development Finance Ltd DFC _____ 0,3 ■	
Construction d'une écloserie de crevettes Prêt conditionnel à Société Aquaculture de la Mahajamba _____ 1,0 ■		Pacifique	7,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension Prêt global conditionnel à BFV – Société générale, Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI), BNI – Crédit Lyonnais Madagascar, Union Commercial Bank (UCB) _____ 8,0 ■		Vanuatu	5,0
Swaziland	7,0	Modernisation du principal aéroport du pays sur l'île Efate à Port-Vila Prêt conditionnel à la République de Vanuatu _____ 5,0 ■	
Interconnexion entre les réseaux de transport d'électricité d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique et alimentation en électricité de la fonderie d'aluminium de Mozal, au Mozambique Prêt conditionnel à Swaziland Electricity Board _____ 7,0 ■		Kiribati	2,0
		Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension - Prêt conditionnel à la République de Kiribati _____ 0,5 ■ - Prêt global conditionnel à Development Bank of Kiribati _____ 1,5 ■	
		PTOM	19,0
		Polynésie Française	10,0
		Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension - Prêt global à Banque Socredo _____ 5,0 ❖ - Prêt global conditionnel à Banque Socredo _____ 5,0 ■	
		Iles vierges Britanniques	5,0
		Extension de l'aéroport international de l'île Beef (Iles Vierges Britanniques) Iles Vierges Britanniques _____ 5,0 ❖	



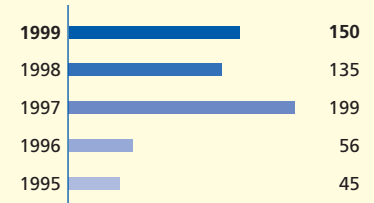
Aruba	2,5
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
- Prêt global à Aruban Investment Bank	2,0 ❖
- Prêt global conditionnel à Aruban Investment Bank NV	0,5 ■

Iles Falkland	1,5
Agrandissement des installations de stockage de carburant	
Stanley Services Ltd	1,5 ❖

Afrique du Sud

Afrique du Sud	149,6
Extension du gisement de gaz de Mossel Bay	
Central Energy Fund	40,0 ❖
Interconnexion entre les réseaux de transport d'électricité d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique et alimentation en électricité de la fonderie d'aluminium de Mozal, au Mozambique	
Motraco-Companhia de Transmissão de Mocambique Sarl	14,6 ❖
Modernisation et mise à niveau technique de la route à péage entre Gauteng et Kwazulu – Natal	
N3 Toll Concession (PTY) Ltd	45,0 ❖

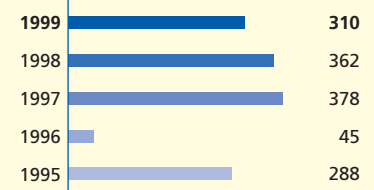
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension, principalement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement	
Prêt global à Development Bank of Southern Africa	50,0 ❖



Amérique latine et Asie

Amerique latine et Asie	310,1
Brésil	153,7
Modernisation et extension d'un réseau de téléphonie mobile dans l'Etat méridional de Rio Grande do Sul	
Celular CRT SA	57,7 ❖
Modernisation d'usines de pneumatiques	
Pirelli Pneus SA	37,0 ❖
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
Prêt global à Banco ABN Amro SA et à Banco BBA Creditanstalt SA	59,0 ❖
Régional – Amérique centrale	35,0
Financement de projets de reconstruction et/ou d'initiatives d'expansion du secteur privé dans les régions affectées par le cyclone Mitch dans les secteurs de l'industrie, des services, de l'énergie, des communications et de l'environnement	
Prêt global à Banco Centroamericano de Integración Económica	35,0 ❖

Mexique	26,6
Construction et exploitation d'un réseau de distribution de gaz dans l'agglomération de Mexico	
Consorcio Mexi-Gas	26,6 ❖
Thaïlande	70,0
Construction et exploitation d'une centrale à cycle combiné fonctionnant au gaz dans la zone industrielle de Chonburi, au sud-est de Bangkok	
Bowin Power Company Ltd	70,0 ❖
Chine	24,8
Construction d'une station de traitement pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de Chengdu (province de Sechuan)	
Chengdu Generale des Eaux – Marubeni Waterworks Co. Ltd	24,8 ❖



Distribution de gaz

Balkans occidentaux

Ancienne-République Yougoslave de Macédoine (ARYM)	60,0
Construction du contournement routier de Skopje et amélioration de l'axe nord-sud	
Ancienne-République Yougoslave de Macédoine	60,0 ❖



Annexe statistique

Pages

Section I Les financements dans l'Union européenne (contrats signés)

Tableau A	Répartition par pays et par objectif - 1999	124
Tableau B	Répartition par pays et par objectif 1995 - 1999	124
Tableau C	Répartition par pays et par secteur - 1999	125
Tableau D	Répartition par pays et par secteur 1995 - 1999	125
Tableau E	Répartition par secteur détaillé - 1999	126
Tableau F	Répartition par secteur détaillé 1995 - 1999	127
Tableau G	Répartition par région - 1999 et 1995 - 1999	128

Section II Les financements à l'Extérieur de l'Union européenne (contrats signés)

Tableau H	Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou en cours de négociation au 1 ^{er} avril 2000	131
Tableaux I et J	Répartition par pays et par secteur - 1999	132
Tableau K	Répartition par pays et par secteur 1995 - 1999 Dans les pays ACP et PTOM	133
Tableau L	Dans les pays candidats à l'adhésion	134
Tableau M	Dans les pays du Partenariat euro-méditerranéen	134
Tableau N	En Afrique du Sud	134
Tableau O	Dans les pays d'Amérique latine et d'Asie	135
Tableau P	Dans les Balkans occidentaux	135

Section III Emprunts signés

Tableau Q	Emprunts signés en 1999, liste	136
Tableau R	Emprunts signés après échanges de 1995 à 1999	138
Tableau S	Collecte en ECU/EUR de 1981 à 1999	138

Tableau A : Prêts individuels accordés dans l'Union européenne en 1999
Répartition par pays et par objectif ⁽¹⁾

(millions d'euros)

	Développement régional	Capital humain *	Infrastructures européennes de communication	Environnement naturel et urbain	Objectifs énergétiques	Compétitivité industrielle
Belgique	—	—	—	50	—	27
Danemark	541	—	775	123	8	—
Allemagne	1 488	351	662	976	259	419
Grèce	1 369	—	583	336	77	16
Espagne	2 726	51	1 644	812	677	—
France	851	34	1 222	255	43	—
Irlande	—	—	—	—	—	—
Italie	1 546	79	1 923	439	482	57
Luxembourg	—	—	105	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	100	—	—
Autriche	—	—	117	97	220	18
Portugal	1 598	—	1 185	193	166	—
Finlande	412	—	244	208	40	168
Suède	141	57	232	131	141	45
Royaume-Uni	2 206	—	1 483	858	459	—
Autres (Art.18) ⁽²⁾	—	—	97	—	—	—
Total	12 877	571	10 269	4 577	2 571	749

(1) Certains financements répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

(2) Financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne, autorisés en vertu de l'article 18(1) alinea 2 des statuts de la Banque.

Tableau B : Prêts individuels accordés dans l'Union européenne de 1995 à 1999
Répartition par pays et par objectif

(millions d'euros)

	Développement régional	Capital humain *	Infrastructures européennes de communications	Environnement naturel et urbain	Objectifs énergétiques	Compétitivité industrielle
Belgique	1 263	—	1 801	312	92	64
Danemark	1 936	—	2 928	654	487	106
Allemagne	7 714	918	2 649	4 461	2 439	1 407
Grèce	3 434	70	1 768	441	782	16
Espagne	10 301	434	6 476	3 405	1 968	9
France	3 967	56	3 943	1 283	103	992
Irlande	381	—	98	120	96	—
Italie	9 798	79	6 701	4 799	2 488	1 419
Luxembourg	79	—	293	79	79	—
Pays-Bas	—	—	616	787	260	160
Autriche	503	—	508	414	576	515
Portugal	6 833	126	3 643	1 871	954	11
Finlande	1 016	—	1 255	524	212	168
Suède	1 115	57	1 879	737	727	199
Royaume-Uni	8 105	56	5 388	4 625	2 373	750
Autres (Art.18)	—	—	840	75	619	—
Total	56 443	1 796	40 786	24 587	14 253	5 816

* En juillet 1999, suite aux conclusions du sommet de Cologne, les règles d'éligibilité des projets relevant du secteur de la santé ont été alignées sur celles applicables à l'éducation.

Tableau C : Prêts accordés dans l'Union européenne en 1999

Répartition par pays et par secteurs

(millions d'euros)

	Total	Prêts individuels	Infrastructure			Industrie Services Agriculture	Education Santé	Prêts globaux (*)
			Communications	Gestion des eaux et divers	Energie			
Belgique	226	77	—	50	—	27	—	149
Danemark	898	898	864	8	—	27	—	—
Allemagne	5 534	2 292	560	575	209	597	351	3 243
Grèce	1 436	1 369	903	300	77	89	—	67
Espagne	4 048	3 147	1 967	144	677	308	51	901
France	4 295	1 507	1 404	69	—	—	34	2 789
Irlande	87	—	—	—	—	—	—	87
Italie	4 053	2 920	1 923	325	420	174	79	1 133
Luxembourg	105	105	105	—	—	—	—	—
Pays-Bas	311	100	—	100	—	—	—	211
Autriche	606	343	117	20	129	78	—	263
Portugal	1 603	1 598	1 185	193	120	100	—	5
Finlande	576	442	238	17	19	168	—	134
Suède	544	533	209	55	73	141	57	10
Royaume-Uni	3 348	2 800	1 483	385	459	473	—	548
Autres (Art.18)	97	97	97	—	—	—	—	—
Total	27 765	18 226	11 052	2 240	2 182	2 181	571	9 539

(*) dont : – Prêts globaux « classiques » 6 369
– Prêts globaux « portefeuille » 2 962
– Opérations au titre du « guichet PME »/PASA (hors MET) 209

Tableau D : Prêts accordés dans l'Union européenne de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Total	Prêts individuels	Infrastructure			Industrie Services Agriculture	Education Santé	Prêts globaux (*)
			Communications	Gestion des eaux et divers	Energie			
Belgique	3 546	2 292	1 801	250	92	149	—	1 254
Danemark	3 893	3 721	3 090	97	220	313	—	173
Allemagne	19 958	9 945	2 180	2 572	2 186	2 089	919	10 012
Grèce	4 148	3 434	2 193	300	782	89	70	714
Espagne	15 289	11 731	7 341	1 389	1 633	934	434	3 558
France	14 568	6 130	4 659	275	—	1 140	56	8 438
Irlande	1 074	381	121	83	96	54	27	693
Italie	19 513	13 972	6 077	2 356	3 139	2 322	79	5 541
Luxembourg	389	372	293	—	—	79	—	17
Pays-Bas	2 220	1 563	616	648	140	160	—	657
Autriche	2 251	1 675	508	144	407	616	—	575
Portugal	6 983	6 833	5 057	589	867	195	126	150
Finlande	2 009	1 714	1 249	17	140	308	—	295
Suède	3 252	3 095	1 975	235	534	295	57	157
Royaume-Uni	14 817	12 302	5 594	2 483	2 604	1 565	56	2 516
Autres (Art.18)	1 483	1 483	840	24	619	—	—	—
Total	115 392	80 643	43 593	11 464	13 457	10 306	1 823	34 749

(*) dont : – Prêts globaux « classiques » 28 608
– Prêts globaux « portefeuille » 5 664
– Opérations au titre du « guichet PME »/PASA (hors MET) 477

Tableau E : Prêts accordés dans l'Union européenne en 1999
Répartition par secteur détaillé

(millions d'euros)

	Montant	%	%
		des prêts	du total
		individuels	
Energie et infrastructures	15 474	84,9	55,7
Energie	2 182	12,0	7,9
Production	609	3,3	2,2
Electricité	387	2,1	1,4
Hydrocarbures	200	1,1	0,7
Chaleur	22	0,1	0,1
Transport et distribution	1 574	8,6	5,7
Electricité	1 442	7,9	5,2
Hydrocarbures	71	0,4	0,3
Chaleur	61	0,3	0,2
Transports	8 926	49,0	32,1
Routes, autoroutes	3 605	19,8	13,0
Transports aériens	2 015	11,1	7,3
Chemins de fer	1 736	9,5	6,3
Transports urbains	974	5,3	3,5
Ouvrages exceptionnels	547	3,0	2,0
Transports maritimes	49	0,3	0,2
Télécommunications	2 126	11,7	7,7
Réseaux, centraux et câbles internationaux	1 702	9,3	6,1
Téléphonie mobile	424	2,3	1,5
Eau, assainissement, déchets solides	1 259	6,9	4,5
Captage, traitement et distribution d'eau	733	4,0	2,6
Assainissement et gestion des déchets	524	2,9	1,9
Infrastructures urbaines	980	5,4	3,5
Rénovation urbaine	523	2,9	1,9
Aménagements urbains composites	457	2,5	1,6
Industrie, services, éducation, santé, agriculture	2 752	15,1	9,9
Industrie	1 688	9,3	6,1
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	590	3,2	2,1
Fabrication de matériel de transport	312	1,7	1,1
Industrie chimique	259	1,4	0,9
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	150	0,8	0,5
Raffinage	114	0,6	0,4
Industries agricoles et alimentaires	81	0,4	0,3
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	55	0,3	0,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	53	0,3	0,2
Métallurgie et travail des métaux	31	0,2	0,1
Industrie du caoutchouc et des plastiques	27	0,1	0,1
Fabrication de machines et équipements	15	0,1	0,1
Services	478	2,6	1,7
Services aux entreprises et collectivités	256	1,4	0,9
Services collectifs, sociaux et personnels	115	0,6	0,4
Commerce	102	0,6	0,4
Recherche, développement	5	—	—
Education, santé	571	3,1	2,1
Santé	317	1,7	1,1
Education, formation	254	1,4	0,9
Agriculture, pêche, sylviculture	15	0,1	0,1
Total prêts individuels	18 226	100,0	65,6
Total prêts globaux	9 539	—	34,4
Total général	27 765	—	100,0

Tableau F : Prêts accordés dans l'Union européenne de 1995 à 1999
Répartition par secteur détaillé

(millions d'euros)

	Montant	%	%
		des prêts	du total
		individuels	
Energie et infrastructures	68 514	85,0	59,4
Energie	13 457	16,7	11,7
Production	6 653	8,3	5,8
Electricité	4 577	5,7	4,0
Hydrocarbures	1 328	1,6	1,2
Chaleur	748	0,9	0,6
Transport et distribution	6 803	8,4	5,9
Hydrocarbures	3 316	4,1	2,9
Electricité	3 245	4,0	2,8
Chaleur	243	0,3	0,2
Transports	33 628	41,7	29,1
Routes, autoroutes	12 422	15,4	10,8
Chemins de fer	9 089	11,3	7,9
Transports aériens	5 180	6,4	4,5
Transports urbains	3 607	4,5	3,1
Ouvrages exceptionnels	2 714	3,4	2,4
Transports maritimes	555	0,7	0,5
Centres intermodaux et autres	61	0,1	0,1
Télécommunications	9 965	12,4	8,6
Réseaux, centraux et câbles internationaux	5 589	6,9	4,8
Téléphonie mobile	3 719	4,6	3,2
Satellites, stations	657	0,8	0,6
Eau, assainissement, déchets solides	6 814	8,4	5,9
Captage, traitement et distribution d'eau	3 463	4,3	3,0
Assainissement et gestion des déchets	3 351	4,2	2,9
Infrastructures urbaines	4 650	5,8	4,0
Rénovation urbaine	2 814	3,5	2,4
Aménagements urbains composites	1 836	2,3	1,6
Industrie, services, éducation, santé, agriculture	12 129	15,0	10,5
Industrie	8 566	10,6	7,4
Fabrication de matériel de transport	3 420	4,2	3,0
Industrie chimique	1 306	1,6	1,1
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	944	1,2	0,8
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	813	1,0	0,7
Raffinage	622	0,8	0,5
Métallurgie et travail des métaux	467	0,6	0,4
Fabrication de machines et équipements	343	0,4	0,3
Industries agricoles et alimentaires	212	0,3	0,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	190	0,2	0,2
Industrie du caoutchouc et des plastiques	111	0,1	0,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	109	0,1	0,1
Industrie textile et habillement	30	—	—
Services	1 599	2,0	1,4
Services aux entreprises et collectivités	878	1,1	0,8
Services collectifs, sociaux et personnels	299	0,4	0,3
Commerce	294	0,4	0,3
Recherche, développement	121	0,1	0,1
Tourisme, loisirs	7	—	—
Education, santé	1 823	2,3	1,6
Santé	1 018	1,3	0,9
Education, formation	805	1,0	0,7
Agriculture, pêche, sylviculture	141	0,2	0,1
Total prêts individuels	80 643	100,0	69,9
Total prêts globaux	34 749	—	30,1
Total général	115 392	—	100,0

Tableau G : Présentation des prêts par région en 1999 et de 1995 à 1999

Ce tableau présente une répartition des prêts par région (Nuts 1 ou 2 selon les pays). Dans la mesure du possible, les prêts individuels concernant plusieurs régions ont été ventilés. Estimations EUROSTAT 1999 du PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat (EUR15 = 100). Taux de chômage 1998 (EUR15 = 10,1) Population 1996

(montants en millions d'euros)

	PIB/ habitant	Taux de chômage (%)	Population (milliers)	1999	1995-1999
Belgique	112	9,3	10 157	226	3 546
Bruxelles-Brussel	173	14,3	949	—	283
Vlaams Gewest	115	6,2	5 890	77	531
Région wallonne	89	13,5	3 318	—	524
Multirégionaux	—	—	—	—	953
Prêts globaux	—	—	—	149	1 254
Danemark	119	5,4	5 262	898	3 893
Hovedstadsregionen	—	—	—	225	1 131
Oest for Storebaelt	—	—	—	171	1 046
Vest for Storebaelt	—	—	—	171	873
Multirégionaux	—	—	—	330	671
Prêts globaux	—	—	—	—	173
Allemagne	108	9,8	81 896	5 534	19 958
Hamburg	192	8,4	1 708	193	392
Bremen	149	11,9	679	51	420
Hessen	148	7,1	6 017	—	273
Baden-Württemberg	124	6,0	10 344	129	594
Bayern	124	5,7	12 016	321	755
Nordrhein-Westfalen	110	8,7	17 916	138	625
Saarland	105	9,6	1 084	165	220
Schleswig-Holstein	103	7,3	2 733	—	56
Niedersachsen	102	8,8	7 796	15	347
Berlin	102	13,7	3 465	285	1 814
Rheinland-Pfalz	94	6,8	3 988	130	181
Brandenburg	67	17,6	2 548	19	1 011
Sachsen	64	17,9	4 555	147	761
Sachsen-Anhalt	61	21,5	2 731	50	259
Mecklenburg-Vorpommern	61	19,6	1 820	209	373
Thüringen	61	18,5	2 497	233	390
Multirégionaux	—	—	—	206	1 473
Prêts globaux	—	—	—	3 243	10 012
Grèce	68	10,8	10 476	1 436	4 148
Attiki	77	12,2	3 448	1 096	2 002
Voreia Ellada	65	10,3	3 381	138	510
Kentriki Ellada	58	10,4	2 635	58	141
Multirégionaux	—	—	—	77	781
Prêts globaux	—	—	—	67	714
Espagne	79	19,1	39 669	4 048	15 289
Madrid	101	17,0	5 021	499	1 274
Cataluña	99	14,3	6 087	288	1 373
Navarra	98	9,3	520	29	112
Baleares	97	11,5	762	16	357
Pais Vasco	92	17,9	2 096	201	635
La Rioja	89	11,7	265	29	39
Aragon	89	11,4	1 187	154	377
Cantabria	77	18,6	527	12	163
Castilla-Leon	76	18,9	2 506	118	428
Comunidad Valenciana	74	17,4	4 012	290	1 041
Canarias	74	19,8	1 609	116	300
Asturias	74	20,5	1 087	20	143
Murcia	67	17,4	1 098	38	125
Castilla La Mancha	66	16,9	1 713	118	305
Galicia	63	17,2	2 741	62	940
Andalucía	57	29,9	7 240	142	1 332
Extremadura	55	28,8	1 070	192	326
Multirégionaux	—	—	—	823	2 462
Prêts globaux	—	—	—	901	3 558

Tableau G : Présentation des prêts par région en 1999 et de 1995 à 1999 (suite)

(montants en millions d'euros)

	PIB/ habitant	Taux de chômage (%)	Population (milliers)	1999	1995-1999
France	104	11,4	58 372	4 295	14 568
Ile-de-France	160	10,4	11 044	89	384
Haute-Normandie	106	12,9	1 783	—	169
Alsace	105	7,0	1 708	61	61
Rhône-Alpes	100	9,8	5 625	206	1 249
Franche-Comté	93	8,6	1 117	—	243
Centre	92	10,3	2 437	—	67
Provence-Côte d'Azur	92	15,1	4 465	—	456
Aquitaine	92	12,0	2 895	—	34
Pays de la Loire	91	10,4	3 166	25	56
Lorraine	89	10,1	2 311	—	454
Midi-Pyrénées	87	11,4	2 513	107	471
Bretagne	86	9,6	2 868	—	162
Poitou-Charentes	86	10,8	1 625	25	40
Nord - Pas-de-Calais	85	15,9	4 004	—	452
Picardie	85	14,1	1 866	15	268
Corse	82	13,7	261	6	6
Limousin	81	8,5	718	3	21
Languedoc-Roussillon	78	17,2	2 254	—	290
DOM	47	32,0	1 644	30	159
Multirégionaux	—	—	—	940	1 087
Prêts globaux	—	—	—	2 789	8 438
Irlande	97	7,9	3 634	87	1 074
Italie	103	12,3	58 450	4 053	19 513
Emilia-Romagna	133	5,7	4 003	445	769
Lombardia	132	5,7	9 106	104	836
Trentino-Alto Adige	128	3,3	933	2	354
Friuli-Venezia Giulia	126	5,8	1 209	—	116
Veneto	124	5,2	4 524	69	481
Liguria	119	10,9	1 685	—	131
Piemonte	118	8,8	4 370	62	799
Lazio	114	12,3	5 305	490	1 720
Toscana	111	8,3	3 589	376	587
Marche	106	6,6	1 472	92	637
Umbria	98	8,9	843	42	146
Abruzzo	90	9,5	1 295	—	763
Molise	79	17,6	337	3	164
Sardegna	73	21,5	1 692	45	556
Puglia	71	21,2	4 160	16	530
Basilicata	69	18,5	620	262	922
Sicilia	66	25,6	5 191	70	951
Campania	66	24,9	5 880	202	989
Calabria	59	27,0	2 113	10	121
Multirégionaux	—	—	—	633	2 402
Prêts globaux	—	—	—	1 133	5 541
Luxembourg	169	2,8	416	105	389
Pays-Bas	107	4,0	15 523	311	2 220
West-Nederland	115	3,9	7 250	—	991
Zuid-Nederland	104	3,6	3 431	100	100
Oost-Nederland	93	3,7	3 213	—	236
Multirégionaux	—	—	—	—	236
Prêts globaux	—	—	—	211	657

Tableau G : Présentation des prêts par région en 1999 et de 1995 à 1999 (suite)

(montants en millions d'euros)

	PIB/ habitant	Taux de chômage (%)	Population (milliers)	1999	1995-1999
Autriche	112	4,8	8 059	606	2 251
Ostösterreich	127	5,2	3 395	202	545
Westösterreich	108	3,9	2 894	18	270
Südösterreich	90	5,2	1 770	7	352
Multirégionaux	—	—	—	117	508
Prêts globaux	—	—	—	263	575
Portugal	70	4,7	9 927	1 603	6 983
Lisboa e Vale do Tejo	89	5,7	3 312	27	2 138
Algarve	71	6,1	346	—	44
Norte	62	4,8	6 538	603	1 441
Centro	61	2,1	1 711	458	720
Alentejo	60	8,0	522	70	124
Madeira	54	3,7	258	—	95
Açores	50	4,0	242	—	6
Multirégionaux	—	—	—	439	2 263
Prêts globaux	—	—	—	5	150
Finlande	97	12,7	5 125	576	2 009
Uusimaa	130	8,8	1 319	19	269
Etelä-Suomi	91	13,2	1 813	198	614
Pohjois-Suomi	83	16,7	559	10	166
Väli-Suomi	83	13,0	706	—	115
Itä-Suomi	74	17,0	703	15	35
Multirégionaux	—	—	—	200	514
Prêts globaux	—	—	—	134	295
Suède	101	8,9	8 841	544	3 252
Stockholm	123	6,9	1 735	78	565
Mellersta Norrland	99	12,2	392	—	54
Smaland Med Öarna	98	6,7	809	45	122
Västsverige	98	9,1	1 755	41	411
Norra Mellansverige	97	10,6	860	31	31
Övre Norrland	97	11,1	525	43	147
Sydsverige	93	10,1	1 265	159	919
Östra Mellansverige	92	8,9	1 500	6	85
Multirégionaux	—	—	—	130	762
Prêts globaux	—	—	—	10	157
Royaume-Uni	100	6,2	58 782	3 348	14 817
South East	107	4,1	7 893	263	2 505
Scotland	100	7,3	2 141	583	1 338
East Anglia	98	5,8	5 126	—	712
South West	95	4,5	4 840	212	397
East Midlands	94	4,7	4 140	130	388
West Midlands	93	6,2	5 315	178	976
North West	91	6,4	6 889	546	1 259
Yorkshire and Humberside	89	7,1	5 034	5	782
North	85	9,3	2 600	49	492
Wales	83	7,0	2 920	—	895
Northern Ireland	81	8,8	1 663	154	198
Multirégionaux	—	—	—	679	2 360
Prêts globaux	—	—	—	548	2 516
Autres (Art.18)	—	—	—	97	1 483
TOTAL			374 589	27 765	115 392

Tableau H : Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou en cours de négociation au 1^{er} avril 2000

(millions d'euros)

			Opérations mises sur pied à l'aide de ressources budgétaires		
	Convention, protocole financier ou décision	Année d'expiration	Prêts sur ressource propres ⁽¹⁾	Opération sur capitaux à risques ⁽²⁾	Bonifications d'intérêt pour les prêts de la BEI
Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)					
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)					
ACP ⁽³⁾	2ème protocole financier	2000	1 658	1 000	oui
	Convention de Lomé IV				
PTOM ⁽⁴⁾	Post-Lomé et Mécanisme d'investissement	2005	1 700	2 200 ⁽⁵⁾	—
	Décision du Conseil	2000	35	30	oui
République d'Afrique du Sud	Décision du Conseil	2000	375	—	—
	Décision du Conseil	2007	825	—	—
Bassin méditerranéen ^{(6) (7)}	Décision du Conseil	2000	2 310	200 ⁽⁸⁾	oui ⁽⁹⁾
	Décision du Conseil	2007	6 425	—	—
Turquie	Décision du Conseil – Programme d'aide au relèvement et à la reconstruction de la Turquie après le tremblement de terre	2003	600	—	—
Pays d'Europe centrale et orientale ⁽¹⁰⁾	Décision du Conseil	2000	3 520	—	—
	Décision du Conseil	2007	8 680	—	—
Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	Protocole financier	2000	150	—	20 ⁽¹¹⁾
Bosnie-et-Herzégovine	Décision du Conseil	2000	100	—	19
Pays d'Amérique latine et d'Asie ⁽¹²⁾	Décision du Conseil	2000	900	—	—
	Décision du Conseil	2007	2 480	—	—
Mécanisme préadhésion ⁽¹³⁾	Mécanisme de la BEI	2000	3 500	—	—
Mécanisme préadhésion II	Mécanisme de la BEI	2003	8 500	—	—

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets situés dans les Etats ACP et les PTOM. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(2) Accordées et gérées par la BEI.

(3) Afrique : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe. Caraïbes : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Surinam, Trinité-et-Tobago. Pacifique : Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

(4) Groenland, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Terres françaises australes et antarctiques, Wallis-et-Futuna, Aruba, Antilles néerlandaises, Anguilla, Territoire de l'antarctique britannique, Territoires britanniques de l'océan Indien, îles Vierges britanniques, îles Caïmans, îles Falkland, Géorgie du sud et îles Sandwich, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et dépendances, îles Turks et Caïcos.

(5) Mécanisme d'investissement émanant du Fonds européen de développement, dont les fonds sont accordés et gérés par la BEI.

(6) Algérie, Chypre, Egypte, Gaza et Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie.

(7) Les montants disponibles au titre de protocoles financiers antérieurs pourront être utilisés simultanément, qu'il s'agisse de la totalité des dotations prévues ou de reliquats.

(8) Montant indicatif.

(9) Pour les financements de la BEI en faveur de projets environnementaux.

(10) Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Bosnie-et-Herzégovine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, République slovaque, Slovaquie.

(11) Réserve pour des bonifications d'intérêt sur des prêts consentis par la BEI à l'appui de projets d'infrastructure présentant un intérêt pour la Communauté et pour l'ARYM.

(12) Asie : Bangladesh, Brunéi Darussalam, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Laos, Macao, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viêt Nam et Yemen. Amérique latine : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

(13) Pour les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, à savoir la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la République slovaque et la Slovaquie.

Tableau I : Financements dans les pays candidats à l'adhésion en 1999
Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Total	(dont mécanisme pré-adhésion)	Secteur				
			Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
EUROPE CENTRALE et ORIENTALE (PECO)	2 173	(1 267)	39	1 578	119	125	312
Roumanie	396	—	4	392	—	—	—
Slovénie	375	(375)	—	375	—	—	—
Pologne	347	(347)	—	200	—	—	147
République tchèque	270	(270)	—	195	50	—	25
République slovaque	270	—	—	200	—	40	30
Hongrie	170	(170)	35	—	—	85	50
Bulgarie	128	—	—	80	28	—	20
Lettonie	98	(70)	—	58	20	—	20
Lituanie	84	—	—	63	21	—	—
Estonie	35	(35)	—	15	—	—	20
CHYPRE	200	(200)	100	100	—	—	—
Total	2 373	(1 467)	139	1 678	119	125	312
(dont mécanisme pré-adhésion)							
PECO	—	(1 267)	(35)	(835)	(50)	(85)	(262)
Chypre	—	(200)	(100)	(100)	—	—	—

Tableau J : Financements à l'extérieur de l'Union européenne en 1999 (hors pays candidats)

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Total	Ressources		Secteur				
		propres	budgétaires	Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
PAYS DU PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN	802	745	56	28	170	122	334	147
Maroc	263	261	2	—	117	44	100	2
Egypte	188	188	—	28	—	30	105	25
Tunisie	132	98	34	—	53	—	49	30
Turquie	90	78	12	—	—	38	—	52
Jordanie	80	80	—	—	—	—	80	—
Liban	30	30	—	—	—	—	—	30
Gaza-Cisjordanie	18	10	8	—	—	10	—	8
ACP-PTOM	341	196	145	98	43	23	77	100
Afrique	287	173	114	87	33	7	77	83
Orientale	94	53	42	41	11	1	9	32
Occidentale	93	72	21	—	18	—	57	18
Australe	85	43	42	46	4	6	11	18
Centrale-équatoriale	15	5	10	—	—	—	—	15
Caraïbes	28	10	18	10	—	16	0,25	2
Pacifique	7	—	7	—	5	—	—	2
PTOM	19	14	5	2	5	—	—	13
AFRIQUE DU SUD	150	150	—	55	45	—	—	50
AMERIQUE LATINE, ASIE (ALA)	310	310	—	97	58	25	37	94
Amérique latine	215	215	—	27	58	—	37	94
Brésil	154	154	—	—	58	—	37	59
Régional-Amérique centrale	35	35	—	—	—	—	—	35
Mexique	27	27	—	27	—	—	—	—
Asie	95	95	—	70	—	25	—	—
Thaïlande	70	70	—	70	—	—	—	—
Chine	25	25	—	—	—	25	—	—
BALKANS OCCIDENTAUX	60	60	—	—	60	—	—	—
ARYM	60	60	—	—	60	—	—	—
Total	1 662	1 461	201	278	376	170	448	391

Tableau K : Financements dans les Etats ACP et les PTOM de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Total	Ressources		Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Secteur	
		propres	budgétaires				Industrie Services	Prêts globaux
AFRIQUE	1 314,0	693,6	620,4	434,1	193,3	153,3	226,4	306,9
<i>Australe</i>	<i>548,7</i>	<i>341,7</i>	<i>207,0</i>	<i>188,3</i>	<i>62,1</i>	<i>135,3</i>	<i>90,3</i>	<i>72,7</i>
Namibie	113,6	108,2	5,4	57,3	39,1	6,3	2,9	8,0
Mozambique	102,9	58,9	44,0	24,4	—	—	68,5	10,0
Zambie	68,0	—	68,0	32,0	—	—	6,0	30,0
Lesotho	54,0	54,0	—	—	—	54,0	—	—
Maurice	49,0	49,0	—	10,0	23,0	16,0	—	—
Botswana	46,6	46,6	—	6,6	—	40,0	—	—
Madagascar	43,2	—	43,2	25,0	—	4,0	4,5	9,7
Zimbabwe	30,4	25,0	5,4	25,0	—	—	5,4	—
Malawi	25,0	—	25,0	—	—	15,0	—	10,0
Swaziland	15,0	—	15,0	7,0	—	—	3,0	5,0
Comores	1,0	—	1,0	1,0	—	—	—	—
<i>Occidentale</i>	<i>343,1</i>	<i>182,5</i>	<i>160,6</i>	<i>137,7</i>	<i>45,9</i>	<i>17,0</i>	<i>96,1</i>	<i>46,4</i>
Sénégal	100,0	72,0	28,0	—	21,4	15,0	54,6	9,0
Régional	56,4	20,0	36,4	30,0	—	—	—	26,4
Côte d'Ivoire	56,1	41,5	14,6	33,6	11,5	—	7,0	4,0
Ghana	38,0	34,0	4,0	34,0	—	—	—	4,0
Mauritanie	30,4	15,0	15,4	—	—	2,0	25,4	3,0
Burkina Faso	29,8	—	29,8	9,8	13,0	—	7,0	—
Guinée	25,5	—	25,5	25,0	—	—	0,5	—
Mali	6,8	—	6,8	5,3	—	—	1,5	—
Guinée-Bissau	0,2	—	0,2	—	—	—	0,2	—
<i>Orientale</i>	<i>338,6</i>	<i>115,9</i>	<i>222,7</i>	<i>82,0</i>	<i>44,8</i>	<i>1,0</i>	<i>38,0</i>	<i>172,8</i>
Kenya	150,1	98,0	52,1	41,0	—	—	9,1	100,0
Ethiopie	81,0	—	81,0	41,0	21,0	—	9,0	10,0
Ouganda	72,3	17,9	54,4	—	11,0	—	19,6	41,8
Tanzanie	34,1	—	34,1	—	12,8	—	0,3	21,0
Seychelles	1,0	—	1,0	—	—	1,0	—	—
<i>Centrale-équatoriale</i>	<i>53,7</i>	<i>23,5</i>	<i>30,2</i>	<i>26,1</i>	<i>10,5</i>	<i>—</i>	<i>2,1</i>	<i>15,0</i>
Cameroun	37,0	13,0	24,0	20,5	—	—	1,5	15,0
Gabon	11,1	10,5	0,6	—	10,5	—	0,6	—
Sao Tomé e Príncipe	5,6	—	5,6	5,6	—	—	—	—
<i>Projet multirégional</i>	<i>30,0</i>	<i>30,0</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>30,0</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
CARAIBES	346,9	279,5	67,4	145,0	62,0	50,0	0,9	89,0
Jamaïque	79,0	79,0	—	—	60,0	7,0	—	12,0
Trinité-et-Tobago	55,3	53,0	2,3	45,0	—	—	0,3	10,0
Barbade	50,0	50,0	—	50,0	—	—	—	—
Bahamas	34,0	34,0	—	20,0	—	14,0	—	—
Régional	27,0	20,0	7,0	—	—	—	—	27,0
République dominicaine	26,0	11,0	15,0	—	—	—	—	26,0
Haïti	24,0	—	24,0	—	—	16,0	—	8,0
Dominique	13,0	10,0	3,0	10,0	—	—	—	3,0
Guyane	8,3	—	8,3	—	—	7,8	—	0,5
Sainte-Lucie	8,0	8,0	—	8,0	—	—	—	—
Grenade	5,8	4,0	1,8	4,0	—	1,8	—	—
Surinam	4,7	4,0	0,7	4,0	—	—	0,7	—
St-Vincent- Grenadines	4,0	4,0	—	4,0	—	—	—	—
Antigua	3,4	—	3,4	—	—	3,4	—	—
Bélize	2,5	2,5	—	—	—	—	—	2,5
Saint-Kitts-et-Nevis	2,0	—	2,0	—	2,0	—	—	—
PACIFIQUE	71,0	36,7	34,3	—	16,7	—	48,6	5,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	46,0	25,0	21,0	—	—	—	46,0	—
Fidji	10,6	8,0	2,6	—	8,0	—	2,6	—
Vanuatu	5,0	—	5,0	—	5,0	—	—	—
Tonga	3,7	3,7	—	—	3,7	—	—	—
Kiribati	2,0	—	2,0	—	—	—	—	2,0
Samoa	2,0	—	2,0	—	—	—	—	2,0
Régional	1,7	—	1,7	—	—	—	—	1,7
ENSEMBLE DES PAYS ACP	21,1	—	21,1	—	—	—	—	21,1
Total Etats ACP	1 753,0	1 009,8	743,2	579,1	272,0	203,3	276,0	422,6
PTOM	36,0	18,5	17,5	9,4	11,0	—	0,6	15,0
Total général	1 789,0	1 028,3	760,7	588,5	283,0	203,3	276,6	437,6

Tableau L : Financements dans les pays candidats à l'adhésion de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

							Secteur
	Total	(dont mécanisme pré-adhésion)	Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
EUROPE CENTRALE et ORIENTALE (PECO)	8 028	(2 587)	800	5 085	789	537	817
Pologne	1 937	(952)	180	1 015	320	140	282
République tchèque	1 595	(520)	255	1 025	250	—	65
Roumanie	1 238	—	99	1 082	—	47	10
Hongrie	915	(485)	70	255	110	210	270
République slovaque	763	—	181	462	—	40	80
Slovénie	622	(515)	—	612	—	—	10
Bulgarie	473	—	—	300	53	100	20
Lituanie	222	—	10	181	21	—	10
Lettonie	188	(80)	6	112	35	—	35
Estonie	76	(35)	—	41	—	—	35
CHYPRE	399	(250)	130	112	55	—	102
Total	8 427	(2 837)	930	5 197	844	537	919
<i>(dont mécanisme pré-adhésion)</i>							
PECO	—	(2 587)	(35)	(1 820)	(160)	(240)	(332)
Chypre	—	(250)	(100)	(100)	—	—	(50)

Tableau M : Financements dans les pays du Partenariat euro-méditerranéen de 1995 à 1999 (hors Chypre)

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

							Secteur	
		Ressources				Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
	Total	propres	budgétaires	Energie	Communications			
Egypte	979	939	40	78	90	215	529	68
Maroc	856	809	47	95	367	174	100	121
Algérie	580	580	—	470	30	30	50	—
Turquie	557	545	12	134	76	245	—	102
Tunisie	525	458	67	60	178	110	49	128
Liban	330	327	3	27	30	210	—	63
Jordanie	281	270	11	20	30	67	123	41
Gaza-Cisjordanie	214	194	20	35	43	70	27	39
Israël	68	68	—	—	—	35	—	33
Malte	18	15	3	—	—	15	—	3
Total	4 409	4 205	204	919	844	1 171	878	598

Tableau N : Financements en Afrique du Sud de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Secteur					
	Total	Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
Afrique du Sud	585	156	45	45	—	339
Total	585	156	45	45	—	339

Tableau O : Financements dans les pays d'Amérique latine et d'Asie de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Secteur					
	Total	Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
Amérique latine	797	82	230	130	222	134
Brésil	333	55	58	—	162	59
Argentine	158	—	45	113	—	—
Pérou	77	—	77	—	—	—
Mexique	77	27	—	—	50	—
Panama	50	—	50	—	—	—
Régional (pacte andin)	40	—	—	—	—	40
Régional (Amérique centrale)	35	—	—	—	—	35
Paraguay	17	—	—	17	—	—
Uruguay	10	—	—	—	10	—
Asie	586	361	50	175	—	—
Philippines	172	72	50	50	—	—
Indonésie	146	46	—	100	—	—
Thaïlande	88	88	—	—	—	—
Chine	80	55	—	25	—	—
Vietnam	55	55	—	—	—	—
Pakistan	45	45	—	—	—	—
Total	1 382	443	280	305	222	134

Tableau P : Financements dans les Balkans occidentaux de 1995 à 1999

Répartition par pays et par secteur

(millions d'euros)

	Secteur					
	Total	Energie	Communications	Gestion des eaux et divers	Industrie Services	Prêts globaux
ARYM	130	—	130	—	—	—
Albanie	68	12	51	—	—	5
Total	198	12	181	—	—	5

Tableau Q : Emprunts signés en 1999

Mois d'émission	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Identification	Montant (en millions) Monnaie	Montant (en millions) EUR	Durée (années)	Taux nominal (%)
1. Ressources collectées							
Opérations à long terme (avant échanges)							
EMPRUNTS PUBLICS							
Janvier	Italie	EUR	(2)	200	200,0	30	10,500
	Luxembourg	EUR		1 000	1 000,0	10	4,000
	Luxembourg	USD		1 000	857,1	5	5,000
	Luxembourg	USD		250	214,3	10	5,375
	Luxembourg	EUR		1 000	1 000,0	10	4,000
	Luxembourg	USD	(1)	500	428,5	7	5,250
	Luxembourg	NZD	(1)	100	45,3	5	6,000
	Luxembourg	ZAR	(1)	200	29,2	5	15,000
	Suisse	CHF		1 000	622,0	15	3,500
Février	Italie	EUR	(2)	150	150,0	20	10,500
	Italie	EUR	(2)	75	75,0	30	10,000
	Grèce	GRD	(1)	30 000	91,0	3	6,000
	Hong-Kong	HKD	(1)	300	33,0	3	variable
	Luxembourg	USD	(1)	150	128,6	6	5,625
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	14,6	10	14,750
	Luxembourg	USD	(1)	300	257,1	3	5,000
	Luxembourg	USD		250	214,3	10	5,250
	Luxembourg	USD		250	214,3	10	5,375
	Luxembourg	GBP		124	175,9	30	coupon zéro
	Luxembourg	CAD	(1)	25	13,8	5	5,500
	Luxembourg	EUR		300	300,0	7	7,000
	Royaume-Uni	GBP		100	141,8	11	5,500
	Royaume-Uni	GBP		250	354,4	30	6,000
Mars	Allemagne	NOK	(1)	600	67,6	5	4,875
	Grèce	GRD	(1)	30 000	91,0	3	6,000
	Grèce	GRD	(1)	10 000	30,3	3	6,000
	Luxembourg	EUR/PLN	(1)	100	23,5	3	9,750
	Luxembourg	ZAR	(1)	50	7,3	5	15,000
	Luxembourg	USD	(1)	100	85,7	10	8,000
	République tchèque	CZK	(1)	3 000	85,2	10	8,200
	Royaume-Uni	GBP		100	141,8	11	5,500
	Luxembourg	GBP		50	74,7	39	coupon zéro
Avril	Luxembourg	USD	(1)	1 000	930,9	6	5,375
	Luxembourg	EUR	(4)	2 000	2 000,0	10	4,000
	Royaume-Uni	GBP		200	300,2	11	5,500
	Royaume-Uni	GBP	(2)	200	300,2	40	5,000
Mai	Belgique	EUR		50	50,0	7	coupon zéro
	Grèce	GRD	(1)	10 000	30,7	3	6,000
	Grèce	GRD	(1)	10 000	30,7	3	6,000
	Italie	EUR	(3)	150	150,0	6	variable
	Italie	EUR	(3)	150	150,0	5	variable
	Italie	EUR		100	100,0	15	step-up
	Luxembourg	USD	(1)	1 000	930,9	10	5,875
	Royaume-Uni	GBP		100	150,1	22	5,375
	Royaume-Uni	ZAR	(1)	100	15,0	10	13,500
Juin	Hongrie	HUF	(1)	8 000	31,4	5	11,750
	Luxembourg	ZAR	(1)	200	30,1	6	13,000
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	15,0	10	14,750
	Luxembourg	USD	(1)	500	465,5	3	6,000
	Luxembourg	USD	(1)	250	232,7	3	6,000
	Luxembourg	EUR		75	75,0	4	7,250
	Royaume-Uni	GBP		100	150,1	22	5,375
	Royaume-Uni	GBP		300	450,2	4	6,000
	Royaume-Uni	GBP		33	50,0	39	coupon zéro
	Royaume-Uni	GBP		100	150,1	5	6,000
	Royaume-Uni	GBP		150	225,1	4	6,000
	Royaume-Uni	GBP		125	187,6	10	5,500

Tableau Q : Emprunts signés en 1999 (suite)

Mois d'émission	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Identification	Montant (en millions) Monnaie	Montant (en millions) EUR	Durée (années)	Taux nominal (%)
Juillet	Italie	EUR		450	450,0	15	4,350
	Luxembourg	ZAR	(1)	120	19,2	10	13,500
	Luxembourg	ZAR	(1)	150	24,0	6	13,000
	Royaume-Uni	GBP		150	228,6	5	6,000
	Royaume-Uni	GBP		250	380,9	10	5,500
Août	Belgique	NOK	(1)	500	61,7	5	6,000
	Grèce	GRD	(1)	5 000	15,4	3	6,000
	Italie	EUR		150	150,0	7	variable
	Luxembourg	EUR		100	100,0	5	7,000
	Luxembourg	EUR		50	50,0	5	8,200
	Luxembourg	USD	(1)	250	242,1	3	6,000
	Royaume-Uni	GBP		250	380,9	6	6,125
	Royaume-Uni	SKK	(1)	1 000	22,1	2	15,500
	Luxembourg	EUR		577	577,2	6	3,875
	Luxembourg	USD	(1)	750	726,2	5	6,250
Septembre	Luxembourg	USD		250	242,1	9	5,375
	Luxembourg	EUR	(4)	1 500	1 500,0	5	5,250
	République tchèque	SKK	(1)	2 000	44,1	3	15,625
	Australie	AUD	(1)	400	244,0	6	6,000
	Belgique	NOK	(1)	500	60,4	5	6,125
Octobre	Luxembourg	EUR	(1)	500	500,0	3	4,000
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	15,6	10	13,500
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	15,6	6	13,000
	Luxembourg	USD	(1)	100	93,8	5	7,125
	Royaume-Uni	GBP		125	193,1	22	5,375
	Royaume-Uni	GBP		125	193,1	9	6,250
	Royaume-Uni	GBP		75	115,8	29	6,000
	Royaume-Uni	GBP		200	308,9	15	6,250
	Taiwan	TWD		6 000	178,7	5	5,900
	Hongrie	HUF	(1)	4 500	17,5	5	11,750
	Luxembourg	EUR	(4)	1 000	1 000,0	3	4,500
	Luxembourg	EUR	(4)	2 000	2 000,0	6	4,875
	Royaume-Uni	JPY	(1)	75 000	665,7	5	0,875
Novembre	Royaume-Uni	GBP		150	231,7	22	5,375
	Royaume-Uni	GBP		100	154,4	22	5,375
	Royaume-Uni	GBP		100	154,4	10	5,500
	Royaume-Uni	GBP		175	270,3	29	6,000
	Royaume-Uni	GBP		250	386,1	5	6,000
	Japon	GBP	(1)	105	162,2	3	6,000
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	15,6	10	13,500
	Luxembourg	ZAR	(1)	100	15,6	11	13,000
	Royaume-Uni	GBP		100	154,4	22	5,375
	99 opérations				26 729,7		

(1) MTN ; (2) Echangeable à taux fixe ou variable ; (3) Coupon unique ; (4) EARN

EMPRUNTS PRIVES

	9	USD	(1)	198	183,4	variable-6,45
	6	HKD	(1)	3 950	480,5	7-8,75
	1	GBP	(1)	530	807,6	variable
	2	EUR	(1)	45	45,2	variable-coupon zéro
	1	JPY	(1)	10 930	87,6	3,000
19 opérations					1 604,3	

Total 118 opérations 28 334,0

Nota : le montant des emprunts à coupon zéro est calculé à partir du montant nominal multiplié par le prix d'émission

2, Programme d'échange de la dette en euro

Juillet	Luxembourg	EUR		961	961,1	3,875-4,000
Total 2 opérations					961,1	
TOTAL GENERAL 120 opérations					29 295,1	

Tableau R : Emprunts signés (après échanges) de 1995 à 1999

(millions d'euros)

	1995		1996		1997		1998		1999	
	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%
1. Ressources collectées										
Union Européenne										
ECU/EUR (*)	400	3,2	500	2,8	1 300	5,6	3 554	11,8	12 422	43,8
DEM	2 397	19,3	5 285	30,1	3 437	14,9	4 675	15,5	—	—
FRF	342	2,8	655	3,7	2 590	11,2	847	2,8	—	—
ITL	3 343	27,0	4 398	25,1	5 044	21,9	4 219	14,0	—	—
BEF	—	—	19	0,1	—	—	—	—	—	—
NLG	145	1,2	84	0,5	17	0,1	—	—	—	—
IEP	135	1,1	102	0,6	58	0,3	—	—	—	—
LUF	193	1,6	65	0,4	99	0,4	—	—	—	—
ESP	1 574	12,7	2 034	11,6	2 599	11,3	1 102	3,7	—	—
PTE	1 004	8,1	358	2,0	1 092	4,7	395	1,3	—	—
FIM	18	0,1	34	0,2	45	0,2	128	0,4	—	—
Total Euro-11	9 551	77,1	13 533	77,1	16 280	70,7	14 921	49,6	12 422	43,8
DKK	—	—	88	0,5	134	0,6	30	0,1	186	0,7
GBP	996	8,0	2 168	12,4	2 875	12,5	8 069	26,8	6 974	24,6
GRD	149	1,2	97	0,6	161	0,7	255	0,8	15	0,1
SEK	77	0,6	191	1,1	189	0,8	120	0,4	60	0,2
Total « Pré-in »	1 223	9,9	2 544	14,5	3 359	14,6	8 474	28,2	7 236	25,5
Total	10 774	86,9	16 078	91,6	19 639	85,3	23 395	77,7	19 658	69,3
dont fixe	5 720	46,1	8 970	51,1	10 242	44,5	13 956	46,4	4 641	16,4
dont variable	5 054	40,8	7 108	40,5	9 397	40,8	9 439	31,4	15 017	53,0
Hors Union européenne										
CHF	323	2,6	165	0,9	566	2,5	125	0,4	622	2,2
CZK	—	—	—	—	—	—	11	0,0	85	0,3
HUF	—	—	—	—	—	—	28	0,1	49	0,2
JPY	771	6,2	580	3,3	541	2,4	—	—	—	—
NOK	—	—	—	—	—	—	60	0,2	—	—
USD	528	4,3	698	4,0	2 211	9,6	6 451	21,4	7 825	27,6
ZAR	—	—	33	0,2	68	0,3	29	0,1	116	0,4
Total	1 622	13,1	1 476	8,4	3 387	14,7	6 703	22,3	8 697	30,7
dont fixe	1 338	10,8	1 156	6,6	2 116	9,2	2 001	6,6	1 865	6,6
dont variable	284	2,3	320	1,8	1 271	5,5	4 702	15,6	6 833	24,1
TOTAL	12 395	100,0	17 553	100,0	23 025	100,0	30 098	100,0	28 355	100,0
dont fixe	7 058	56,9	10 126	57,7	12 358	53,7	15 957	53,0	6 506	22,9
dont variable	5 338	43,1	7 427	42,3	10 668	46,3	14 141	47,0	21 850	77,1
Opérations à long et moyen terme										
- Emprunts publics	12 080	97,5	17 066	97,2	22 438	97,5	29 660	98,5	26 743	94,3
- Emprunts privés	315	2,5	487	2,8	587	2,5	438	1,5	1 613	5,7
dont notes à moyen terme	829	6,7	2 989	17,0	5 377	23,4	5 633	18,7	8 709	30,7
2. Programme d'échange de la dette en euro										
	—	—	—	—	—	—	1 318 (1)	—	961 (1)	—
TOTAL GENERAL	—	—	—	—	—	—	31 417	—	29 317	—

(*) 1995-1996 : ECU ; 1997-1998 : EUR avec paiement en ECU ; 1999 : EUR

(1) 1998 : DEM FRF ITL ; 1999 : EUR FRF ITL

Tableau S : Collecte en ECU/EUR de 1981 à 1999 (*)

(montants en millions)

Année	Emprunts à taux fixe		Emprunts à taux variable				Collecte en écu/euro (A)	Collecte totale (B)	A/B en %
	Avant échanges	Après échanges	Après échanges	Papier commercial	Certificats de dépôt	Total			
1981-1994	10 360	10 260	2 175	1 200	400	4 121	14 046	114 296	12,29
1995	400	200	200	—	—	200	400	12 395	3,23
1996	650	500	—	—	—	—	500	17 553	2,85
1997	1 300	1 300	—	—	—	—	1 300	23 025	5,65
1998	3 500	2 850	704	—	—	704	3 554	30 098	11,81
1999	11 253	2 155	10 267	—	—	10 267	12 422	28 355	43,81
Total	27 463	17 265	13 346	1 200	400	15 292	32 222	225 724	14,27

(*) Collecte de fonds (hors Trésorerie).

De 1997 à 1998, émissions lancées en euro, avec paiement en écu. A partir de 1999, mise en vigueur de l'euro.

Taux de conversion

Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la BEI utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1999 :

		Année 1999			
1 euro =	EUR				
Schilling autrichien	ATS	13,7603			
Franc belge	BEF	40,3399			
Deutsche Mark	DEM	1,95583			
Peseta espagnole	ESP	166,386			
Mark finlandais	FIM	5,94573			
Franc français	FRF	6,55957			
Livre irlandaise	IEP	0,787564			
Lire italienne	ITL	1 936,27			
Franc luxembourgeois	LUF	40,3399			
Florin néerlandais	NLG	2,20371			
Escudo portugais	PTE	200,482			
		31.12.1998	31.03.1999	30.06.1999	30.09.1999
		1er trimestre 99	2ème trimestre 99	3ème trimestre 99	4ème trimestre 99
Couronne danoise	DKK	7,44878	7,43170	7,43410	7,43320
Livre sterling	GBP	0,705455	0,666300	0,656300	0,647500
Drachme	GRD	329,689	325,900	324,450	328,700
Couronne suédoise	SEK	9,48803	8,88700	8,74700	8,72350
Dollar des Etats-Unis	USD	1,16675	1,07420	1,03280	1,06650
Yen japonais	JPY	132,800	127,810	124,820	112,670

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs pour les prises de vue illustrant ce rapport : Fränk Weber (couverture, p. 76, 140, 142, 144), Tony Stone Images (p. 6, 15, 29, 30, 49, 52, 54), Benelux Press (p. 8, 16, 17, 25, 26, 31, 46, 48), Arge 4. Röhre Elbtunnel (p. 10), La Vie du Rail, Barberon (p. 12, 14), La Vie du Rail, Recoura (p. 18), La Vie du Rail, Besnard (p. 24), La Vie du Rail (p. 104), Flughafen Hannover (p. 19), ACEA (p. 22, 110), Ville de Malmö (p. 23, 114), Daimler-Chrysler (p. 26), Klaipėda State Seaport (p. 32), Barcs Endre (p. 34, 35, 36), Sue Cunningham (p. 36, 37), The Stock Market (p. 56), Allo Photo, Paris (p. 60), Imedia (p. 66, 68, 72), Konrad Scheel (p. 67, 69, 70, 71, 72), J.P. Kieffer (p. 75), CE (p. 115), EVAL Europe (p. 104), Flughafen Köln/Bonn (p. 105), Marcel Minnée (p. 106, 111), Métro Athènes (p. 107), SAICA (p. 107), GICAL (p. 108), Barilla (p. 110), Cargolux (p. 111), Fernwärme Wien (p. 112), Sonera (p. 113).

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez prendre contact avec le Département Information et communication, Sabine Parisse, tél. (+352) 43 79 3138, fax (+352) 43 79 3189



Adresses

Banque européenne d'investissement

100, bd Konrad Adenauer

L – 2950 Luxembourg

Tél. (+352) 43 79 – 1

Fax (+352) 43 77 04

H320 Vidéoconférence (+352) 43 93 67

Internet

www.bei.org

E-mail : info@bei.org

Département Italie :

Via Sardegna, 38

I – 00187 Rome

Tél. (+39) 06 47 19 – 1

Fax (+39) 06 42 87 34 38

Vidéoconférence (+39) 06 48 90 55 26

Bureau d'Athènes :

364, Kifissias Ave & 1, Delfon

GR – 152 33 Halandri/Athènes

Tél. (+30) 1 682 45 17 – 9

Fax (+30) 1 682 45 20

Bureau de Berlin :

Lennéstrasse, 17

D – 10785 Berlin

Tél. (+49) 030 59 00 479 – 0

Fax (+49) 030 59 00 47 99

Bureau de Lisbonne :

Avenida da Liberdade, 144-156, 8°

P – 1250 Lisbonne

Tél. (+351) 21 342 89 89

ou (+351) 21 342 88 48

Fax (+351) 21 347 04 87

Bureau de Londres :

68, Pall Mall

GB – Londres SW1Y 5ES

Tél. (+44) 020 7 343 1200

Fax (+44) 020 7 930 9929

Bureau de Madrid :

Calle José Ortega y Gasset, 29

E – 28006 Madrid

Tél. (+34) 91 431 13 40

Fax (+34) 91 431 13 83

Bureau de Représentation à Bruxelles :

Rue de la loi 227

B – 1040 Bruxelles

Tél. (+32) 2 – 230 98 90

Fax (+32) 2 – 230 58 27

Vidéoconférence (+32) 2 280 11 40

Principales publications

Statuts :

Les Statuts de la BEI définissent le cadre juridique, financier et administratif des activités de la Banque. Ils ont été établis par un protocole annexé au traité de Rome et en font partie intégrante.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

Présentation générale :

• Brochure annuelle :

Une brochure actualisée chaque année propose un résumé illustré des principaux objectifs et domaines d'activité de la Banque, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

• Cassettes vidéo :

Le film vidéo réalisé en 1998 présente la BEI, son rôle et ses activités sous le titre "Les 40 ans de la Banque européenne d'investissement". Disponible en anglais, français, allemand, italien, espagnol et portugais.

• BEI Information :

Bulletin périodique contenant des articles d'actualité sur les activités de la BEI.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

• 40 ans d'activité

Recueil statistique sur les activités. Publié en 1998.

Disponible en français, anglais et allemand.

EIB Papers – Cahiers BEI :

Semestriel : présente le résultat des études effectuées par le Département de l'Economiste en Chef de la BEI ainsi que des articles rédigés par des chercheurs et des spécialistes extérieurs à la Banque. Disponible en anglais.

Nouvelle série.

Volume 4 N° 1 – 1999 :

European Banking after EMU

Volum 4 N° 2 – 1999 : The 1999 EIB Prize – Recent EIB Research

Fiches par pays :

Ces publications décrivent les possibilités de financement de la BEI par pays ou zones géographiques (Etats membres, Europe centrale et orientale, région méditerranéenne, Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Afrique du Sud, pays d'Amérique latine et d'Asie).

Brochures thématiques :

• Les prêts et les emprunts de la BEI pendant la transition à l'euro.

Guide opérationnel. Publié en 1998.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

• Politique d'information.

Règles relatives à l'accès du public aux documents de la BEI. Publié en 1997.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

• Principes d'action en matière d'environnement

Document énumérant les principes directeurs, normes et procédures dans le domaine de l'environnement.

Publié en juin 1996.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

• Guide pour la passation des marchés financés par la BEI.

Ce guide a pour but de donner aux promoteurs de projets financés par la BEI et à leurs fournisseurs des renseignements sur les procédures relatives aux financements de la BEI s'agissant de l'appel d'offres, de l'information des soumissionnaires potentiels et du respect de la législation communautaire.

Publié en juin 1996.

Disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

Rapports établis par l'Unité d'évaluation des opérations de la BEI :

• Evaluation de 17 projets dans le secteur de l'eau dans le bassin méditerranéen (1999).

• L'impact des opérations d'emprunt de la BEI sur l'intégration des nouveaux marchés des capitaux (1999).

Par ailleurs, une information structurée et régulièrement mise à jour est disponible sur

Internet : www.bei.org

Toutes les publications et films vidéos de la BEI ainsi qu'une liste complète des titres en stock sont disponibles sur demande auprès du Département Information et Communication
Fax (+352) 43 79 3189



Projets admissibles à un financement de la Banque

Dans l'Union européenne, les projets pouvant prétendre à un concours de la BEI doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants :

Développement économique équilibré. La BEI finance des projets qui concourent au développement économique des régions les moins favorisées.

Transports, télécommunications et réseaux transeuropéens (RTE). La BEI apporte son concours à des projets favorisant l'intégration et le développement d'échanges notamment la construction, la modernisation ou l'extension de chemins de fer, de routes, de ponts, d'aéroports, de ports, de réseaux de télécommunications et de distribution d'énergie.

Sécurité des approvisionnements en énergie. La Banque s'emploie à soutenir les objectifs énergétiques de l'Union européenne : accès diversifié et fiable à des approvisionnements exogènes à l'Union, développement des sources d'énergie dans l'Union européenne, réalisation d'économies d'énergie et distribution interconnectée de l'énergie à l'échelle de l'Union.

Environnement naturel et urbain. Réduction de la pollution atmosphérique, alimentation et traitement des eaux usées, protection des sols, reboisement, préservation du patrimoine culturel, amélioration du cadre de vie urbain.

Santé et éducation. Extension et modernisation des infrastructures dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Accroissement de la compétitivité et de l'intégration de l'industrie européenne. Promotion des technologies avancées et des investissements favorisant la coopération entre des entreprises situées dans différents Etats membres de l'Union.

Petites et moyennes entreprises. Certains investissements réalisés par des PME dans les secteurs de l'industrie et des services sont financés, de manière indirecte, à l'aide de prêts globaux consentis par la BEI à des banques et des institutions financières.

Financements à l'aide de capital-risque. Les opérations destinées à développer le financement en capital-risque des PME innovantes ou en phase de croissance rapide, sont conclues en coopération avec les banques et institutions financières des pays membres.

En dehors de l'Union, la Banque participe à la mise en œuvre des politiques de l'Union en matière d'aide et de coopération au développement, grâce aux financements à long terme qu'elle accorde à l'appui de projets situés dans quelque 150 pays tiers. Elle finance des investissements en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen, dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, de même qu'en Amérique latine et en Asie.

Des conditions spécifiques pour certains prêts à l'extérieur de l'Union sont définies par les protocoles et conventions applicables.

Prêts individuels

Qui peut emprunter ? Des promoteurs des secteurs public ou privé, y compris des banques.

Pour quel montant ? A convenir directement avec la BEI pour les investissements dépassant 25 millions d'euros, à concurrence de 50 % du coût de l'investissement.

Quelle durée ? Dans le secteur de l'industrie, 12 ans au maximum ; s'agissant des projets relatifs aux infrastructures, 20 ans ou plus à titre exceptionnel.

Quelles monnaies ? Selon les préférences de l'emprunteur, le prêt peut être en euro, une autre monnaie de pays de l'Union non membre de la zone euro ou encore une monnaie de pays tiers, comme le dollar des Etats-Unis, le yen ou le franc suisse. Le décaissement peut se faire en une ou plusieurs monnaies.

Quels taux d'intérêt ? Taux fixe, variable ou révisable.

Remboursement : en règle générale, versements semestriels ou annuels. Des périodes de différé peuvent être accordées pour le remboursement du principal pendant la période de construction du projet. De même, il est possible d'obtenir que les prêts soient intégralement remboursés à l'échéance finale.

Commissions : de manière générale, aucune commission de traitement, d'engagement ou autre n'est perçue.

Prêts globaux

Les prêts globaux sont mis à la disposition de banques ou d'institutions financières qui rétrocèdent les fonds à l'appui de projets d'investissement de petite et moyenne dimension, répondant aux critères de la Banque.

Qui peut en bénéficier ? Les collectivités locales ou les entreprises n'employant pas plus de 500 personnes et dont la valeur des immobilisations ne dépasse pas 75 millions d'euros.

En faveur de quels projets ? De nouveaux projets d'investissement, d'une valeur pouvant aller jusqu'à 25 millions d'euros, réalisés par des PME ou des collectivités locales dans le cadre de projets relatifs aux infrastructures de petite dimension.

Pour quel montant ? À concurrence de 50 % du coût de l'investissement. La durée est comprise entre 5 et 12 ans (pour les nouveaux projets de construction, elle peut exceptionnellement atteindre 15 ans). L'intermédiaire a la faculté d'accorder des fonds complémentaires à l'appui du projet concerné.

Quelle sûreté est exigée ? Quels sont les taux d'intérêt ? Ces conditions sont arrêtées avec la banque intermédiaire qui prend la décision de financement conformément aux critères définis avec la BEI.

Décaissement et gestion du prêt : par le biais de la banque intermédiaire.



La mission de la Banque européenne d'investissement

La BEI a pour mission de favoriser la réalisation des objectifs de l'Union européenne en accordant des financements à long terme en faveur d'investissements viables.

• La BEI est au service de l'Union

La BEI a été créée par le Traité de Rome. Ses actionnaires sont les Etats membres, dont les Ministres des finances constituent son Conseil des gouverneurs.

• La Banque offre des services à valeur ajoutée

- Grâce à son évaluation et à son suivi des projets et programmes d'investissement. Pour recevoir son appui, les projets et programmes doivent être viables dans quatre domaines essentiels : économique, technique, environnemental et financier. Chaque projet d'investissement est soigneusement évalué et suivi jusqu'à son achèvement.

- Grâce à son financement. Par ses opérations de prêt et sa capacité à attirer d'autres concours financiers, la Banque permet d'élargir les possibilités de financement. Par ses emprunts, elle favorise le développement des marchés financiers notamment de l'Union.

• La BEI offre des conditions de premier ordre

La solidité financière de la Banque vient de la force et de l'engagement de ses actionnaires, de son indépendance professionnelle et de la qualité de son portefeuille de prêts. Elle autorise les meilleures conditions d'emprunt, dont la BEI fait profiter les destinataires de ses prêts.

• La BEI associe d'autres partenaires à son action

Les orientations suivies par la Banque sont définies en étroite collaboration avec les Etats membres et les autres institutions de l'Union européenne. En outre, la BEI coopère étroitement avec le monde des affaires et le secteur bancaire, ainsi qu'avec les grandes organisations internationales présentes dans son domaine.

• La BEI attire un personnel qualifié et multiculturel provenant de tous les Etats membres

La BEI est motivée par sa participation directe à la construction de l'Europe.

Imprimé sur papier Art Silk, homologué "Nordic Swan", par Jouve S.A., F-75001, Paris.